

JEAN SARRAILH

Ancien membre de l'Ecole des Hautes Études Hispaniques
Chargé de conférences à l'Université de Poitiers

La Contre-Révolution sous la Régence de Madrid

(mai-octobre 1823)

(Étude faite d'après les papiers de la Surintendance de Police)

*Thèse complémentaire pour le Doctorat ès lettres
présentée devant la Faculté des Lettres
de l'Université de Bordeaux*

LIGUGÉ (VIENNE)

IMPRIMERIE E. AUBIN & FILS

1930

La Contre-Révolution
sous la Régence de Madrid

(mai-octobre 1823)

JEAN SARRAILH

Ancien membre de l'École des Hautes Études Hispaniques
Chargé de conférences à l'Université de Poitiers

La Contre-Révolution sous la Régence de Madrid

(mai-octobre 1823)

(Étude faite d'après les papiers de la Surintendance de Police)

*Thèse complémentaire pour le Doctorat ès lettres
présentée devant la Faculté des Lettres
de l'Université de Bordeaux*

LIGUGÉ (VIENNE)

IMPRIMERIE E. AUBIN & FILS

1930



A MES AMIS AMÉRICO CASTRO ET FERNANDO DE LOS RÍOS.

LA CONTRE-RÉVOLUTION SOUS LA RÉGENCE DE MADRID

INTRODUCTION ET BIBLIOGRAPHIE

L'histoire d'Espagne de 1810 à 1833 est facile à résumer dans ses grandes lignes tout au moins. Elle commence par quatre années de régime constitutionnel. C'est l'une des époques les plus attachantes qui soient dans les annales de ce pays. Tout concourt à la noblesse de cette période : l'enthousiasme politique des députés qui veulent mettre un frein aux caprices et à l'arbitraire de la monarchie ; l'exaltation patriotique des représentants de la nation qui, de l'île lointaine de Cadix où ils sont enfermés, dirigent la résistance contre l'envahisseur. Années glorieuses dont le souvenir radieux devait se conserver pieusement durant tout le XIX^e siècle ; années que devaient toujours évoquer les députés libéraux aux heures de désespoir, ou aux heures plus rares de triomphe, comme le temps béni qu'ils voudraient voir revenir et dont ils imiterraient les pures leçons. Le prestige de ces années durant lesquelles une assemblée d'hommes jeunes ne connaissant guère, en matière de gouvernement, que les généreuses théories venues d'au-delà les Pyrénées, mais en revanche possédant un complet désintéressement qui vaut bien les roueries des vieux politiciens, ce prestige n'est comparable, dans l'histoire, qu'à celui de la Révolution française, de la Révolution du début, de la Révolution sans la Terreur. Les ressemblances sont frappantes entre ces deux grands moments d'élan et d'humanité.

Au milieu des dangers nés de la guerre, tandis que la situation militaire semble désespérée, ceux qui acceptent la responsabilité de l'heure sauvent leur pays et lui donnent des lois qui permettront à leurs compatriotes de vivre avec plus de dignité.

De 1814 à 1820, retour à l'absolutisme. Ferdinand VII, revenu de Valençay, inaugure la deuxième période de son règne par l'arrestation des députés libéraux, leur emprisonnement, et leur déportation dans des villes ou des monastères perdus et dans les bagnes africains. Pendant ces dix années, le souverain et son entourage travaillent à détruire l'œuvre des constitutionnels. L'Inquisition est rétablie; le Roi crée une distinction honorifique pour les Inquisiteurs et se donne à plusieurs reprises la joie de siéger au milieu de ces juges redoutables. Les Jésuites sont autorisés à s'installer de nouveau en Espagne. Aussi de nombreuses conspirations libérales éclatent-elles dans diverses régions. Elles sont réprimées avec sévérité. Les deux généraux Lacy et Porlier sont exécutés sans que le souvenir de leurs prouesses durant la guerre de l'Indépendance ait pu désarmer la colère du roi.

Un soulèvement militaire, en 1820, va pour trois ans rétablir en Espagne un régime libéral. Riego et Quiroga donnent le signal et sont bientôt suivis par d'autres officiers. Le 7 mars, Ferdinand VII jure la Constitution. Les Cortes sont de nouveau convoquées et continuent l'œuvre tragiquement interrompue en 1814. Mais tandis qu'elles travaillent avec zèle à réorganiser l'Espagne, d'une part les éléments libéraux les moins disciplinés et les moins conscients ne songent qu'à venger les vexations qui leur ont été infligées pendant les années antérieures; d'autre part, Ferdinand le perfide tâche de discréditer le nouveau régime auprès de la majorité des Espagnols et des nations étrangères en encourageant des désordres que ses ministres sont incapables de réprimer. L'Europe s'émeut de l'anarchie espagnole. L'expédition du duc d'Angoulême redonne le pouvoir absolu à Ferdinand VII et fait de nouveau « régner l'ordre » dans la Péninsule.

Avant même que le Monarque remonte sur son trône de Madrid, commence une période d'absolutisme farouche, la plus longue : elle dure dix ans, de mai 1823 à septembre 1833. Elle comprend un prologue de quelques mois, pendant la « captivité du souverain », durant lequel le gouvernement de l'Espagne est confié à une Régence. Puis une période où les méthodes de répression inaugurées pendant la régence s'épanouissent jusqu'à la mort de Ferdinand VII. Cette fin de règne est d'une férocité répugnante : partout délation, hypocrisie et cruauté. Sur l'ordre du roi, de Calomarde et de leurs favoris, on procède à de nombreuses exécutions. Sans parler de libéraux obscurs dont l'histoire n'a pas enregistré le nom, qu'il suffise de rappeler Riego, Torrijos et ses cinquante compagnons, ainsi que l'héroïque jeune femme Maria Pineda, victimes de leurs opinions politiques.

C'est le prologue à cette furieuse réaction que nous nous sommes proposé d'étudier, c'est-à-dire l'histoire de la Contre-révolution pendant la Régence établie à Madrid par le Duc d'Angoulême et qui administra l'Espagne jusqu'au début du mois d'octobre 1823.

Ayant eu à rechercher dans quelles circonstances un Espagnol qui se fit remarquer durant les deux époques constitutionnelles par son attachement aux idées nouvelles et par l'éloquence avec laquelle il les défendait, Martínez de la Rosa, fut exilé de son pays en juin 1823, nous avons consulté les archives de la surintendance de Police, organisme nouveau du nouveau régime de répression libérale. Après y avoir trouvé ce qui faisait l'objet précis de notre enquête, nous avons continué à parcourir les documents qui y sont conservés. Ils nous ont paru si révélateurs de leur temps que nous avons cru qu'il y aurait quelque intérêt à les faire connaître en les utilisant comme source essentielle d'une étude sur la Contre-révolution en Espagne, au temps de la Régence de Madrid. Les nombreuses dénonciations que nous avons lues, les rapports du surintendant relatifs aux arrestations de libéraux, aux perquisitions pratiquées chez eux, le récit des troubles survenus dans diver-

ses villes, d'attentats commis contre les constitutionnels et plus rarement contre les royalistes, tout cela nous a rendu sensible la persécution intolérable ordonnée par le nouveau gouvernement contre les partisans du régime constitutionnel.

Réservant pour plus tard l'histoire de la croisade antilibérale qui remplit la dernière partie du règne de Ferdinand VII, nous avons limité la présente étude à la Régence de Madrid. C'est donc quatre mois d'histoire espagnole que nous essayons de faire mieux connaître, grâce surtout à des documents nouveaux. Si l'on nous reprochait d'avoir borné nos recherches à une période si brève, nous ferions observer, en premier lieu, qu'elle offre une unité et constitue un tout parfaitement limité : c'est la durée entière d'un gouvernement qui, avec une maîtrise singulière, entreprend l'extermination d'un régime libéral. En second lieu, c'est une période représentative de l'histoire du XIX^e siècle espagnol et surtout de celle de Ferdinand VII. Les méthodes d'administration et les procédés de réaction sont déjà ceux de la terreur blanche qui sévira jusqu'en 1833. L'esprit qui anime la Régence et ses ministres est celui de Ferdinand après 1814, ou après 1823. Ces quatre mois suffiraient à donner une idée de la Contre-révolution violente qui déchire l'Espagne de 1815 à 1830. Enfin, il ne faut point oublier que la Régence gouverne l'Espagne au moment où les armées du duc d'Angoulême sont en Espagne. Il en résulte pour nous, Français, un intérêt nouveau. Nos chefs et nos soldats, en effet, partisans presque tous d'une monarchie constitutionnelle, sont chargés de rétablir l'absolutisme au-delà des Pyrénées. Comment les défenseurs de la Charte vont-ils travailler à cette œuvre ? Après le combat et la victoire, quand ils verront fuir devant eux les bandes des constitutionnels, qu'ils entreront dans les places qui capitulent, s'associeront-ils aux mesures de répression prises par la Régence contre les malheureux vaincus, ou tâcheront-ils d'apporter quelque apaisement et quelque douceur dans l'Espagne tourmentée par la guerre civile ? Ce sont là des questions que nous avons eu

l'occasion d'examiner au cours de ce travail. Peut-être suffiraient-elles à en justifier l'utilité.

Ajoutons, en terminant cette introduction, que nous ne nous sommes pas proposé d'écrire l'histoire complète de la Régence de Madrid. Nous ne nous sommes occupé que de la réaction absolutiste durant les quatre mois de son existence. Nous avons laissé de côté l'histoire militaire sur laquelle d'ailleurs il ne manque pas de travaux satisfaisants, et nous n'avons fait qu'effleurer les questions diplomatiques, telle que la reconnaissance de la Régence par les nations européennes. Notre intention était plus modeste, elle nous était dictée par les sources nouvelles que nous voulions faire connaître. Les Papiers de la surintendance de police, en effet, ne nous auraient point renseigné sur la diplomatie ou la conduite des hostilités. En revanche ils ont une valeur considérable pour l'étude de la contre-révolution en 1823.

*
* *

La Bibliographie de notre étude pourrait à la rigueur se borner à l'indication quelque peu détaillée des archives de la surintendance de police que nous avons dépouillées. Pourtant ayant préféré, plutôt que de publier simplement des documents, écrire l'histoire de la réaction absolutiste au temps de la Régence de Madrid, nous avons jugé nécessaire de recourir à d'autres sources manuscrites et imprimées, espagnoles et françaises sur tout.

Nous avons pensé, tout d'abord, à l'intérêt qu'offrirait la correspondance de nos envoyés diplomatiques en Espagne, pour la connaissance de l'esprit public aussi bien que des événements qui se déroulèrent dans ce pays. Nos représentants, désireux de complaire à leur ministre, auraient certainement à cœur de le renseigner très exactement sur « sa guerre » (1),

(1) Voir la dépêche de Talaru, 24 juillet : « ... J'envoie tout ce que je sais, et si vous reprenez tout ce que vous avez reçu de moi depuis que je suis arrivé, vous verrez que cela fait beaucoup d'écritures pour trois semaines. Les autres légations ne vous en envoient pas à beaucoup près autant »

plus encore sur la politique intérieure que sur les exploits de nos soldats. En relations incessantes avec la Régence, ils en pourraient pénétrer les desseins les plus secrets aussi bien qu'en faire connaître les décisions officielles. De son côté, le Ministre des affaires étrangères — qui ne cessait pas de se croire un homme d'État de génie, ainsi que le lui avait persuadé à Vérone, sans trop de peine, le tsar Alexandre —, Chateaubriand envoya de nombreuses instructions à ses ambassadeurs au sujet de la grande affaire d'Espagne : jamais ses communications brillamment écrites, ses jugements au jour le jour sur les faits de la Péninsule, ses larges vues sur le caractère excessif des Espagnols et de leur système de gouvernement, ne seront dépourvus d'intérêt. Aussi compléterons-nous sans cesse les renseignements tirés des papiers de police par ceux que renferme la correspondance diplomatique de l'époque étudiée (1).

Nous avons aussi consulté les journaux du temps, de pré-

(Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 304 r.). Voir aussi celle du 5 août : « Mes attachés n'ont pas le temps d'aller passer leur vie dans les cafés et dans les rues. Ils ont trop à écrire, et excepté les propos de café, vous savez tout » (idem, 723, p. 26 v.).

(1) Nous pensions que la correspondance de la Régence avec son ambassadeur à Paris pourrait apporter quelques renseignements utiles. Malheureusement les papiers de mai à octobre 1823 ont à peu près tous disparu de la liasse où ils devraient se trouver. (Leg. 5.228. Papeles de Estado. Arch. Hist. Nacional, Madrid). Nous avons simplement trouvé la minute d'instructions adressées le 24 juin par le gouvernement de Madrid au Duc de San Carlos pour le charger de faire connaître à Chateaubriand et aux représentants des autres Cours la déposition de Ferdinand VII. Le Ministre des Affaires Étrangères recommande à son ambassadeur de « peindre l'attentat sous les couleurs les plus sombres » et d'insister sur la nécessité d'un « châtiment exemplaire ». Nous avons trouvé aussi divers accusés de réception de la circulaire envoyée le 6 juillet par le Duc de San Carlos en exécution des ordres qu'on lui avait donnés le 24 juin (Accusés de réception du Nonce, du ministre de Portugal, de Russie). Le 10 juillet, San Carlos envoie une note confidentielle sur Talaru, « qui appartient à une famille illustre », « royaliste convaincu », « homme prudent et sage qui mérite une grande considération ». De même le 12 août, l'ambassadeur espagnol transmet une réclamation du Duc de Doudeauville. (V. plus loin, p. 73; n. 1.)

férence les espagnols. Les journaux français, en effet, se bornent à reproduire les informations des journaux espagnols (1) ou à répéter les nouvelles du *Moniteur*. Aussi n'y avons-nous pas cherché des faits nouveaux, mais l'écho produit par les événements principaux de l'histoire de la Régence, comme la déposition du roi Ferdinand, ou la proclamation de l'Ordonnance d'Andujar. Les commentaires, naturellement, varient suivant les idées politiques des rédactions. Les journaux espagnols, au contraire, donnent des nouvelles de première main. Ils recueillent, dans leur désir d'être bien informés, les faits les plus menus, parfois très significatifs pour l'historien. Mais il faut observer que ces journaux, qu'il soient de Madrid ou de Séville, sont presque officiels. Si tous ne publient pas, comme la *Gaceta de Madrid*, les décrets de la Régence, ils sont sous la dépendance du gouvernement dont ils suivent les inspirations avec docilité. Il faudra donc penser que leurs proclamations royalistes peuvent être exagérées et ne pas coïncider de tout point avec l'opinion générale. Des journaux d'opposition, il n'en existe pas, si ce n'est dans les villes où se sont réfugiées les Cortes (2). Cette absence, à elle seule, est un indice de la

(1) *El Realista* (n° 14, 17 juillet) constate que les journaux de Paris reproduisent ses informations : « apenas citan ni siguen por guía para los sucesos de España (fuera del periódico del gobierno) otra cosa que nuestro ligero papel ».

(2) Le journal officiel du gouvernement constitutionnel était *La Gaceta Española*. Les autres journaux du parti étaient le *Diario Mercantil*, le *Constitucional*, *El Espectador*, et *El Diario de la Corte*. Leurs rédactions émigrèrent de Madrid à Séville, puis de Séville à Cadix. Ces journaux eurent un nombre très limité de lecteurs, car ils ne pénétraient qu'en contrebande dans les zones occupées par les Royalistes ou les Français. Aucun de ces journaux ne se trouve à la Bibliothèque Nationale de Madrid.

Mesonero Romanos, qui se trouvait à Cadix pendant le siège, nous apprend que tous les journaux constitutionnels s'étaient fondus en un seul : « *El Diario de la Corte* » (*Memorias de un setentón, ouvr. cit., p. 282*). Ce *Diario*, dit encore Mesonero, prêchait la confiance dans le succès final et attaquait violemment les Français, les Russes, les Autrichiens et les Prussiens, et surtout les ministres qui « nous avaient fait le cadeau des cent mille fils de saint Louis ». Le journal publiait aussi des poésies, des satires, etc... (id., p. 285 à 288).

façon dont était gouvernée l'Espagne « reconquise », de la terreur qui devait pénétrer les libéraux et de l'acharnement que mettaient les royalistes à persécuter leurs adversaires.

Enfin, nous avons utilisé quelques ouvrages historiques consacrés aux événements espagnols de 1823, ou qui les étudient à l'occasion. Nous avons surtout consulté ceux dont les auteurs furent des contemporains de l'aventure espagnole, comme Chateaubriand et Abel Hugo. Nous n'avons eu garde de négliger l'*Annuaire* de Lesur pour l'année 1823. Bien qu'il n'en ait pas fait une étude systématique, c'est l'ouvrage le mieux informé sur la Régence de Madrid. Il sera la source principale des historiens postérieurs, de Vieil-Castel en particulier (1).

Bien qu'ils n'aient pas un caractère aussi nettement historique, nous avons également consulté des « Souvenirs » et des « Voyages d'Espagne », composés aussitôt après l'expédition du Duc d'Angoulême par d'anciens soldats ou des touristes. Comme après la guerre napoléonienne, on publie après 1823 de nombreux récits de la campagne (2).

Dans ces productions, nous avons cueilli quelques anecdotes, des traits pittoresques, et quelques jugements sur des personnages et des événements dont nous aurons à nous occuper par la suite. Bien qu'il faille se défier des appréciations de nos compatriotes, frappés surtout des profondes différences qui existaient entre le régime politique français et celui de l'Espagne, et en général peu favorables aux Espagnols, leurs Albums de Voyage, riches d'impressions spontanées, qu'une longue

(1) Voir plus loin, p. 116 n. 3, 118 n. 2. Des histoires de la Restauration plus récentes, M. Charlety dit : « La plupart ne font que résumer celles qui les ont précédées » (*Restauration*, p. 3 note).

(2) Sur les « Voyages en Espagne », voir Foulché-Delbosc : *Bibliographie des Voyages en Espagne et en Portugal*, ouv. cit. Consulter l'étude classique de M. Morel Fatio : *Comment la France a connu et compris l'Espagne depuis le Moyen-Age jusqu'à nos jours* (in *Études sur l'Espagne*, t. I, ouv. cit.), et du même : *El Puñal en la Liga* (Revue de Littérature comparée, 1921, t. 4). Voir aussi Le Gentil : *Le Poète Manuel Bretón de los Herreros et la Société espagnole de 1830 à 1860*, ouv. cit., en particulier liv. III, ch. VII, et enfin Martinenche : *L'Espagne et le Romantisme français*, ouv. cit., p. 34-41.

méditation n'a pas eu le temps de transformer, n'en sont pas moins précieux (1).

Restent les historiens espagnols. C'est à eux, comme bien on pense, que nous avons surtout fait appel. Mais leur consultation ne nous a pas été d'un très grand profit. Pas plus que les Français, ils n'ont écrit une histoire méthodique de l'époque qui nous intéresse. Les modernes répètent les anciens avec une fidélité que la fantaisie seule se permet parfois d'altérer. Un ouvrage pourtant nous a paru consciencieux et bien informé : celui du Marquis de Miraflores, composé d'une étude sur l'Espagne de 1820 à 1823 et de deux volumes de documents relatifs à l'époque considérée. Son auteur a recueilli le plus de renseignements possible sur la Régence de Madrid. Il a d'ailleurs eu parfois recours à Lessur, dont il parle avec estime et reconnaissance (2). Ce travail a été, pour l'époque qui va de février 1820 à octobre 1823, la source de toutes les histoires postérieures (3). D'autres travaux qui consacrent quelques phrases ou quelques pages, au maximum, au sujet que nous étudions, mériteront d'être cités : leurs renseignements concordent sensiblement avec ceux que nous avons tirés des papiers de police. Voilà pour les faits. Pour ce qui est des jugements, c'est encore Miraflores qui a su le mieux se dégager des contingences et abdiquer tout esprit de parti. Homme intelligent et de jugement impartial, il a apprécié équitablement les excès des Constitutionnels, isolés, désordonnés, et les fureurs des Royalistes dirigées avec une méthode dont la Régence ne fit preuve que dans ce domaine. Quant aux autres historiens, ils font généralement de l'histoire une arme de combat. Si en France

(1) Nous n'avons pas cité les « Voyages » qui ne sont que des descriptions géographiques, comme celles de Ch. du Rozoir (Paris 1823) ou de P.C. et Ch.N., *Théâtre de la guerre ou Tableau de l'Espagne* (Paris 1823).

(2) « un historiador francés cuya imparcialidad y buena crítica nos merece el mayor concepto (l'annuaire historique de M. Lessur) (sic) ». *Apuntes*..., *ouv. cité*, p. 202.

(3) Voir par exemple Fernández de los Ríos : *Estudio histórico de las luchas políticas*..., *ouv. cité*, I, p. 155 ; et Lafuente (Modesto) : *Historia General de España*, *ouv. cit.*, t. XIX, p. 91 et 92, note 1.

certain travaux sur la Restauration sont les uns « royalistes », les autres « libéraux » (1), que dire de l'Espagne où les passions politiques au XIX^e siècle furent tellement exaspérées et où tous les moyens étaient bons pour soutenir le parti de la réaction ou celui du libéralisme? Tandis que Lafuente, par exemple, essaie d'excuser les excès des royalistes en insistant outre mesure sur ceux des constitutionnels de l'époque précédente et sur les noyades de La Corogne (2), Alcalá Galiano, qui joua un rôle important aux Cortes de 1823, accuse énergiquement les partisans de l'absolutisme (3), et l'auteur de l'*Histoire de Ferdinand VII* (4), d'ailleurs bien informé, compose un violent réquisitoire contre le monarque et ses partisans. Bref, l'histoire fut un terrain de polémique, et rares furent les hommes comme Miraflores et Rico y Amat qui surent préserver leur clairvoyance et leur impartialité (5).

Ajoutons enfin que la crainte des représailles, bien excusable chez les sujets d'un roi aussi cruel que Ferdinand, empêcha la composition ou tout au moins la publication d'études sur les premières années du XIX^e siècle. Après la mort du monarque seulement, commencèrent à paraître en Espagne les ouvrages que nous citons plus loin. Ceci explique l'absence complète d'études sur la Régence composées aussitôt après qu'elle eut cessé ses fonctions.

Quant aux « mémoires » des contemporains, ils ne nous apportent que des indications de détail qu'il ne faut point toujours accepter sans examen.

(1) Charlety, ouv. et pass. cit.

(2) Lafuente, *Historia de las Sociedades Secretas*, ouv. cit.

(3) Alcalá Galiano, *Historia de España*, t. VII, ouv. cit.

(4) *Historia de la Vida y Reinado de Fernando VII* (Madrid, Repullés, 1842), 3 vol., t. III. Cet ouvrage a longtemps passé pour anonyme. On croit pouvoir l'attribuer désormais à Estanislao de Koska Vayo (voir Sánchez Alonso : *Fuentes de la Historia Española*, ouv. cit., n° 10.775). — Mais d'après Menéndez y Pelayo (*Historia de los Heterodoxos españoles*, III, p. 495, n. 1) ce n'est qu'une conjecture, vraisemblable d'ailleurs.

(5) « Los más de los que han escrito sobre el siglo XIX fueron políticos llenos de pasión partidista que hacían de la historia arma de combate. » Deleito y Piñuela, *La Emigración política en España durante el reinado de Fernando VII*, ouv. cit., t. I, p. 104.

En résumé, ni en Espagne, ni en France, nous n'avons trouvé un travail sérieux et méthodique sur la situation intérieure de la Péninsule au moment où « régnait » la Régence de Madrid. Simplement, dans de nombreux livres, des faits épars, généralement les mêmes, colportés d'histoires en histoires. Pourtant, redisons-le, Chateaubriand par ses généralisations, Lesur et Miraflores par les documents nombreux et contrôlés qu'ils recueillent, ainsi que par leurs jugements lucides et impartiaux, sont des guides auxquels nous avons eu souvent recours.

Voici le tableau de notre bibliographie :

A) Sources : *Papiers de la Surintendance de Police* (1).

	Mois de Juin (Arch. Hist. Nac. Madrid. Consejo de Castilla. Leg. 12.271
Juillet	id. — 12.269
Août	id. — 12.271
Septembre	id. — 12.270

B) Documents utilisés pour compléter ces sources.

Correspondance politique. Espagne 721-722-723. — (Arch. Aff. Étrangères. Paris).

Correspondance diplomatique de Chateaubriand (*Congrès de Vérone*, in *Œuvres de.....* Tome 20. Paris, 1838).

C) Journaux :

Français : *Le Moniteur Universel*. — *Le Journal des Débats*.

Espagnols : (royalistes) *La Gaceta de Madrid*.

El Procurador General del Rey.

El Realista.

El Defensor del Rey.

El Restaurador.

(constitutionnel modéré) *El Diario de la Capital*.

(1) Le classement des papiers tient compte en général de leur date, mais surtout de celle des décisions de la Régence. Parfois, sans qu'il y ait d'autre raison que le désordre, des documents datés d'un certain mois sont placés dans une autre liasse que celle qui leur correspond. Les papiers de juin et d'août sont réunis dans une seule liasse (12.271).

D) Ouvrages français :

- Anonyme [Théodore Anne] (1). — Madrid ou observations sur les mœurs et usages des Espagnols au commencement du XIX^e siècle. Paris, Pillet, 1825. 2 T.
- Id. [Clerjon de Champagny] (2). — Album d'un soldat pendant la campagne d'Espagne de 1823. Paris, 1829.
- Barante. — Souvenirs du Baron de 1782-1866, publiés par son petit-fils Claude de Barante. 2^e éd. Paris, Calman-Lévy, 1890-1901. 8 T.
- Beau de Loménie (E.). — La carrière politique de Chateaubriand de 1814 à 1830. Paris, Plon, 1929. 2 T.
- Bourgeois (E.). — Manuel historique de Politique étrangère. 5^e édition. T. II. Paris, Belin, 1913.
- Bourgoing (de). — L'Espagne. Souvenirs de 1823 et de 1833. Paris, 1834.
- Broglie (duc de). — Souvenirs. 1785-1870. 2^e éd. Paris, Calman-Lévy, 1886. 4 T.
- Bussy (de). — Campagne et Souvenirs d'Espagne (publié par A. Lebrun, *Revue hisp.* décembre 1914).
- Carné (L. de). — De l'Espagne au XIX^e siècle. *Rev. des Deux Mond.*, 1^{er} octobre, 15 novembre, 1^{er} décembre 1836.
- Charléty. — La Restauration, Paris, Hachette, s. d. [in *Histoire de France contemporaine*, de Lavissee, T. IV].
- Chateaubriand. — *Œuvres de*, T. XIX. Congrès de Vérone, Paris, Boullanger et Legrand, 1838.
- Custine (marquis de). — L'Espagne sous Ferdinand VII. Paris, Ladvocat, 1838. 4 T.
- Damas (baron de). — Mémoires du, [in] *Carnet de la Sabretaché*, n^o 281, janvier-février 1923.
- Duvergier de Hauranne. — Coup d'œil sur l'Espagne. Paris, Baudoin, 1824 (3).
- Gabriac (de). — Chateaubriand ministre des Affaires étrangères. *Rev. des Deux Mond.*, 1^{er} novembre 1897.
- Geoffroy de Grandmaison. — L'Expédition française d'Espagne en 1823. Paris, Plon, 1928.

(1) et (2) Attribués aux auteurs indiqués par Foulché-Delbosc, *ouv. cit.*

(3) On répondit à cette brochure et à celle de Sálvandi, *Sur le parti qu'on doit prendre à l'égard de l'Espagne* par *Respuesta de un español a dos folletos publicados en Paris contra el Rey nuestro señor y su gobierno*, Madrid, Amarita, 1825.

- Guéchént (V^{te} de). — Le Duc d'Angoulême (1775-1844), 2^e éd. Paris, Emile-Paul, 1909.
- Hubbard. — Histoire contemporaine de l'Espagne. Madrid-Paris, 1869-1883. 6 T.
- Hugo (Abel). — Histoire de la campagne d'Espagne en 1823. Paris, Lefuel, 1824, 2 T.
- Lesur. — Annuaire historique 1823.
- Martignac. — [Essai historique sur la Révolution d'Espagne et sur l'intervention de 1823. Paris, Pinard, 1832.
- Pelleport (V^{te} de). — Souvenirs militaires et intimes du général de 1793 à 1853. Publié par son fils. Bordeaux et Paris, 1857.
- Rousseau (F.). — L'ambassade du marquis de Talaru en Espagne. [in] *Revue des questions historiques*. 1911.
- Vaulabelle. — Histoire des deux Restaurations, 6^e éd. Paris, Perrotin, 1864. 8 T.
- Viardot (L.). — Lettres d'un Espagnol. Paris, 1826. 2 T.
- Vieil-Castel. — Histoire de la Restauration. Paris, Léon, 1860-1878. 20 T.

E) Ouvrages étrangers, principalement espagnols.

- Alcalá Galiano. — Historia de España desde los tiempos más remotos hasta la mayoría de la reina D^a Isabel II, redactada y anotada con arreglo a la que escribió en inglés el doctor Dunnham. Madrid, 1844-1846. 7 T.
- Id. — Memorias de publicadas por su hijo. Madrid, Rubinos, 1880. 2 T.
- Amador de los Ríos y C. Rossell. — Historia de la Villa y Corte de Madrid. Madrid, 1864. 4 T.
- Anonyme. — Memoirs of Ferdinand VII By Don X, advocate of the Spanish Tribunals. Translated from the original manuscript by Michael Joseph Quin. London, Bentley 1824. [La traduction espagnole est de Joaquín García Jiménez. Madrid, 1840. 3 T.]
- Id. — Historia pintoresca del reinado de D^a Isabel II y de la guerra civil. Madrid, Castelló, 1846. 4 T.
- Id. — [E. de K. Vayo] Historia de la vida y reinado de Fernando VII de España. Madrid, Repullés 1842. 3 T.
- Id. — F. C. Les Agraviados d'Espagne. Paris et Leipsig, Ponthieu, 1827.
- Argüelles (A. de). — De 1820 à 1824 reseña histórica por con una noticia biográfica del autor por D. José de Olózaga y un prólogo por D. Angel Fernández de los Ríos. Madrid, 1864.

- Casa Valencia (Conde de). — Un diario de Fernando VII de 1823 [in] *Estudios históricos*. Madrid, Fontanet, 1895.
- Copons y Navia (F. de). — Memorias de los años de 1814 y 1820 al 24 de Las publica y las entrega a la historia su hijo. Madrid, 1858.
- Fernández de los Ríos. — Estudio histórico de las luchas políticas en la España del siglo XIX. Madrid, 1879. 2 T.
- Galli (F.). — Mémoires sur la dernière guerre de Catalogne. Paris, 1828.
- Huber (V. A.). — Esquisses sur l'Espagne, traduit de l'allemand par Louis Levrault. Paris, R. G. Levrault, 1830.
- Lafuente (Modesto). — Historia general de España. Barcelona, Montaner, 1887-1890. 25 T.
- Lafuente (Vicente). — Historia de las Sociedades secretas antiguas y modernas en España y especialmente de la Franc-masonería. Lugo, 1870. 3 T.
- Marliani. — Histoire politique de l'Espagne moderne. Paris-Londres, 1840. 2 T.
- Mesonero Romanos. — Memorias de un setentón natural y vecino de Madrid. Madrid, 1880.
- Miraflores (Marqués de). — Apuntes histórico-críticos para escribir la historia de la Revolución de España desde el año de 1820 hasta 1823. London, Taylor, 1834 — Documentos a los que se hace referencia en los *Apuntes* London, Taylor, 1834. 2 T.
- Pérez-Galdós. — Los cien mil hijos de San Luis (2ª serie de los Episodios nacionales). Madrid, 1877.
- Rico y Amat. — Historia política y parlamentaria de España. Madrid, 1860-1862. 3 T.
- Villaurutia (Marqués de). — Fernando VII rey constitucional. Historia diplomática de España de 1820 a 1823. Madrid, F. Beltrán, 1922.

F) Supplément.

[Nous inscrivons ici les ouvrages cités dans notre travail,
mais qui ne nous ont servi qu'accessoirement]

- Bermúdez de Castro y O'Lawlor (Marqués de Lema). — Calomarde [Discours de réception à l'Académie royale de l'histoire lu le 18 juin 1916]. Madrid, 1916.
- Cabrerizo. — Memorias de mis vicisitudes políticas desde 1820 a 1836. Valencia, 1854.

- Deleito y Piñuela (J.). — La emigración política en España durante el reinado de Fernando VII [*in*] 7º congreso de la Asociación española para el progreso de las ciencias, Bilbao, 1919. — Madrid, Arias, 1919.
- Id. — Fernando VII en Valencia el año de 1814. Agasajos de la ciudad. Preparativos para un golpe de estado. [*in*] *Anales de la Junta para ampliación de estudios*. T. VII. Madrid, 1911.
- Dumas (A.). — Mes Mémoires. Paris, Calman-Lévy, 1885.
- Foulché-Delbosc. — Bibliographie des voyages en Espagne et en Portugal. Paris, 1896.
- Le Gentil (G.) — Le poète Manuel Bretón de los Herreros et la Société espagnole de 1830 à 1860. Paris, Hachette, 1909.
- Geoffroy de Grandmaison. — L'Espagne et Napoléon. — Paris, Plon, 2 vol. parus 1908-1925 [en cours de publication].
- López Aydillo. — El obispo de Orense en la Regencia del año 1810, Junta para ampliación de estudios. Madrid, 1918.
- Martinenche (E.). — L'Espagne et le romantisme français. Paris, Hachette, 1922.
- Menéndez Pelayo (M.). — Historia de los Heterodoxos españoles. Madrid, 1880-1882. 3 T.
- Morel-Fatio. — Études sur l'Espagne. — Tome I. Paris, 1888.
- Sainz (P.). — Bartolomé José Gallardo, *Rev. hispanique*, 1921.
- Sánchez Alonso (B.). — Fuentes de la Historia española e Hispano-americana. Junta para ampliación de estudios. Madrid, 1927.
- Sangrador Vitores (M.). — Historia de la muy noble y leal ciudad de Valladolid. Valladolid, 1851.
- Villanueva. — Apuntes sobre el arresto de los vocales de Cortes en mayo de 1814. Madrid, Diego García, 1820.
-

CHAPITRE I

L'établissement de la Régence

I. Nécessité d'un gouvernement. — La formation de la Régence et du Ministère.

II. Régents et Ministres.

Le 7 avril 1823, les premières troupes du duc d'Angoulême franchirent la Bidassoa. Victorieuses sans peine d'une bande de républicains, et de bonapartistes, auxquels s'étaient joints quelques révolutionnaires espagnols (1), elles avancèrent sans difficultés à l'intérieur du pays. A part la résistance sérieuse de quelques places fortes comme Saint-Sébastien, Pampelune et Logroño, « les 100.000 fils de saint Louis » ne rencontrèrent aucun obstacle sur leur chemin. Au contraire, les populations accoururent au-devant d'eux, et les accueillirent avec joie comme des libérateurs. A eux et à leur illustre chef, les villes préparèrent des entrées triomphales et des réceptions enthousiastes (2). Le 2 mai, le quartier général s'installait à Alcoben-

(1) 150 réfugiés français et quelques espagnols sous les ordres du commandant Caron, ancien officier de Napoléon 1^{er}, firent flotter le drapeau tricolore au moment où s'avançaient les avant-gardes françaises. Le général Vallin fit les sommations d'usage puis ordonna de tirer le canon contre la petite bande qui se dispersa aussitôt. Voir en particulier Abel Hugo, *ouv. cit.*, t. I, p. 123-4, Lesur, *ouv. cit.*, p. 378, et Vaulabelle, *ouv. cit.*, t. VI, p. 356-7, où le colonel Fabvier est donné comme le commandant de la troupe. Voir aussi Geoffroy de Grandmaison, *L'exp. franç. d'Esp. en 1823*, p. 92-94.

(2) Pour les détails de ces réceptions, v. Abel Hugo, *ouv. cit.*, passim — et aussi les auteurs de « Voyages en Espagne » comme de Bussy et celui de l'*Album d'un soldat pendant la campagne d'Espagne en 1823*. V. aussi pour

das, aux portes de Madrid. Le 23, une partie de l'armée entra dans la ville, et le lendemain, le duc d'Angoulême, à la tête du gros de ses troupes, était reçu par les acclamations de la capitale espagnole (1).

I. — Si la première partie de la campagne n'avait été qu'une promenade militaire (2) et n'avait donné aucune inquiétude aux Français, une grave question, en revanche, ne cessa de préoccuper, jusqu'au 25 mai, le duc d'Angoulême, les diplomates qui l'accompagnaient, Martignac et Caux, et le cabinet de Paris : celle du gouvernement de l'Espagne. Au moment de l'intervention française, en effet, le royaume de Ferdinand VII se trouvait dans une situation fort troublée. Officiellement le pouvoir appartenait au roi et aux Cortes. Mais, d'une part, l'Europe, ayant rappelé ses ambassadeurs, désavouait cette monarchie constitutionnelle (3). De l'autre, la majorité de l'Espagne,

l'entrée du 2^e corps, G^{al} Molitor, à Tafalla, G^{al} de Pelleport, *Souvenirs militaires*, *ouv. cit.*, p. 155. Mais Pelleport note que dans certaines villes l'accueil fut moins enthousiaste. A Alagón « les habitants nous reçurent avec froideur ; la pierre de la Constitution était encore debout », p. 156. A Saragosse, « la population fut moins animée que dans les autres villes », p. 157. « Indifférence et froideur » dans la région de Lérida, p. 158. « L'opinion royaliste... moins vive à Valence qu'à Saragosse », p. 160.

(1) Pour l'entrée à Madrid, voir les ouvrages cités antérieurement et le journal *El Realista*, n^{os} du 23 et du 24 mai. Le *Realista* parlant le 27 mai de la bonne intelligence qui règne entre les Français et les Espagnols écrit : « Le soldat danse, boit et s'amuse avec les habitants, tandis que les officiers reçoivent des fleurs des balcons. D'après ce que nous avons observé au Prado, il nous semble que l'on commettra des infidélités aux nymphes de la Seine, étant donné l'accord de celles du Manzanares et de ces modèles de galanterie qui peuvent bien, en même temps,

« de Madrid, caresser les belles
et écrire aux belles de Paris ».

(2) « elle ne fut guère qu'une marche triomphale », Guichen, *ouv. cit.*, p. 288-9.

(3) Le 17 novembre, les souverains réunis au Congrès de Vérone « adressèrent une sorte d'ultimatum, sous forme de remontrances, aux Cortes espagnoles. Huit jours après ils ordonnaient à leurs envoyés de Madrid de se retirer, aussitôt que l'ambassadeur de France aurait reçu ses passe-ports ». (E. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, II, p. 692). V. Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 121.

travaillée par toutes les forces ultra-royalistes, lui refusait l'obéissance : ce n'étaient que soulèvements dans tout le pays. Le plus fameux avait abouti à la création de la Régence d'Urgel qui, le 15 août 1822, avait lancé une proclamation aux Espagnols, assurant qu'elle constituait le seul véritable gouvernement (1). D'ailleurs, la plupart des partisans des Cortes n'étaient plus en contact direct avec elles. Devant la menace de l'invasion, les députés s'étaient retirés à Séville, obligeant le roi à les accompagner (2). Là-bas, dans la lointaine Andalousie, ils légiféraient gravement sur les majorats et les seigneuries; ils affectaient de considérer la lutte avec la France comme un combat à armes égales. Mais, tandis que l'armée du duc d'Angoulême s'enfonçait plus avant en Espagne, la zone que régissaient les Cortès se restreignait de jour en jour. Leur gouvernement n'était plus qu'un gouvernement de façade que quelques-uns de ses membres seuls pouvaient encore prendre au sérieux. — Ainsi, pour la France et la Sainte-Alliance, l'Espagne n'était pas gouvernée. Pour la majorité des Espagnols il en allait de même. Il importait de mettre fin à cette situation anarchique, et il apparaissait que cette tâche devait encore incomber aux Français. Mais allaient-ils vouloir s'en charger?

Le gouvernement de Paris comprit immédiatement que ce serait un bien gros embarras et une responsabilité énorme ajoutés aux soucis que pouvait inspirer l'expédition militaire. Il entrevit, d'une part, que l'Europe jalouse, qui avait autorisé au Congrès de Vérone notre intervention, se repentirait sûrement de voir se transformer une question internationale en question purement française (3). D'autre part, la nation espa-

(1) Pour l'étude de tous les troubles qui agitent l'Espagne pendant la période constitutionnelle, v. Miraflores, *Apuntes....*, et pour l'histoire de la Régence d'Urgel, idem, *Documentos....*, t. II, p. 32-92.

(2) V. Conde de Casa Valencia, *ouv. cit.*

(3) Metternich écrivit à Gentz : « La guerre et les victoires des Français en Espagne ne me donnent pas beaucoup d'inquiétude. » (Cité par E. Bourgeois, *Manuel hist....*, II, p. 694.) Pourtant l'Autriche créa quelques difficultés au cabinet de Paris au sujet de la Régence. Elle poussa le roi de Naples à poser sa candidature au gouvernement provisoire de l'Espagne,

gnole n'aurait pas accepté sans protester un tel gouvernement : Le roi Joseph avait laissé de trop mauvais souvenirs pour que ses anciens sujets voulussent obéir à une domination étrangère. Le danger qu'il y aurait eu à établir à Madrid un gouvernement d'origine française fut signalé par le jurisconsulte Dard dans un rapport remarquable (1). Chateaubriand, lui aussi, indiqua la nécessité d'« une junte espagnole pour parler à l'Espagne au nom des Espagnols mêmes (2) », et dans une lettre à de la Ferronnays, il écrivit : « Que nous fallait-il ? un gouvernement royaliste à Madrid, le meilleur possible, avec lequel nous puissions combattre les Cortes et parler au nom des Espagnols (3). »

Pourtant les Français, on le comprend aisément, ne se désintéressèrent pas complètement de la question du gouvernement de l'Espagne. Avant que le duc d'Angoulême ait franchi les Pyrénées, Louis XVIII et son cabinet s'étaient occupés de régler cette affaire, dans ses grandes lignes tout au moins, laissant aux ambassadeurs le soin d'en fixer les détails. Ils avaient décidé qu'il faudrait instituer une « Junte provisoire » qui resterait en fonctions jusqu'au jour où les Français entreraient à Madrid. A ce moment serait instal-

comme étant le plus proche parent du roi Ferdinand. V. sur cette affaire Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 168 et 169, et Lettres à M. de la Ferronnays, 27 mai, p. 234-236 ; à M. de Caraman, 2 juin, p. 241-243 ; au même, 8 juin, p. 245 ; à de Caux, 12 juin, p. 248. — Lettres de Reyneval à Chateaubriand, 28 juin, p. 255 ; de Chateaubriand à M. de la Ferronnays, 11 juillet, p. 259-60 ; à M. de Serre, 18 juillet, p. 266. Voir aussi *Protocole de la Conférence du 7 juin* (Réponse à l'ambassadeur du roi des Deux-Siciles qui réclame la Régence pour son maître). Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 27-30 r. Pour l'attitude hostile de l'Angleterre vis-à-vis de la France, v. E. Bourgeois, *ouv. cit.*, II, p. 696-698, et Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 140-146, et diverses lettres diplomatiques.

(1) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 161-166.

(2) *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 168.

(3) Lettre du 27 mai. *Cong. de Vér.*, p. 237. « Avant que le Prince ne quittât Paris, il avait été décidé que, pour donner à l'intervention son véritable caractère et lui ôter l'apparence d'une agression contre l'indépendance de l'Espagne, on formerait, sous le nom de Régence ou de Junte, une autorité espagnole gouvernant au nom du roi. » (Vieil-Castel, *ouv. cit.*, XII, p. 354.)

lée la « Régence pendant la captivité du roi », qui serait purement administrative. La Junte provisoire comprit le général Eguía, le baron de Eroles, Erro et Gómez Calderón, personnages dont nous reparlerons bientôt. Dans la pensée primitive du cabinet de Paris, sa constitution devait être un peu différente. On comptait pour la présider sur l'archevêque de Tarragone, et un de ses membres devait être Mataflorida. Ainsi, avec Eroles, l'ancienne régence d'Urgel aurait été de nouveau restaurée. Mais l'archevêque ne voulut « ni se séparer de M. Mataflorida, ni adopter M. Eguía (1) ». Comme Eguía avait « les pouvoirs de Ferdinand », et qu'il devait forcément être membre de la Junte, il fallut renoncer à l'archevêque de Tarragone et à Mataflorida. La ferme résolution du prélat espagnol révélait en lui une certaine modération. La Junte qu'il aurait présidée et dont le Général Eguía n'aurait pas été membre, aurait probablement été moins intransigente que celle qui fut établie par la suite. En tout cas l'archevêque et Mataflorida protestèrent tellement que les autorités françaises les firent interner loin de la frontière (2).

Le premier acte officiel de la Junte fut une proclamation adressée de Bayonne aux « généreux Espagnols », le 6 avril 1823, qui définissait l'intervention française comme une aide « sublime » accordée aux royalistes. La Junte, ensuite, exhortait tous les fidèles sujets de Ferdinand à lutter pour « l'extermination de l'hydre révolutionnaire ». Enfin, elle déclarait solennellement « qu'elle ne reconnaissait pas et qu'elle considérait comme non existants tous les actes publics et administratifs, ainsi que toutes les mesures du gouvernement né de la rébellion ; en conséquence, elle ramenait provisoirement les choses à l'état où elles étaient avant le 7 mars 1820 (3) ». Trois jours après avoir lancé cette proclamation, la Junte pro-

(1) Lettre de Chateaubriand au général Guillemainot, 23 mars. (*Cong. de Vér.*, p. 219.)

(2) Dép. R. de Caux, 26 avril. (*Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp.* 721, p. 246 r.)

(3) Voir le texte de la proclamation dans Miraflores, *Documentos...*, II, p. 242.

visoire rejoignit le Quartier général français établi à Oyarzun, et fut solennellement reconnue par le duc d'Angoulême (1) : tel fut le gouvernement de l'Espagne, devant lequel s'inclinèrent les purs royalistes, jusqu'au 25 mai 1823.

Ce jour-là, la Régence remplaça la Junte provisoire. Des manœuvres de la dernière heure, des réflexions du cabinet français, des négociations avec Ferdinand précédèrent la formation de ce gouvernement. La correspondance de Chateaubriand nous fait connaître les intentions primitives de la France. Dans sa lettre à M. de la Ferronnays, datée du 21 avril, le Ministre des Affaires Étrangères écrit : « Nous sommes à Burgos. Rien n'est changé à nos plans : c'est toujours à Madrid, où nous arrivons du 20 au 25 mai, que nous établirons le Conseil de Castille pour désigner un gouvernement provisoire (2). » Mais bientôt après, on introduisit quelques modifications à ce premier projet : « Je vous ai dit, écrit Chateaubriand à de Caux, que le plan original a été un peu altéré. Au lieu d'instituer le Conseil de Castille seul, on assemblera les membres, autant que faire se pourra, des divers conseils qui administrent l'Espagne. Ces membres choisiront chacun dans un conseil deux commissaires, lesquels éliront à leur tour une Régence composée de cinq membres. Ceux-ci sont à peu près désignés. C'est le duc de l'Infantado, président, le duc de San Carlos, un archevêque, le baron d'Eroles, à moins qu'il ne préfère être ministre de la guerre; le cinquième membre est encore inconnu (3). » Ces décisions furent probablement prises d'accord avec Ferdinand VII. En tout cas, pour ce qui est du ministère, le souverain captif fit connaître ses volontés. « Ses membres nous ont été presque tous désignés par le roi Ferdinand (4) », écrit Chateaubriand à Caux, le 22 mai.

(1) « A Oyarzun, nous rencontrons pour la première fois la Régence espagnole, présidée par le général Eguía..., et, à dater de ce jour, elle suit le mouvement du grand quartier général. » (De Bussy, *ouv. cit.*, p. 470.)

(2) *Cong. de Vér.*, p. 224.

(3) Lettre du 22 mai. *Cong. de Vér.*, p. 232.

(4) Lettre du 22 mai. *Cong. de Vér.*, p. 233. Pour certains historiens, le

Comment ce plan élaboré à Paris fut-il réalisé sur place par nos agents diplomatiques? Chateaubriand ne se dissimulait pas qu'il devrait peut-être subir quelques modifications au dernier moment; que, tout au moins, il convenait de laisser une certaine latitude aux ambassadeurs pour l'adapter aux nécessités de l'heure. Il prévoyait que le duc de l'Infantado, « timide en politique », pourrait décliner la présidence du gouvernement et que les membres de la Junte provisoire élèveraient quelques prétentions. Il ne se trompa qu'à moitié. Les premières difficultés que dut vaincre de Caux provinrent d'un des membres de la Junte, irrité d'abandonner le pouvoir, du général Eguía. Tandis que Erro et Calderón apprirent « avec beaucoup de résignation l'annonce de la dissolution prochaine de leur conseil (1) », Eguía se montra moins accommodant. Il fallut négocier avec lui. On fit intervenir sa fille, qui avait un grand ascendant sur lui (2); on promit au vieillard un brevet de capitaine général, le grand cordon de Saint-Louis (3), et « afin d'adoucir la plaie, le commissaire civil offrit trente mille francs comme indemnité de voyage (4) ». Eguía avait de bonnes raisons pour se montrer exigeant : il était l'homme de confiance de Ferdinand VII. « Il avait une espèce de lettre de créance du roi (5) », et c'est par son intermédiaire que le souverain pria ses libérateurs d'arriver le plus tôt possible à

choix des membres de la Régence par Ferdinand, au début des négociations, ne fait aucun doute. Hubbard écrit qu'« ils avaient été choisis sur un ordre secret émané du monarque » (*Histoire contemp. de l'Espagne*, 1^{re} série, Règne de Ferdinand VII, II, p. 275); et Rico y Amat : « cette Régence avait été proposée à l'avance par Ferdinand ». (*Historia política y parlamentaria de España*, II, p. 217.)

(1), (2), (3) et (4) Dépêche de R. de Caux, 20 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 321 r. — Sur Eguía, son caractère et le rôle capital qu'il joua dans la proscription des députés libéraux en mai 1814, voir *Historia de la vida y reinado de Fernando VII* (ouv. cit.), II, p. 32 et suivantes. Voir aussi notre article dans *Bull. Hisp.* 1925. Le *Realista* (17 juin, n° 11) reproduisit une note de l'*Ori flamme* annonçant que Eguía avait été décoré de l'ordre de Saint-Louis.

(5) Dépêche de R. de Caux. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 194 r. En fait, Eguía possédait le petit billet suivant de Ferdinand VII : « Je suis très satisfait des efforts que tu fais pour moi, et j'en attends la continua-

Madrid, où « on trouvera toutes les instructions déjà prévues et arrêtées par le roi, relativement au mode de gouvernement (1) ». Caux put croire un instant que Martignac « se déterminerait à admettre M. Eguía au Conseil (2) ». Mais sa candidature fut bientôt abandonnée; et le général ne fut pas désigné comme régent « à cause de son âge et surtout de son caractère sévère et passionné (3) ».

Débarrassés de la Junte provisoire, Martignac et de Caux purent travailler plus librement à la formation de la Régence. Malgré la préparation sérieuse de Paris, la solution définitive de cette affaire offrit encore quelques embarras. Pour en venir à bout, de Caux fit appel dès le début à un homme qui joua un rôle de premier ordre dans l'œuvre de Contre-révolution, à D. Victor Saez. « Cet homme modeste, écrit notre agent diplomatique, qui se tenait renfermé dans une campagne, m'a été désigné par une voix sûre, comme d'une grande capacité, d'un esprit prudent et ayant la confiance du roi Ferdinand, ce qui est essentiel pour l'avenir (4). » Après un premier refus, Saez accepta d'être l'un des 5 régents. Aidés de ce chanoine de Tolède, dernier confesseur du roi, voici comment nos diplomates manœuvrèrent. Le 20 mai, ils firent prévenir le duc de l'Infantado, « pierre fondamentale de notre édifice (5) », qu'aussitôt après l'entrée des troupes françaises à Madrid, ils se rendraient chez lui pour régler définitivement l'affaire de la Régence. A ce moment-là, reproduisant l'opinion de Victor Saez, les diplomates pensaient que les membres du nouveau Conseil seraient le Duc de l'Infantado, le Duc de Montemar, le Baron d'Eroles, et Saez lui-même. Quant au cinquième membre, on hésitait, disaient-ils, entre l'évêque

tion, comme tu n'ignores pas, pour que j'aie le plaisir de te voir. Ton affectionné. » (Trad. française. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 108.)

(1) Dép. R. de Caux. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 194 r.

(2) Dép. R. de Caux. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 197 r.

(3) Dép. R. de Caux, 25 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 344 r.

(4) Dép. R. de Caux, 25 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 193 v. 194 r.

(5) Dép. R. de Caux, 20 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 321 v.

d'Osma et « un magistrat de premier rang, M. de Campomanes (1) ». Au jour fixé, à onze heures du matin, l'entrevue eut lieu chez le duc de l'Infantado. De Caux et Martignac, ainsi que le leur avait annoncé Chateaubriand, trouvèrent un homme timoré et indécis qui commença par déclarer qu'il lui était impossible de convoquer tous les Conseils : la plupart des membres étaient absents de Madrid. Ensuite, il rappela que les grands Conseils n'avaient pas la faculté de s'occuper de gouvernement. Dans l'histoire de celui de Castille, on ne pourrait trouver de précédents pouvant justifier son intervention actuelle. Mais faisant une remarque, dont l'importance n'échappa nullement aux agents français, il reconnut qu'à l'heure présente, le Conseil de Castille était le seul corps qui pût donner une apparence de légalité à la nouvelle Régence (2).

Après cette première entrevue, Martignac reçut une lettre de Villèle lui enjoignant de faire réunir le plus tôt possible les Conseils d'Espagne. D'où nouvelle conférence. Le Duc de l'Infantado répéta ses arguments; il en ajouta un nouveau : Si l'on veut convoquer les Conseils, il ne faudra pas oublier celui de l'Inquisition et l'effet sera déplorable en France. De Caux, assez inquiet, insinua alors « l'importance pour nous de ne pas passer aux yeux des grandes puissances de l'Europe pour les auteurs des choix relatifs à la Régence (3) ». Après maintes discussions, le Duc de l'Infantado lui-même proposa « un terme moyen », la réunion de deux Conseils, celui de Castille et celui des Indes. Le Duc d'Angoulême, mis au courant de cette résolution, l'approuva immédiatement et le même jour prit un arrêté convoquant ces deux Conseils qui devraient élire les Régents. Sur ce, coup de théâtre. Le Duc de l'Infantado et celui de Montemar, effrayés de la mesure du

(1) Dép. R. de Caux, 20 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 320 r. et v.

(2) Dép. R. de Caux, 23 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 329 v. et 330 r.

(3) Dépêche R. de Caux, 23 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 329 v. 330 r.

Prince, battent en retraite, répètent que les Conseils n'ont pas le droit de créer un gouvernement et que, par conséquent, « ils se borneront à remettre la liste des personnes qui pourraient être utilement choisies comme régents (1) ». Le plan français semblait compromis : la nomination du nouveau gouvernement ne viendrait pas de l'Espagne. Toute l'affaire était remise en jeu. Le Duc d'Angoulême était désolé (2).

Martignac sauva la situation par une ruse grossière : il supplia les Conseils espagnols de ne désigner qu'un nombre de personnes égal à celui des membres de la future Régence (3). Dociles cette fois, ils envoyèrent au Commissaire civil les noms du Duc de l'Infantado, du Duc de Montemar, du baron d'Eroles, de l'évêque d'Osma et de Calderón. Telle serait la Régence provisoire de l'Espagne pendant la captivité de Ferdinand VII. « La réunion des Conseils de Castille et des Indes, et leur désignation d'un nombre d'individus égal à celui qui devait composer le nouveau gouvernement, ont donné une couleur de légalité que personne ne cherche à contester (4) », écrivit à Paris R. de Caux. De son côté, Chateaubriand, dans les instructions de M. de Talaru, dit avec quelque désinvolture : « Une régence a été établie par le choix des Espagnols eux-mêmes (5). » Ainsi toutes les personnes que le gouvernement français aurait voulu voir dans la Régence n'étaient pas choisies par les Espagnols. « M. de San Fernando et San Carlos n'ont eu aucune voix. » Caux s'en excusa auprès de Chateaubriand : « Vous serez peut-être fâché, Monseigneur, de ne pas voir nommés tous les membres que vous aviez indiqués (6). » Au reste, son protégé, Saez, ne fit pas davantage partie du

(1) Dépêche R. de Caux, 23 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 338 r.

(2) Dépêche R. de Caux, 23 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 339 r.

(3) Dépêche R. de Caux. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 339 r.

(4) Dépêche R. de Caux, 1^{er} juin. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 3 v.

(5) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 52 v.

(6) Dépêche R. de Caux, 25 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 344 r.

gouvernement. « Nous lui ferons sentir que ce n'est pas notre faute (1) », écrivit de Caux à Paris. Le 25 mai, un décret du Duc d'Angoulême, daté de Madrid, nommait définitivement la Régence. Le 26 au soir, elle était installée. Le 27, avec une vive satisfaction, Caux écrivait à Chateaubriand : « Nous voilà donc, Monseigneur, pourvus d'un gouvernement régulier (2). » Cette affaire dont l'ambassadeur français disait : « Il n'en est point de plus grave », se réglait conformément aux désirs du cabinet de Paris.

Restait le Ministère. Sa constitution fut moins laborieuse et, sauf pour l'attribution des portefeuilles de la guerre et des affaires étrangères, les désignations se firent sans discussion d'aucune sorte. Nous avons déjà dit que Ferdinand VII avait indiqué les noms des futurs ministres au gouvernement français : « le baron d'Eroles pour la guerre;... M. de Erro pour les finances; M. de Casa Irujo pour les affaires étrangères; Don Garcias (*sic*) pour ministre des grâces et de la justice (3) ». La marine fut donnée à Salazar. Comme le baron d'Eroles avait été nommé régent; comme Casa Irujo était absent, ainsi que Vargas Laguna choisi par la Régence, après quelque réflexion, on désigna San Juan pour la guerre et on confia l'intérim des affaires étrangères à Victor Saez. Quelque temps après, cette nomination devenait définitive. Le 29 mai, Caux annonçait à Paris qu'on avait créé un sixième ministère, celui de l'Intérieur, « inconnu dans les temps passés de la monarchie ». Il ajoutait : « Ce département est, je crois, au fond créé pour exercer la police sans en présenter l'apparence (4). » Le titulaire de ce portefeuille fut Aznares.

(1) Dépêche R. de Caux, 25 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 344 r.

(2) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 348 v.

(3) Lettre de Chateaubriand à de Caux, 22 mai. *Cong. de Vér.*, p. 233.

(4) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 358 v. 359 r. — Le *Realista* annonçait le 30 mai la nomination certaine d'Aznara au « ministère de l'intérieur ou de police ». Il ajoutait : « Ce ministère est de la plus grande importance dans les circonstances actuelles. »

II. — L'Espagne avait donc un gouvernement complet. Quelles étaient les idées des hommes qui le constituaient? Certaines phrases de la proclamation solennelle lancée le 4 juin par la Régence semblaient annoncer une paix durable. Le nouveau gouvernement déclarait qu'il mettrait un terme aux excès commis, pendant les trois dernières années, par le parti constitutionnel; dans cette restauration de l'ordre, il procéderait « sans écouter la voix des passions (1) ». « La Régence, pouvait-on lire encore, emploiera le plus efficacement possible les pouvoirs qu'on lui a donnés pour empêcher les persécutions et les excès (2). » Mais en examinant de près cette proclamation, on pouvait remarquer combien sa forme était pleine de réticences et de contradictions heureusement atténuées par l'apprêt de son style officiel. Elle renfermait de terribles menaces, sous des formules qui semblaient être de conciliation et d'apaisement. Si la Régence déclarait, d'une part, qu'elle empêcherait toutes sortes d'excès et de persécutions, elle promettait en même temps de « faire respecter l'autorité royale, dont on lui avait confié le dépôt sacré, faisant en sorte que les tribunaux exercent toute leur sévérité contre ceux qui voudraient la dégrader (3) ». La dernière phrase de la proclamation était particulièrement menaçante pour les Constitutionnels, dont, au reste, elle ne parlait pas : « La Régence... déploiera toute son énergie pour empêcher que s'ouvrent de nouveau nos blessures encore récentes, et tous ceux qui aiment le Roi, la justice et l'ordre sont sûrs de son appui (4). » Malgré des efforts de rhétorique pour dissimuler la vraie politique qu'elle se proposait de suivre, la Régence annonçait donc qu'elle tâcherait de rétablir le pouvoir absolu du monarque captif, en protégeant ses fidèles amis. Dès le 4 juin, on peut s'attendre à une politique de réaction, de persécution contre les libéraux; politique ténébreuse et hypocrite, comme la profession de foi de la Régence.

(1), (2), (3), (4) Voir le texte de la proclamation dans *Miraflores, Documentos....*, t. II, p. 249-250.

Pouvait-il en être différemment étant donnés les hommes qui étaient au pouvoir? Le seul fait que Ferdinand VII les ait presque tous désignés suffirait à faire prévoir l'intransigeance de leurs opinions. Ils gouvernèrent avec colère. Se venger des libéraux, telle fut leur règle de conduite. Aussi Chateaubriand disait-il avec raison : « La Junte avait l'humeur de son pays; les haines qui se mêlaient à cette humeur la rendaient souvent intraitable (1). » D'autre part, Régents et ministres manquaient d'éducation et de sens politiques. Comme le remarquait le marquis de Miraflores : « Ils étaient loin de posséder les hautes qualités qui font les hommes d'état : ils n'étaient pas faits pour dominer une situation politique d'une telle importance (2). » Chateaubriand se plaignait bien des fois de l'aveuglement de la Régence. « Elle n'est pas composée d'hommes forts, écrivait-il à Talaru; mais vous le savez, il n'y a pas d'hommes en Espagne (3). » A une autre occasion, il disait : « La Régence ne va ni bien ni mal : elle manque de sagacité; mais l'expérience nous a appris depuis vingt-cinq ans qu'il n'y a point d'hommes en Espagne. La nation a de la grandeur; les individus sont médiocres (4). » Au début d'août, il jugea en termes un peu vifs le gouvernement espagnol : « Cette régence peut être bien bonne (et Chateaubriand savait qu'elle ne l'était guère); mais elle est bien bête (5). »

Faisons connaissance, maintenant, avec chaque membre de la Régence et du Ministère, et tout d'abord avec le Duc de l'Infantado, président de la Régence (6). Voici la note confidentielle qu'avait envoyée à Paris, sur son compte, notre minis-

(1) *Cong. de Vér.*, p. 172.

(2) Miraflores, *Apuntes*..., p. 208.

(3) Lettre à de Talaru, 26 juin. *Cong. de Vér.*, p. 254.

(4) Lettre à de la Ferronnays, 11 juillet. *Cong. de Vér.*, p. 260.

(5) Lettre à de Talaru, 2 août. *Cong. de Vér.*, p. 272.

(6) Don Pedro de Toledo (1771-1841), treizième duc de l'Infantado (1791) par sa grand'mère de la maison de Silva, était fils de la princesse Marie de Salm-Salm. Son enfance se passa à Paris dans l'hôtel de famille de la rue d'Enfer, et dans celui de la rue Saint-Florentin, qui porta longtemps son nom. La Révolution chassa sa famille. En 1793 il levait à ses frais un

tre La Garde : « Président du Conseil suprême en 1808, et depuis 1814 jusqu'en 1820. Grande fortune dont il fait un noble usage; indépendance de caractère; très attaché à la personne du Roi. Il a éprouvé de vives persécutions de la part des révolutionnaires. Homme modéré et de manières agréables (1). » Moins favorable fut le jugement d'un officier français, de Bussy, qui fit la campagne de 1823 et qui disait du duc : « Homme faible et laissant faire (2). » Mais de Bussy complète La Garde. Le président de la Régence, en effet, se caractérisait par son indécision, aussi bien que par sa fidélité au roi. Il est tout entier dans le rôle qu'il joua à Valence, en 1814, au moment où Ferdinand VII regagnait Madrid et préparait le coup d'état qui le débarrasserait des Cortes. Dès que le Souverain, de retour de captivité, entra en Espagne, le Duc de l'Infantado alla au-devant de lui, pour l'assurer de son dévouement. Mais au moment où Ferdinand demanda conseil à son entourage pour savoir quelle conduite il devait suivre vis-à-vis de la Constitution, le Duc de l'Infantado hésita avant de répondre, et conseilla finalement un moyen terme : « Il n'y a que trois chemins, dit-il : jurer, ne pas jurer, ou jurer

régiment qui fit dans l'armée espagnole la campagne de Catalogne. De l'intimité du prince des Asturies, fut nommé par Ferdinand VII colonel des gardes en 1808. A l'Assemblée de Bayonne, rallié à Joseph; s'étant déclaré son adversaire à son retour à Madrid, ses biens furent séquestrés par Napoléon. Vaincu à la bataille d'Uclès, 1809. Ambassadeur de la Junte à Londres (1811). Membre de la troisième Régence de Cadix (1812). Président du Conseil de Castille (1814). Disgracié à la révolution de 1820. Président de la Régence instituée par le duc d'Angoulême, 1823. Rentra dans la retraite (1826). Son immense fortune et son titre de l'Infantado passèrent à son arrière-neveu don Pedro Tellez-Girón, onzième duc d'Osuna. Esprit chimérique et caractère sans énergie, ce fut cependant un « personnage » en son temps. (Voir : Morel-Fatio, *Études sur l'Espagne*, II^e série.) Geoffroy de Grandmaison, *l'Espagne et Napoléon*, *ouv. cit.*, t. I, p. 101, n. 1. Voir aussi sur le rôle de l'Infantado dans le Procès de l'Escurial (1807) la dépêche de Beauharnais du 22 novembre 1807, reproduite en partie dans Geoffroy de Grandmaison, *ibid.*, pp. 110-111. — Voir aussi F. C., *Les Agraviados d'Espagne*, *ouv. cit.*, p. 46-49.

(1) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 269 r.

(2) De Bussy, *ouv. cit.*, p. 515.

conditionnellement. » Il exposa les dangers qu'il y aurait à ne pas jurer, puis il « continua à parler en termes obscurs : on en pouvait conclure qu'il recommandait au roi de prêter un serment conditionnel (1) ». Ainsi, tandis que le Duc d'Osuna conseillait fougueusement de ne pas jurer, que celui de Frias, au contraire, engageait le roi à prêter le serment demandé par les députés, le Duc de l'Infantado faisait preuve d'une attitude hésitante. Pendant toute la durée de la Régence, il sera profondément attaché au roi, mais ne prendra jamais d'initiatives. Chateaubriand était fixé sur ce qu'il pourrait attendre de celui qu'il appelait « une honnête inutilité (2) ».

Le Duc de Montemar, si c'est possible, était encore moins homme d'action (3). La note confidentielle de La Garde signalait qu'il avait été « Président en 1820 et conseiller d'État ». Elle ajoutait : « Grand maître de la maison du Roi en 1821 et forcé de quitter son service à la suite des événements de juillet 1822. Grand d'Espagne. Caractère respectable. Hors d'état par son âge d'un service actif (4). » De Bussy, de son côté, indiquait que le duc de Montemar « était un homme d'esprit, mais ne se mêlant de rien (5) ». Talaru, lui, ne reculait pas devant ce jugement : « Le Duc de Montemar est nul (6). »

Le général d'Eroles avait fait son apprentissage politique durant la Régence d'Urgel, dont il fut l'un des membres. A ce titre, il adressa aux Catalans, le 15 août 1822, un appel

(1) *Historia de la vida y reinado de Fernando VII*, II, p. 19-20.

(2) *Cong. de Vér.*, p. 19. — Vieil-Castel dit du duc de l'Infantado qu'il était « aussi connu pour la faiblesse de son caractère que pour son incapacité » (*ouv. cit.*, XII, p. 532). Geoffroy de Grandmaison rapporte que lorsque Ferdinand partit pour Bayonne en 1808, les Espagnols blâmèrent énergiquement les conseillers du prince des Asturies. « Le duc de l'Infantado fut le plus maltraité ; on le chansonna à son tour dans un refrain qui fut sur toutes les lèvres : « Bête le jour, bête la nuit, je m'en vais en voiture... » *L'Espagne et Napoléon, ouv. cit.*, I, 194.

(3) Don Antonio Ponce de Léon, quatrième duc de Montemar ; mort en 1826.

(4) *Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp.* 721, p. 269 r.

(5) De Bussy, *ouv. cit.*, p. 515.

(6) Dépêche de Talaru, 18 juillet. *Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp.* 722, p. 256 v. 257 r.

aux armes contre les constitutionnels, auquel se mêlait la promesse d'une constitution. Cela ne l'empêcha pas d'ailleurs, le même jour, de signer la déclaration de la Régence où il était uniquement question de rendre au roi son pouvoir absolu. Dans le gouvernement de 1823, il joua un rôle peu actif, étant retenu hors de Madrid par ses fonctions de capitaine général de Catalogne. Son nom ne figure ni dans la proclamation de la Junte provisoire datée du 6 avril, ni dans celle de la Régence, du 4 juin. Militaire avant tout, il n'avait pas d'idées très arrêtées en matière politique. De Bussy le qualifiait d'« homme nul (1) ».

Restaient l'évêque d'Osma et Calderón (2). Le premier est le « factotum de la Régence », l'autre régent « le second de l'évêque d'Osma (3) ». Calderón, d'après de Caux, était fort recommandable : « C'est un homme sage qui a beaucoup plus de fond que d'extérieur. Il a vécu quelque temps en France, et il est reconnaissant de ce qu'on a fait pour son pays et pour lui-même (4). » Le jugement de Caux est bien indulgent et fort incomplet. Il ne rappelle pas la conduite antérieure de Calderón qui, en 1814, au moment de la grande proscription libérale, consentit à témoigner contre les députés constitutionnels, et, complaisamment, signa une requête au roi demandant que l'on poursuive ces représentants de la nation (5). En récompense de ses bons services, ce loyal serviteur de Ferdinand fut nommé procureur du Conseil des Indes (6).

Dès que les Français firent quelques avances à l'évêque d'Osma, ce prélat s'empressa de se présenter au duc d'Angou-

(1) De Bussy, *ouv. cit.*, p. 515. Le baron de Damas dit aussi : « qu'il avait peu d'instruction et des connaissances peu étendues », mais, ajoute-t-il, « il avait le caractère des Espagnols du temps du Cid : plein de foi, généreux, loyal... ». *Mémoires* dans *Carnet de la Sabretache*, n° 281, janvier-février 1923, p. 129, n. 1.

(2) L'évêque d'Osma était Juan de Cavia.

(3) De Bussy, *ouv. cit.*, p. 515.

(4) Dépêche du 25 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 344 v.

(5) et (6) Villanueva. — *Apuntes sobre el arresto de los vocales de Cortes en Mayo de 1814*, *ouv. cit.*, p. 62; 61.

lême et de lui faire de grandes protestations de dévouement (1). Nommé régent, il prit bientôt un grand ascendant sur ses collègues, et profita de leur faiblesse et de leur indifférence. Il se montra partisan des mesures les plus sévères et du « système de rigueur (2) ». Non content de la persécution officielle des libéraux qu'il put en partie diriger, il voulut encore accroître la puissance de la redoutable société secrète « la Junte apostolique ». Il accepta d'en être membre, et il y fit entrer aussi G. Calderón (3). Telle était la Régence, composée de personnages falots, d'initiative nulle, d'aucun sens politique. Seul un de ses membres était capable de décision ; mais au lieu d'employer son énergie à bien gouverner le pays, il la tournera tout entière contre le libéralisme. Le plus cruel des régents sera un évêque.

Dans le ministère, à côté de quelques individus bien effacés, il y avait plus d'hommes résolus que dans la Régence. Si García de la Torre, San Juan et Salazar n'étaient que de simples rouages, en revanche Erro, Saez et Aznares gouvernèrent vraiment l'Espagne, chacun à sa manière, pendant la captivité de Ferdinand VII. D'Aznare, le savant organisateur des services de police, nous parlerons au chapitre suivant.

Erro était un royaliste convaincu (4). Il unit tous ses efforts à ceux de Calderón, au moment où l'on constituait la Junte provisoire, pour faire attribuer la présidence de ce gouverne-

(1) P. S. de la dépêche R. de Caux, 22 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 328 v.

(2) Dépêche de R. de Caux, 22 juin. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 110 r.

(3) Document 145 police, 6 sept. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 234 v.

(4) Ancien secrétaire de Godoy, puis contrôleur de finances à Soria et Ciudad Real, intendant de la Manche, de Madrid, de Barcelone. En 1820 se réfugia en France. « Il est d'un commerce doux et de mœurs faciles... il est dévot sans observer toutefois une grande régularité dans sa conduite. Il est d'une taille très élevée, chose assez rare en Espagne, mais (*sic*) il n'est doué d'aucun courage. » F. C. *Les Agraviados d'Espagne, ouv. cit.*, 60-1.

ment au vieux général Eguía (1). Mais ensuite, ne se laissant pas aveugler par un désir excessif de vengeance, il essaya de restaurer l'administration de l'Espagne. Il inspira à la Régence toutes ses mesures sensées. Talaru rendit justice à ses mérites en écrivant : « M. Erro est un homme aussi distingué par sa capacité que par la fermeté de son caractère. » Et notre ambassadeur ajoutait : « C'est, dit-on, l'homme qui dirige le ministère et la Régence (2). »

Tout différent d'Erro était le chanoine Saez, qui se proposa d'anéantir la faction libérale (3). Au moment où, sans l'opposition du Duc d'Angoulême, la Régence aurait prononcé l'emprisonnement de toutes les familles des députés et des miliciens constitutionnels, le plus furieux de tous les membres du gouvernement fut le ministre Saez : « C'est le plus prononcé pour le système de rigueur (4) », écrivait R. de Caux à Chateaubriand. Les historiens espagnols qui ont, en passant, parlé de Saez, s'accordent à déclarer que c'était « un intrigant (5) », un « homme turbulent et inquiet, aussi peu fait pour être ecclésiastique que ministre, sauf aux jours de l'église militante (6) ». Relevant sa fureur antilibérale, l'un d'eux va jusqu'à le traiter de « royaliste furibond (7) ». Il convient de rappeler enfin que lorsque Ferdinand VII quitta Cadix, ce fut Saez qui rédigea le terrible manifeste du 1^{er} octobre 1823, plein de colères et de menaces, qui détruisait l'acte d'amnistie signé la veille par Ferdinand (8).

(1) Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, p. 177.

(2) Dépêche de Talaru, 19 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 243 r.

(3) Fut par la suite évêque de Tortosa.

(4) Dépêche de R. de Caux, 22 juin. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 110 r.

(5) Rico y Amat, *ouv. cit.*, II, p. 217.

(6) Alcalá Galiano, *ouv. cit.*, VII, p. 264.

(7) Rico y Amat, *ouv. cit.*, II, p. 217.

(8) Il faut encore rappeler que la Régence eut pour secrétaire Tadeo Calomarde qui, favori de Ferdinand VII, joua un rôle de premier ordre dans la réaction absolutiste, surtout à partir de 1824. Voir sur lui Lafuente, *Historia General*, XIX, p. 136 et suivantes, qui reproduit la *Historia de la*

C'étaient là les nouveaux ministres de l'Espagne. Trois d'entre eux prendront résolument la direction des affaires. Un seul, Erro, actif et intelligent, aurait été capable de faire œuvre utile. Mais on sent bien qu'il sera obligé de renoncer à ses projets devant l'indifférence de ses collègues pour les réformes administratives. Ainsi il nous apparaît que ni ministres ni régents ne sont des hommes d'Etat d'un talent éprouvé et d'une personnalité vigoureuse. Ils donnent plutôt l'impression de fantoches qu'une main puissante, dissimulée dans la coulisse, fait mouvoir à son gré. Ce n'est pas à la France qu'ils obéiront docilement (1). Ils se tourneront plutôt vers Séville et Cadix, désireux de complaire à Ferdinand « le prisonnier ». Ce gouvernement, entraîné par certains de ses membres, va se consacrer exclusivement à la répression du libéralisme. Dès les premiers jours de son installation il va en donner des preuves manifestes : il le pouvait sans craintes.

vida y reinado de Fernando VII et surtout D. S. Bermudez de Castro y O'Lawlor, Marqués de Lema, *Calomarde*. (Discours de réception à l'Académie royale de l'histoire lu le 18 juin 1916.) C'est une tentative assez médiocre de réhabilitation.

(1) Alcalá Galiano insiste en effet sur l'influence que jouera la France dans ce gouvernement qui « appartiendra aux généraux de notre armée » (*ouv. cit.*, t. VII, p. 227). On verra, en réalité, que la Régence fut souvent en conflit avec nos autorités.

CHAPITRE II

Les premières mesures de réaction

- I. L'esprit public au début de la Régence.
- II. Les premiers décrets de la Régence.
- III. Le Ministère de l'Intérieur et la Surintendance de Police.

A peine la Régence fut-elle solennellement installée, qu'elle reçut de toute l'Espagne de multiples adresses de félicitations. Non seulement les principales villes restées fidèles à l'absolutisme; les hauts fonctionnaires et les Corps constitués offrirent leurs hommages au nouveau gouvernement, mais encore les petits villages les plus éloignés vinrent assurer la Régence de leur dévouement absolu (1). Adresses étranges, d'un style ampoulé et redondant, où l'on déclarait que pendant trois ans « l'iniquité, la trahison, la rapine, l'usurpation, la violence et le mensonge établirent leur trône à Madrid », mais qu'enfin le pays possédait un bon gouvernement « fondé sur le caractère grave et religieux des Espagnols », le seul qui « puisse s'adapter à cette nation généreuse (2) ». Certes, dans bien des cas, les prêtres rédigèrent ces lettres officielles. Une violence extrême unie à une onction tout ecclésiastique, la demande

(1) Dans la *Gaceta* du 31 mai on trouve les adresses de la Municipalité de Tolède, du Capitaine Général de Valladolid, du Tribunal de la Rota de Madrid. Dans celle du 10 juin on lit les discours prononcés le 24 mai par le Corregidor de Madrid pour complimenter le Duc d'Angoulême et la Régence. Tous les numéros du Journal Officiel reproduisent des adresses reçues par la Régence.

(2) Adresse du Corregidor de Biscaye (*Gaceta de Madrid*, 17 juin) et du Gouverneur de Santander (*Gaceta* du 12 juin).

répétée de rétablir l'Inquisition et les dîmes, des phrases implorant la pitié publique pour le clergé pourchassé pendant le régime constitutionnel suffiraient à le prouver (1).

I. — Ses adresses reflétaient assez exactement l'opinion de la généralité des Espagnols. La masse de la nation était, en mai 1823, ardemment royaliste. Le seul fait que l'Espagne ait accueilli avec une vive sympathie les troupes françaises, qui venaient lui donner de nouveau un roi absolu, en était la meilleure preuve. *La Gazette de Madrid* reprenant un article du *Courrier* avait parfaitement raison de dire : « Le Duc d'Angoulême et l'armée française sont à Madrid. Et maintenant, demandons-nous à tout homme de bon sens : « Seraient-ils arrivés ici, si facilement, et s'y maintiendraient-ils si tranquilles, si la majorité des Espagnols, ou tout au moins une partie considérable d'entre eux fussent partisans du nouvel état de choses?... Actuellement il n'y a pas le moindre

(1) La dime avait été réduite de moitié par le décret du 29 juin 1821. La *Gazette* du 10 juin publia l'annulation de ce décret. Citons quelques extraits d'adresses rédigées visiblement par des ecclésiastiques :

Les habitants de Meco (pr. de Madrid) après avoir demandé le rétablissement de l'Inquisition, de toutes les communautés religieuses, du roi absolu, implorent : « que se aumente el culto quanto se pueda con misiones u otros medios en desagravio de los insultos, o blasfemias que se han vomitado contra nuestro Divino Redentor ». (*Gazette*, 26 juin.)

Adresse de Cuellar (pr. de Ségovie) : « Cuando los corazones oprimidos marchan de la oscuridad en que yacían por el yugo más tirano y revolucionario que parecía les iba a constituir en las más lúgubres tinieblas, a una hermosa claridad, entonces es cuando aquellos nanifiestan sus verdaderos sentimientos. » (*Gazette*, 10 juillet.)

Adresse de León : « Deben restituirse sus propiedades al clero secular y regular, restablecerlo en el ser y estado en que se hallaba cuando casi se le suprimió, y concederle facultades para reclamar los daños y perjuicios que injustament se les ha causado. Se debe hacer que florezca el Santo Tribunal de la Inquisición con todas sus atribuciones, purificándole al efecto tanto de los inquisidores de mala conducta como de los débiles, para que de este modo pueda velar sobre la conducta de muchos que sin profesar religión alguna afectan la católica, con el fin de proporcionarse trato más frecuente, y medios mejores de seducir a los verdaderos cristianos. »

Voir encore celles de Vitoria (*Gazette* du 16 août); celle de Burgo de Osma (*Gazette*, 21 août); celle de Zamora (*Gazette*, 30 août); etc.

doute que les neuf dixièmes des Espagnols sont ou d'actifs ennemis de la Constitution ou des indifférents (1). »

Diverses raisons expliquent cet état de l'esprit public. En premier lieu, il faut se rappeler que l'Espagne est un pays où la tradition a plus de force et de prestige qu'ailleurs, aussi bien en ce qui concerne la politique que la religion. Si la pratique de l'absolutisme y a été interrompue deux fois au début du XIX^e siècle, lors de la Constitution de 1812, et de 1820 à 1823, en réalité cet ébranlement est resté superficiel. Il n'a pas atteint la masse du peuple trop ignorant des questions politiques et fortement encadré par un clergé intransigeant (2). Pendant l'invasion napoléonienne, on aurait pu croire que la nation faisait bloc avec les constitutionnels de Cadix et que les frémissements d'enthousiasme partis de l'île assiégée agiteraient toute la Péninsule. Cette union étroite ne se réalisa que sur un point : la résistance à l'étranger. Quant à la communauté de vues politiques, elle n'exista nullement (3). On en eut bien vite la preuve ; à peine Ferdinand VII eut-il, au retour de Valencay, regagné l'Espagne, qu'il put, sans crainte d'un soulèvement né de l'indignation générale, emprisonner et exiler les députés, supprimer la Constitution et rétablir l'ancien état de choses (4).

(1) *Gaceta de Madrid*, 26 juin.

(2) Voir la note 1 de la page 37, et plus loin p. 80 et suiv. « Le député Canga Argüelles dans la séance du 20 octobre (1822) dénonce la puissance du clergé qui, dit-il, « est un état dans l'état, une armée dont les prélats sont les Généraux et l'Inquisition la Réserve ». (Cf. Lafuente, *Historia General de España*, XIX, p. 5.)

(3) Il y eut même à l'intérieur des Cortes de nombreuses dissensions. Tout un groupe de députés s'opposa aux réformes politiques. 69 représentants de la nation supplièrent Ferdinand VII, à son retour de France, de supprimer la Constitution (manifeste des « Perses », ainsi nommé parce qu'il commençait par ces mots : C'était la coutume chez les anciens Perses...). Voir López-Aydllo, *El Obispo de Orense en la Regencia del año 1810* (Junta para ampliación de estudios... Madrid, 1918).

(4) Sur le coup d'état de Ferdinand VII, voir Deleito y Piñuela, *Fernando VII en Valencia el año 1814. Agasajos de la ciudad. Preparativos para un golpe de estado*. (Anales de la Junta para ampliación de estudios, t. VII, Madrid, 1911.)

La « révolution de 1820 » fut militaire à son origine, et la nation ne s'y intéressa que plus tard. Bientôt d'ailleurs, cette seconde tentative constitutionnelle fut discréditée aux yeux de tous. La faute en fut aux Gouvernements trop faibles qui se succédèrent au cours de ces trois ans et qui ne surent pas empêcher ou réprimer les excès des « exaltés », désireux de venger par la violence les six années de persécutions qu'ils venaient de supporter. Mais la plus grande responsabilité revient à Ferdinand et à son entourage, qui firent éclater dans tout le pays des soulèvements et des troubles, de façon à démontrer l'ina-
nité du régime libéral (1).

Si l'on ajoute enfin que l'arrivée des troupes françaises convertit les partisans timides du régime constitutionnel et les rattacha à l'absolutisme, on comprendra aisément qu'en mai 1823 la masse du peuple, ignorante des intrigues du roi, ne voyant autour d'elle que combats et désordres, se soit montrée furieusement royaliste.

Sans parler des députés retirés à Séville et des armées constitutionnelles, qui d'ailleurs capitulèrent souvent avec une extrême complaisance, il existait cependant en Espagne et surtout à Madrid une minorité anti-absolutiste. Elle comprenait, en premier lieu, un état-major d'hommes intelligents et instruits, au courant de l'histoire étrangère, et désireux d'introduire dans leur pays quelques institutions modernes. La plupart d'entre eux avaient été en 1812 d'ardents défenseurs de la Constitution ; mais s'étant rendu compte des difficultés qu'offrait son application, ils étaient devenus partisans d'une charte moins révolutionnaire. Parmi eux se trouvaient Martínez de la Rosa, Garelly, Muñoz Torrero, Moscoso, etc. Le parti politique que dirigeaient ces personnages réunissait quelques adeptes ennemis des mesures de violence. Un de nos officiers disait d'eux qu'ils constituaient « la partie saine de la nation ». Enfin à l'avant-garde du groupe constitutionnel se trouvaient les mem-

(1) Voir *Historia de la vida y Reinado de Fernando VII*, ouv. cit., t. II. Sur l'aide que prêta le clergé à Ferdinand pour tramer ses complots, voir *id.*, pages 190-191.

bres des Sociétés secrètes, les francs-maçons, les « comuneros » et les carbonari (1). Les services de la police s'acharnèrent contre eux. Nous parlerons plus loin de cette persécution.

On pourrait donc résumer l'état de l'opinion publique en mai 1823, soit comme le faisait la *Gazette de Madrid*, soit en reprenant le mot d'un paysan de Vitoria : « En Espagne on est pour le roi dans la proportion de 30 à 1 (2). » Les papiers de police fournissent la preuve évidente de cette exaltation royaliste. Sans doute, elle est plus tempérée dans certaines régions, à cause du voisinage des troupes constitutionnelles; ou à cause des traditions locales. Ainsi de Caux peut écrire de Burgos : « Nous remarquons dans tous les lieux de la Castille plus d'enthousiasme pour la cause royale que nous n'en avons trouvé parmi les pays basques (3). » Mais d'une façon générale toute l'Espagne désire le rétablissement de l'ancien régime.

Le corregidor de Madrid reconnaît que : « l'opinion générale de cette capitale est favorable au gouvernement royaliste, le seul dont on puisse attendre la paix et la tranquillité disparues depuis longtemps; elle désire ardemment que l'on réussisse à trouver les moyens d'atteindre de si précieux objets. » Pourtant il ajoute que « l'on observe quelque découragement dans l'âme des bons Espagnols, amants du roi. Ils sont témoins de l'impunité et de l'impudence avec lesquelles s'exhibent les gens connus pour leurs idées et leurs opinions anti-monarchiques, et qui, bravant la modération et la prudence avec lesquelles on les regarde à l'heure actuelle, se présentent avec le plus grand cynisme dans les promenades publiques, comme le firent hier Martínez de la Rosa et quelques-uns de ses coryphées (4). »

(1) Sur ces Sociétés secrètes voir l'ouvrage cité de Lafuente (Vicente). V. aussi de nombreux documents relatifs aux Comuneros, dans *Miraflores, Documentos...*, t. II, p. 191 et suiv., et voir aussi, plus loin, p. 138-9.

(2) De Bussy, *ouv. cit.*, p. 472.

(3) Dépêche du 7 mai, Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 286.

(4) Rapport du Corregidor — 3 juin — (pap. pol. juin) : « La opinión general de esta capital es la del gobierno realista, por ser el único del que

La lettre suivante du Comte de Bourmont, versée aussi aux archives de la police, nous renseigne sur la situation en Extremadure. Dans cette province, qui fit très tard sa soumission définitive aux Royalistes, la majorité des habitants fut longtemps assez hésitante (1). « ...Là, comme dans les autres provinces que j'ai parcourues, l'opinion générale est excellente, mais elle a besoin d'être dirigée. Il faudrait établir le plus tôt possible une autorité légale et centrale à Cáceres (l'ennemi occupant encore Badajoz), il faudrait y publier un journal qui guidât l'opinion publique, il faudrait y établir un homme sage et considéré dans la Province pour y diriger le Gouvernement civil (M. le vicomte de la Torre de Albarragena semblerait convenir à cet emploi), il faudrait y nommer un commandant militaire qui eût de l'activité, de l'esprit et assez d'énergie pour en communiquer à ceux des Royalistes qui depuis deux ans ont pris l'habitude de vivre en crainte (que tienen miedo), il faudrait se garder de confier un tel emploi à quelque vieux et digne militaire qui n'aurait plus ni la force d'imagination, ni l'activité de corps, ni l'énergie suffisante parce qu'avec le temps notre pauvre machine s'use comme toute autre chose, il faudrait au contraire un homme plein de vigueur, qui parlant avec facilité, donnant l'exemple du courage, rappelât les habitants de l'Extremadure aux idées qui en firent autrefois des héros.

« Il serait nécessaire encore que la Régence ordonnât de former partout des milices royales et des gardes urbaines, afin

se promete la paz y tranquilidad de que carece hace mucho tiempo, deseando con ansia el acierto para que encuentre los medios de lograr tan preciosos objetos, observándose sin embargo decadencia en los ánimos de los buenos españoles amantes del Rey, al ver la impunidad y desfachatez con que se presentan los conocidos por sus ideas y opiniones anti-monárquicas, insultando la consideración y prudencia con que se les mira en la actualidad, presentándose con el mayor descaro en los paseos públicos, como sucedió ayer en el Prado con Martínez de la Rosa y otros de sus corifeos. »

(1) Il faut rappeler que Badajoz n'ouvrit ses portes aux armées de Ferdinand VII que le 25 octobre 1823.

que tout ce qu'il y a de considérable et de prononcé pour la bonne cause ne fût plus exposé à être égorgé, ou voir brûler sa maison ou détruire ses propriétés par une petite bande de brigands révolutionnaires. Enfin, il faudrait encore que la Régence donnât fréquemment des ordres et des instructions aux commandants des Provinces, et quand même nous aurions le bonheur de voir Sa Majesté catholique libre dans huit jours, ce qu'aurait fait la Régence dans le sens de cette note ne serait pas inutile au service de S. M. parce que cela aurait préparé et facilité l'exécution de tout ce qu'il plairait alors au Roi d'ordonner (1). »

A Ségovie, les royalistes reprennent bien vite le dessus. La population ne veut pas résister aux Français. Comme la députation provinciale s'est enfuie, un constitutionnel qui mande à Séville ces tristes nouvelles écrit : « L'esprit public s'est refroidi, et le patriotisme évanoui (2). »

La commission de sûreté de Tolède réclame à la Régence des fusils pour armer les fidèles habitants de la ville « désireux de pouvoir se venger des ennemis connus et cachés qui ont tellement outragé la personne sacrée du roi et les autres membres de la famille royale ». La commission assure à la Régence que les « royalistes sacrifieront leur vie pour soutenir l'ordre et la tranquillité dans la ville et le district, et seront prêts à repousser toute agression révolutionnaire (3) ».

A Burgo de Osma, l'enthousiasme royaliste est encore plus vif. « Il est impossible, écrit le Regidor, de donner une idée exacte de l'amour exalté de cette ville pour la Religion et la personne sacrée du Roi, durant les trois années de rébellion. Il est impossible de peindre ses persécutions, ses épreuves, ses sacrifices, d'indiquer ce qu'elle a fait depuis la nuit du

(1) Lettre du comte de Bourmont, datée de Mérida, 14 juin 1823 (pap. pol. juin).

(2) Lettre reproduite dans une communication faite par le Ministre de l'Intérieur constitutionnel au Général Labisbal. Cette lettre fut saisie par les Royalistes et livrée à la Régence le 12 juin (pap. pol. juin).

(3) Lettre du 30 mai (pap. pol. juin).

24 avril : constitution d'un corps de volontaires royalistes de 350 hommes armés, comprenant une compagnie d'honneur d'aspirants, organisation de réjouissances publiques, etc. Il est impossible de décrire l'enthousiasme général qui inonde ses habitants depuis cet heureux soir (1). »

En mai 1823, donc, les Royalistes étaient infiniment plus nombreux que les Libéraux. Ils eurent bientôt à cœur de montrer leur puissance. Comprenant qu'ils seraient protégés par les Français contre les Constitutionnels, il se livrèrent à toutes sortes de manifestations anti-libérales dès que les troupes du duc d'Angoulême pénétrèrent en Espagne. En premier lieu, dans plusieurs localités, ils brisèrent solennellement les plaques de la Constitution. Voici ce qui se passa à La Parrilla, petit village de la province de Cuenca. Le jour de la Fête-Dieu, un certain D. Santiago Gómez fut nommé « commandant des mariés et des célibataires, pour arracher la Pierre du système constitutionnel; au milieu de mille applaudissements, et de mille vivats au Roi, notre souverain absolu, et à la religion, il se dirigea avec toute sa suite et d'autres personnes loyales vers la place où se trouvait la Plaque. Après l'avoir brisée, il pénétra dans la salle de la Mairie où l'on répéta les acclamations, les cris de : « Mort à la Constitution et à son système! » et ceux de : « Vivent notre roi et la religion! » L'après-midi, après avoir rendu grâce au « Dieu des armées et de la paix », D. Santiago Gómez et ses amis se rendirent vers la place indiquée, portant un divin Seigneur crucifié pour le placer à trois toises de l'endroit où se trouvait la Plaque. L'assistance redoubla ses acclamations. Toutes les personnes présentes pleurèrent, sauf les

(1) « Es imposible dar una idea exacta del acendrado amor de esta villa a la Religión y a la sagrada persona del Rey, quien Dios gue., en los tres años de rebelión. Es imposible pintar sus persecuciones, sus trabajos, sus sacrificios. Es imposible bosquejar lo que ha hecho desde la noche del veinte y cuatro de abril, la erección de un cuerpo de voluntarios del Rey de trescientos cinquenta hombres armados en que se incluye una compañía de honor de cursantes, los vivas, los regocijos públicos, el entusiasmo general en que están inundados sus habitantes desde aquella noche feliz... » Lettre du Regidor à la Régence, 17 mai (pap. pol. juin).

cœurs durs qui haïssent la religion ». Mais, pendant la nuit, éclatèrent des coups de feu ; c'étaient les « noirs » qui brisaient le Crucifix et écrivaient sur un mur : « Vive la Constitution ! » Le lendemain « fut un jour de deuil général pour les hommes, les femmes et les enfants, qui pleurèrent à l'envi, en voyant la statue du Seigneur réduite en morceaux. Et tous disaient d'une seule voix : « C'est une infamie ! C'est une horreur ! » Mais force resta à D. Santiago et ses amis, qui placèrent un nouveau crucifix et, déchirant le papier où on avait écrit : « Vive la Constitution ! », le remplacèrent par un autre où on lisait : « Vive le Roi ! » (1)

De Méntrida, un officier en retraite, D. Ventura de las Mozas y Enciso, fait savoir à la Régence que le jour où les troupes françaises firent leur entrée à Madrid, il « réunit tous les fidèles habitants du village, et après les avoir harangués, il se mit à leur tête, arracha, brûla la plaque de la Constitution, et dispersa les cendres au vent. A sa place, il fixa le portrait du roi Ferdinand VII ». Tout se passa dans le plus grand ordre, au milieu de la joie générale. Pourtant, le premier alcalde et quelques membres de la municipalité, qui « continuaient à exercer le pouvoir », s'opposèrent à ce que l'on brûlât « une statue du parjure et traître D. Rafael del Riego (2). »

A Coria (province de Cáceres), le jour de la Fête-Dieu, les habitants « brisèrent l'ignoble joug constitutionnel ». Après la procession, les royalistes se jetèrent sur les miliciens et, après les avoir désarmés, ils allèrent arracher la Plaque de la Constitution (3).

« Pendant que nous étions à Ségovie, raconte l'auteur de *Madrid* (4), le peuple enterra la Constitution. En passant sous les fenêtres de l'archevêché, il demanda à grands cris qu'on donnât des ordres pour faire sonner les cloches, comme dans un

(1) Lettre de D. Santiago Gómez à la Régence, 6 juin (pap. pol. juin).

(2) Lettre du 30 mai (pap. pol. juin).

(3) *Gaceta de Madrid*, 12 juin.

(4) *Madrid ou observation sur les mœurs et usages des Espagnols au commencement du XIX^e siècle* (ouv. cit.).

véritable enterrement. Le prélat, qui voulait éviter ce scandale, leur cria : « Vous oubliez, mes amis, qu'on ne sonne point pour un enfant de trois ans (1). »

A Madrid, à peine les Français avaient-ils pénétré dans la ville, que les troubles commencèrent. Voici comment les raconte l'auteur de *Madrid* : « Le peuple en tumulte était rassemblée devant la façade toute neuve d'un bâtiment isolé. Les statues de plâtre qui chargeaient l'entrée avaient été renversées..... On dansait sur leurs débris. La croix qu'on avait mise là, par un reste d'habitude, avait seule été respectée, et l'inscription :

Le pouvoir de faire les lois
appartient aux Cortes et au Roi,

avait changé de sens sous le marteau des correcteurs ; on ne lisait que les derniers mots. Le même désordre régnait à l'intérieur : des hommes furieux jetaient des bustes et traînaient des banquettes le long des degrés du grand escalier. La salle des séances avait déjà perdu tous ses emblèmes, toutes ses sentences patriotiques. La tribune, le fauteuil du président, les sièges des fugitifs élus, étaient abandonnés aux malédictions et aux jeux dérisoires d'une foule exaltée. La sonnette s'agitait pour faire écouter et applaudir le cri de : « Mort à la Constitution ! » (2) L'arrivée de grenadiers français mit fin à ces désordres (3).

Les Royalistes ne se contentèrent pas de faire disparaître, même violemment, les souvenirs visibles du régime antérieur. Dans plusieurs localités, ils commencèrent à arrêter les personnes qui s'étaient montrées favorables à la Constitution. C'est l'origine des proscriptions terribles dont nous ferons bientôt l'histoire. Sous la menace du peuple de Burgo de Osma, vingt

(1) *Madrid*..., ouv. cit., II, p. 278.

(2) *Madrid*..... ouv. cit. *Fragments sauvés des flammes*, I, pp. 24-25.

(3) Ces désordres sont racontés aussi par Rico y Amat : *Historia política y parlamentaria de España*, II, p. 217. — Vieil-Castel, ouv. cit., XII, p. 529. Miraflores assure que le clergé excita l'enthousiasme des Royalistes. *Apuntes*..., p. 205 et note.

et une personnes qui avaient accepté avec enthousiasme « l'inferral système », et qui étaient « des ennemis acharnés du roi », furent arrêtés par le Regidor. « Leur vie était en grand péril (1). » De même, dès le 30 mai, la Municipalité de Soria annonça à la Régence qu'après avoir fait briser la plaque de la Constitution, elle se disposait à emprisonner des « tragalistas (2) et des brailleurs » qui avaient proféré « les blasphèmes les plus impurs et les propositions les plus scandaleuses contre Dieu, sa très sainte Mère, Jésus-Christ et son vicaire sur terre, le roi et sa famille ». Ainsi, elle mettrait fin à « l'inferrale furie », et satisferait les bons citoyens qui veulent que l'on écarte d'eux « des objets aussi abominables (3) ». Le 12 juin, D. Vicente Frayle réclama la mise en liberté des frères Gómez, retenus en prison depuis l'entrée des Français en Espagne (4).

II. — Étant donné l'état de l'opinion publique, au mois de mai 1823, il n'est pas surprenant que la Régence ait adopté une série de mesures violentes contre les Constitutionnels. Pouvant compter sur une majorité de royalistes résolu, elle ne craignit pas de gouverner sans modération : « Au lieu de procéder avec la sagesse que commandait la situation des esprits, les premiers pas de ce gouvernement ne révélèrent que passions et vengeances, et ne firent qu'accroître l'irritation des partis (5). » Afin « d'inculquer aux peuples les principes véritables du respect que l'on doit aux institutions d'ordre public et de morale sociale (6) », la Régence ordonna tout d'abord que la *Gaceta de Madrid* recommençât à paraître dès le 27 mai. Tandis que jusqu'au 17 mai 1823 la *Gaceta* avait été l'organe

(1) Lettre du Regidor de Burgo de Osma à la Régence, 17 mai 1823.

(2) On appelait ainsi ceux qui chantaient l'hymne révolutionnaire « Trágala » c'est-à-dire : avale-la [la Constitution] ; cf. Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 29.

(3) Lettre de la Municipalité de Soria à la Régence, 30 mai (pap. pol. juin).

(4) Lettre du 12 juin, datée de Benavente (León), (pap. pol. juin).

(5) De Bussy, *ouv. cit.*, p. 514.

(6) Prospectus, 29 mai, de la *Gaceta*.

officiel des Constitutionnels, désormais elle fut l'ardent défenseur de la cause royaliste. Le 29, elle publia une profession de foi d'un ton extrêmement violent où elle indiquait sa nouvelle orientation politique. « La Gazette, était-il dit dans le « prospectus », n'appartient pas à cette classe de journaux qui, nés dans la fange de la révolution, se glorifièrent de leur origine immonde et travaillèrent à répandre les germes de corruption auxquels ils durent leur existence éphémère et déplorable (1). »

La *Gaceta* se composa de trois parties : la première, de caractère officiel, publiait les décrets et les ordres de la Régence et des ministres. La deuxième renseignait sur les événements du pays et de l'étranger. La troisième était formée de divers articles dans lesquels on traitait « les questions les plus importantes de la politique et de l'administration », et où l'on tâchait de montrer à l'Europe la « grandeur du trône d'Espagne ». Le journal paraissait le mardi, le jeudi et le samedi de chaque semaine. Mais, souvent, quand une nouvelle de grande importance devait être communiquée immédiatement aux Espagnols, la *Gaceta* publiait un Supplément extraordinaire.

La Régence prit ensuite quelques décrets d'ordre militaire. Les « réorganisateurs » de l'Espagne commencèrent à s'assurer une force armée capable de les protéger. En premier lieu, ils voulurent ramener l'ordre dans la garnison de Madrid plongée dans une extrême anarchie depuis le 20 mai. Ce jour-là, les troupes constitutionnelles du général Zayas avaient soutenu un combat (qui coûta la vie surtout à quelques curieux) contre les royalistes commandés par le général Bessièrès, pressés d'occuper et de piller la ville. Ces derniers avaient été mis en déroute (2). Bien que le général Zayas eût quitté la ville, il restait

(1) Prospectus, 29 mai.

(2) Ce combat est rapporté par tous les historiens que nous avons consultés. Il suffit de rappeler que le général Zayas avait été désigné, pour assurer l'ordre jusqu'à l'arrivée des Français, dans l'entrevue qu'eut à Buitrago, le 17 mai, le duc d'Angoulême avec un parlementaire envoyé par Labisbal. Zayas était donc dans son droit en s'opposant aux excès de Bessièrès. V. Miraflores, *Apuntes*, ouv. cit., p. 202. Abel Hugo jugea sévèrement l'attitude de Zayas. Celui-ci adressa à Hugo une lettre de rectification publiée dans le tome II, p. 353-357, de la *Campagne d'Espagne*.

malgré tout à Madrid quelques-uns de ses soldats : leur présence était peu agréable à la Régence. D'où le décret du 28 mai, pris contre eux, qui obligeait tous les militaires à se présenter dans un délai de quarante-huit heures à certains officiers désignés dans le même décret, sous peine d'être « poursuivis et châtiés conformément aux lois (1) ». Ainsi on ferait le départ entre les « bons » militaires et les « mauvais ». Il ne restait plus aux « mauvais » qu'à se mettre en sûreté hors de la capitale. Si on pouvait trouver quelque justification à ce décret dans le désordre militaire qui régnait à Madrid, il n'en était pas de même pour celui du 30 mai qui révéla clairement les tendances politiques de la Régence. Dirigé contre les troupes et les civils qui avaient lutté contre Bessières, il rayait des cadres de l'armée les deux régiments de Lusitania et de Guadalajara, et il annonçait des poursuites contre les civils qui avaient combattu aux côtés des soldats de Zayas (2). Le même jour, désirant coordonner les forces royalistes éparses dans tout le pays, la Régence interdisait aux Espagnols de constituer des corps de troupes, des bandes indépendantes pour lutter contre les ennemis du Roi : tous les groupes existant déjà devraient à l'avenir reconnaître l'autorité militaire (3). Mais par l'application de ce décret, n'allait-on pas mécontenter les royalistes ardents et ralentir leur enthousiasme? Il convenait de revenir sur cette décision, de rendre possible dans tous les coins de l'Espagne la création de bandes, quelque peu disciplinées, il est vrai, qui mèneraient le bon combat contre les Constitutionnels. Le 10 juin, la Régence prit un nouveau décret réorganisant les Milices Royalistes, instituées le 14 mai par la Junte provisoire, lors de son passage à Burgos. L'article premier du décret indiquait les conditions à remplir pour faire partie d'une milice : Il fallait être âgé de 25 ans au moins et de 50 au plus, avoir donné « des preuves d'amour à notre souverain, et avoir

(1) Voir le texte du décret dans la *Gazette de Madrid*, 31 mai 1823.

(2) Voir le texte du décret dans la *Gazette de Madrid*, 31 mai 1823.

(3) Voir le texte du décret dans la *Gazette de Madrid*, 31 mai 1823.

adhéré résolument à la juste cause de le rétablir sur son trône ». Les aspirants devaient être décidés à « abolir entièrement le système appelé constitutionnel qui causa tant de maux à la nation et à ses enfants (1). » Les Municipalités étaient chargées d'organiser ces corps de volontaires, qui dépendaient aussi des capitaines Généraux (2). Déjà, mettant en pratique les ordres de la Junte provisoire, certains chefs royalistes avaient créé des milices. Le fameux Antonio Marañón, dit le Trapense, annonça dès le 21 mai qu'il avait constitué dans la région de Logroño une « compagnie de 130 volontaires qui étaient déjà presque armés et équipés, grâce aux bienfaiteurs de Dieu et du Roi (3) ». La ville de Tolède réclama 800 fusils : elle n'en possédait que 200 et comptait 1.000 volontaires (4). Après le 10 juin, la mesure devint générale et fut accueillie avec une vive satisfaction. Le *Royaliste* félicita la Régence, mais demanda que l'on permit aux miliciens de porter un uniforme (5). Plusieurs villes sollicitèrent du gouvernement des secours pour armer ces corps francs. En revanche, Madrid ne montra pas un grand empressement à organiser sa milice. La *Gazette* du 12 août, après avoir rappelé le zèle de la majorité des localités espagnoles, ajoutait avec mélancolie : « Madrilènes, habitants de l'héroïque capitale de l'empire espagnol, nous tournons nos regards vers vous et il nous est extrêmement pénible de

(1) Voir le texte du décret dans la *Gazette de Madrid*, 12 juin. Voir l'article 1.

(2) Voir article 9. Voir sur les excès que commirent ces Milices, et sur les personnes qui les composaient, la traduction espagnole des *Mémoires of Ferdinand VII...*, ouv. cit., II, p. 351-355.

(3) Lettre du 28 mai adressée à la Régence (pap. pol. juin). Cette lettre nous renseigne sur le véritable caractère du *Trappiste*, singulièrement idéalisé par Vigny. Voici quel était le moyen préféré par ce moine dans sa lutte contre les Libéraux : « J'ordonne que les constitutionnels qui n'obéissent pas ou qui troublent la paix publique soient rossés en public. » « Yo, a los Constitucionales que no obedecen ó insultan la quietud pública, los mando dar de palos públicamente. »

(4) Lettre de la Commission de Sûreté de la Ville à la Régence, 30 mai (pap. pol. juin).

(5) Numéro 10 ; 14 juin.

constater que votre milice royaliste n'existe pas encore, après trois mois presque de liberté! (1) »

A côté de ces décrets militaires, il faut en signaler trois autres qui intéressent le clergé et sont aussi significatifs que les précédents. Le premier, daté du 5 juin, annulait celui du 1^{er} novembre 1822 qui permettait de déplacer les prêtres suspects d'absolutisme. Désormais les ecclésiastiques qui avaient été touchés par le décret de 1822 pouvaient regagner leur résidence antérieure (2). Le deuxième ramenait l'organisation du clergé à ce qu'elle était avant le 7 mars 1820 : les prélats et autres dignitaires nommés à l'époque constitutionnelle devaient abandonner leurs fonctions, et l'on devait procéder à de nouvelles élections dans les chapitres des cathédrales ou des couvents (3). Enfin le troisième rétablissait la totalité de la dîme (4).

Nous ne ferons que mentionner les premières mesures financières de la Régence : elles témoignent, elles aussi, du désir bien arrêté de rétablir l'ancien état de choses. Elles suppriment celles qu'avait adoptées le Gouvernement constitutionnel. Dans la *Gazette* du 17 juin, la Régence présente un tableau sinistre de la situation du trésor. Après avoir expliqué que la responsabilité de la misère nationale revient tout entière aux Constitutionnels, elle propose les remèdes suivants : En premier lieu, la contribution directe établie pour la première fois à Cadix, le 13 septembre 1813 et supprimée le 23 juin 1814, puis remise en vigueur le 30 mai 1817, est remplacée par les anciens impôts que l'on percevait avant cette dernière date (5). Les charges sur le sel et le tabac sont les mêmes qu'avant le

(1) « ¡ Madrileños ! ¡ Habitantes de la heróica capital del imperio español ! Aquí volvemos la vista hacia vosotros, y nos es sobremanera sensible ver que vuestros voluntarios realistas aun no figuran después de casi tres meses de libertad. »

(2) Voir le texte dans la *Gazette* du 10 juin.

(3) Décret du 11 juin. Voir le texte dans la *Gazette* du 17 juin.

(4) Décret du 11 juin. Voir le texte dans la *Gazette* du 17 juin.

(5) Voir le texte de ces mesures dans la *Gazette* du 17 juin.

7 mars 1820 (1). Le papier timbré imprimé de 1820 à 1823 sera recueilli avec soin, et dans les formules du début relatives à la souveraineté du roi on supprimera le mot de Constitution (2).

III. — Tels furent les premiers décrets de la Régence : ils révélaient clairement les opinions du nouveau gouvernement espagnol. Si l'on pouvait encore conserver quelques doutes à l'égard de la politique que suivrait la Régence, ces doutes disparurent dès que fut créée la Surintendance de police (3), et que l'on vit à l'œuvre le titulaire de cette nouvelle charge et son chef immédiat, le Ministre de l'Intérieur. Aznares, le ministre, possédait quelque expérience du métier de magistrat. Il avait été procureur général du Conseil Suprême de la Guerre (4). En 1814, au moment de la proscription des députés libéraux, il s'était distingué par son zèle monarchiste en procédant aux enquêtes sur les détenus. Pourtant — et ceci est tout à son honneur, — tandis que beaucoup de juges avaient reçu des récompenses, lui n'obtint alors aucun avancement. Une fois installé au ministère de l'Intérieur, il se fit remarquer par sa sévérité. Le comte de Brunetti disait de lui que sa « déraison, sa violence et son obstination étaient de nature à faire renoncer à l'espoir de pouvoir cheminer avec un tel homme » (5).

(1) Voir le texte de ces mesures dans la *Gazette* du 17 juin.

(2) Voir le texte de ces mesures dans la *Gazette* du 17 juin.

(3) La Surintendance fut créée le 8 juin. « Son principal objet est de surveiller la conduite des personnes qui ont été ou qui seront suspectes par leurs opinions et leurs principes contraires à la Religion et au Trône. » Le même jour, fut nommé D. Benito de Arias de Prada. V. les 2 décrets dans la *Gazette* du 14 juin. Le 12 juin, la Régence compléta la réorganisation de la police en décidant de remettre en fonctions tous les Corregidores et les Alcaldes mayores d'avant le 7 mars 1820, demeurés fidèles au Roi. En cas de trahison, on les remplacerait par des avocats connus par leur « constant amour et adhésion à la Personne Sacrée du Roi ». (Décret du 12 juin, *Gazette* du 14 juin.)

(4) Dépêche de R. de Caux, 29 mai, Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 359 r.

(5) Dépêche de Gabriac, 22 septembre. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 295 v.

De même, Anduaga, devant Talaru, jugeait ainsi Aznares : « C'est un enragé, un vrai diable,... duquel émanent principalement toutes les mesures violentes contre lesquelles vous réagissez (1). »

Le surintendant de police, Benito Arias de Prada, exerça ses fonctions quelques jours seulement. La Garde écrivait à son sujet : « Ancien Conseiller (Conseil Royal). A été chargé de la police de Madrid en 1815. Il avait à cette époque beaucoup de crédit à la Cour. Bon royaliste; paraîtrait propre au ministère de la justice ou l'équivalent (2). » De l'avis de R. de Caux, Arias avait « des vues sages, plus nécessaires que jamais » (3). Malheureusement le surintendant mourut dix-sept jours après sa nomination : « c'est une grande perte », écrivit notre agent diplomatique, qui « le connaissait depuis longtemps » (4).

Nous aurons plus loin à nous occuper du successeur d'Arias, le fougueux D. Julian Cid de Miranda. Pour l'instant, examinons le fonctionnement des services de police aux premiers jours de leur création : nous assistons déjà à toute une série de proscriptions, d'arrestations et de perquisitions dictées par l'esprit de vengeance qui anime le nouveau gouvernement. L'affaire la plus célèbre fut le bannissement d'anciens députés ou d'anciens ministres libéraux. Le corregidor signala au Ministre de l'Intérieur l'audace dont ils faisaient preuve en se montrant dans les promenades de Madrid. Aznares donna aussitôt l'ordre à son subordonné d'observer leur conduite, d'épier les réunions secrètes que, paraît-il, ils tenaient le soir, et de leur démontrer l'utilité qu'il y aurait pour eux à se transporter vers d'autres régions (5). Le 11 juin, le Corregidor répondit au Ministre qu'on n'avait pu surprendre les clubs, mais que Garellly, Moscoso, Martínez de la Rosa, Espiga et

(1) Dépêche de Talaru, 13 août. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 107 v.

(2) Note confidentielle de La Garde. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 269 v.

(3) et (4) Dépêche R. de Caux, 27 juin. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 119 r.

(5) Lettre du Ministre de l'Intérieur au Corregidor, 7 juin (pap. pol. juin).

d'autres continuaient à se faire voir dans les rues de la ville. Comme l'ordre public pourrait, de ce fait, être troublé, le Corregidor demandait l'autorisation d'appliquer « l'insinuation » contenue dans la lettre ministérielle du 7, « afin que ces intéressés et d'autres de leur classe soient contraints de quitter la capitale pour des lieux où l'on observerait leur conduite » (1). Le 17, Aznares écrivit au surintendant que la Régence redoutait les désordres que pourrait provoquer la présence des anciens députés constitutionnels. Il ajoutait : « La Régence a décidé que Votre Seigneurie règle leur départ de la façon la plus opportune et la plus honorable, afin d'assurer la tranquillité publique. Cette mesure sera appliquée à tous ceux dont les opinions ont été contraires à la légitimité des trônes et à la pureté de la religion (2). » Le 25 juin, le secrétaire de la Surintendance de Police annonçait que certains chefs du parti libéral avaient quitté Madrid. D'autres s'apprétaient à le faire le jour même ou le surlendemain. Quant à Martínez de la Rosa, on ne savait pas s'il était encore à Madrid, bien qu'il eût obtenu un passeport pour l'étranger (3). Cette proscription sembla prudente à R. de Caux, qui écrivit le 21 juin : « L'é-

(1) Lettre du Corregidor au Ministre de l'Intérieur, 11 juin (pap. pol. juin) : « La insinuación prevenida en la citada Real orden, acerca de disponer que a dichos interesados y otros de su clase se les precise salir de la corte a sitio determinado donde se observe su conducta. »

(2) « La Regencia..... ha resuelto que V. S. disponga la salida de todos ellos del modo que crea más oportuno y decoroso, con el fin de afianzar el reposo público, extendiendo su providencia a todas aquellas personas cuyas opiniones hayan sido contrarias a la legitimidad de los Tronos y a la pureza de la Religión. » (Lettre du Ministre de l'Intérieur au Surintendant de police, 17 juin; pap. pol. juin.)

(3) Lettre du Secrétaire de la Surintendance de police au Ministre de l'Intérieur, 25 juin (pap. pol. juin). La liste des proscrits comprenait : Sierra Pambley, Muñoz Torrero, Ruiz Padrón, Rodríguez de Ledesma, Marina, José Espiga, M. García Herreros, Martínez de la Rosa, D. Dámaso de la Torre. A cette date, Muñoz Torrero était déjà à Badajoz, et García Herreros au Puerto Santa María..... (Idem.) Le 20 juin, Martínez de la Rosa avait fait signer son passeport pour la France et l'Italie, à R. de Caux. (Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 105 r.-v.) Il fut arrêté à Vitoria (v. plus loin, p. 95). Il arriva à Bayonne le 25 juin. (Arch. nationales Paris, 230 e).

loignement de ce ministre [Martínez de la Rosa] et de ses amis mécontente le parti modéré. Je pense cependant qu'au milieu de l'effervescence actuelle, il eût pu arriver pour eux un moment dangereux et j'ai toujours trouvé leur séjour à Madrid peu prudent, jusqu'à ce que la lutte fût décidée (1). » Au même moment, sans attendre d'être officiellement chassés, de nombreux libéraux demandèrent des passeports pour l'étranger. R. de Caux parlait à Chateaubriand d'« une grande émigration de la capitale », et il ajoutait : « Le Corregidor m'a annoncé que, depuis notre entrée, il lui avait été demandé plus de mille passeports. La plupart de ces voyageurs vont en France et quelques-uns en Angleterre (2). »

Les dénonciations, durant les premières semaines de la Régence, furent extrêmement nombreuses : les royalistes avaient hâte de se venger des vexations subies pendant le régime constitutionnel. Les simples particuliers, aussi bien que les gens pourvus de quelque autorité officielle, rivalisèrent de zèle dans le métier de délateurs. Citons quelques exemples, d'après les papiers de police. Le Corregidor de Aranda de Duero trouva chez un milicien volontaire une « liste d'exaltés » : il s'empessa de l'envoyer à Madrid (3). La Municipalité de Burgos et l'Alcalde Mayor adressèrent au gouvernement les noms des habitants de la ville partisans de la Constitution, et qui, réfugiés à Madrid, oseraient peut-être demander quelque emploi public (4). La Régence décida d'envoyer une copie de ces listes à chaque ministère et de remercier les autorités de Burgos. L'Alcalde de Osma, Joaquín Blas, dénonça un constitutionnel « vieux, infirme, riche, orgueilleux, qui fut algua-zil de cette ville », et un certain Justo Morales contre lequel il a recueilli des témoignages accablants, celui de sa domestique, en particulier, qui a répété « les blasphèmes et impiétés

(1) Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 105 r.-v.

(2) Dépêche de R. de Caux, 7 juin. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 43.

(3) Résumé seulement de la lettre d'envoi du Corregidor, daté du 25 mai (pap. pol. juin).

(4) Lettre de la Municipalité et de l'Alcalde, 14 juin (pap. pol. juin).

qu'elle entendit vomir par sa bouche sacrilège (1) ». Un certain prêtre, Antonio Sabau, remit aux autorités une liste de trente-six ecclésiastiques qu'il traite de « francs-maçons, païens, athées, partisans du système appelé constitutionnel (2) ». Sabau avait des ressentiments à satisfaire. Il avait été malmené durant les trois années antérieures, emprisonné, puis obligé de changer de résidence. Il demanda à la Régence de lui faire payer, par le juge qui l'avait condamné, une indemnité représentant « au minimum ce qu'il avait dépensé dans sa prison et le montant des messes qu'il avait perdues durant sa réclusion » (3).

Les Sociétés secrètes furent, d'une manière toute spéciale, signalées à la police. La municipalité de Soria dénonça une « Société patriotique », en déplorant que « la contagion des francs-maçons et des « comuneros » se soit développée malheureusement jusqu'au point de former des loges et des assemblées nocturnes (4) ». L'Intendant de la même ville envoya, le 7 juin, des documents livrés par un « bon Espagnol », et relatifs « à la confédération ou secte de ceux qu'on appelle les Comuneros ». Nous n'avons que l'analyse de ces documents, de peu d'importance d'ailleurs. Mais la lettre d'envoi de l'Intendant, qui est conservée aux archives de la police, mérite d'être relue. Le fonctionnaire signale en effet : « l'obstination avec laquelle travaille l'infâme secte dans le but criminel d'attirer sur cette héroïque nation les maux les plus grands », et il demande que l'on prenne des mesures « pour détruire les plans de cette canaille (5) ». Quelque temps après,

(1) Lettre de l'Alcalde de Osma, 10 juin. Le début est d'une rhétorique amusante : « Pendant la fatale époque de la rébellion, des bâtards de la mère Espagne ont tourné le dos au meilleur de ses rois, Ferdinand de Bourbon. L'un d'eux fut... » Suit le nom de la personne dénoncée.

(2) Lettre du 15 juin (pap. pol. juin).

(3) Lettre du 2 juin (pap. pol. juin).

(4) Lettre du 30 mai (pap. pol. juin).

(5) Lettre du 7 juin (pap. pol. juin). « ... la obstinación con que trabaja la infame secta con el horroroso fin de envolver a esta heroica nación en los mayores males » ... « para destruir los planes de semejante canalla ».

le Corregidor de Aranda de Duero fit connaître l'existence d'une société secrète, de comuneros également (1).

C'est souvent à la suite de dénonciations que la police réalisa des perquisitions ou des arrestations. Le 2 juin, un certain José Rubio signala qu'à l'Hôtel des Postes on trouverait quelques anciens miliciens, ainsi qu'un dépôt de fusils. Une perquisition eut lieu; elle donna un résultat négatif (2). Deux jours plus tard, un soi-disant capitaine du nom de Joaquín Espeleta, policier officieux (3), procéda à l'arrestation de D. Antonio Pla, instituteur au collège Saint-Basile de Madrid. On avait trouvé en effet chez le malheureux Pla un manuscrit intitulé *Le triomphe de la grâce* dont « l'objet est l'enseignement des maximes de la nouvelle philosophie, réduites au développement illimité de la liberté »; des pages d'écriture où les élèves répétaient la maxime : « Haine au servilisme »; un plan en couleurs qui représentait un salon, « peut-être le modèle de quelque loge (4) ». Quelques jours après, sur la proposition de Arias de Prada, la Régence adoptait une importante mesure : elle décidait que les « fueros » dont jouissaient certaines classes de personnes étaient supprimés. Exception faite des ambassadeurs, le Surintendant pouvait désormais arrêter tout individu (5).

Ainsi, dès les premiers jours de son existence, le Gouvernement qui devait diriger l'Espagne durant la captivité de Ferdinand VII donna des preuves certaines de l'esprit réactionnaire qui l'animait et des méthodes de rigueur qu'il allait

(1) Lettre du 29 juin (pap. pol. juin).

(2) Lettre du 2 juin (pap. pol. juin).

(3) Cet Espeleta était arrivé de France avec la Régence provisoire. Le ministre de la Guerre le chargea de « continuer à saisir des armes ». Mais le Corregidor de Madrid, Joaquín Lorenzo Mozo, jaloux de cet aventurier, demanda des explications sur le rôle que jouait Espeleta. On lui répondit qu'on le renseignerait quand le moment serait venu. Nous ne retrouverons plus par la suite le nom de ce policier mystérieux.

(4) Rapport du Corregidor de Madrid, 4 juin (pap. pol. juin).

(5) Lettre du Surintendant de Police au Ministre de l'Intérieur, 14 juin (pap. pol. juin). L'autorisation fut accordée le même jour. Le décret, daté du 18 juin, parut dans la *Gazette* du 24.

suivre. On comprend que Roger de Caux ait pu écrire à Cha-teaubriand : « Si vous étiez sur les lieux, Monseigneur, vous verriez, je crois, que la Régence n'est pas portée à la faiblesse, et n'a nul besoin d'être stimulée, surtout en matière de police. Il faut au contraire une application continuelle pour éviter ou atténuer des mesures plus propres à irriter les esprits qu'à les réunir (1). » Soutenue par une opinion publique qui demandera sans cesse plus de sévérité à l'égard des libéraux, la Régence pourra avancer sans nulle crainte dans la voie d'arbitraire et de violence où elle s'est engagée. Une occasion s'offrira bientôt pour le gouvernement de redoubler de cruauté : l'attentat de lèse-majesté commis à Séville le 11 juin.

(1) Dépêche du 14 juin. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 86 r. v.

De même, Hubbard écrit que les Français « avaient remis le pouvoir aux mains d'un parti fanatique disposé à en abuser jusqu'à la dernière extrémité pour le triomphe de ses intérêts et la satisfaction de sa vengeance » (*Hist. contemp. de l'Esp.*, 1^{re} série, Régence de Ferdinand VII, t. II, p. 275).

CHAPITRE III

L'attentat de Séville (11 juin 1823) Les mesures de la Régence

- I. La déchéance du Roi — Transfert du Gouvernement à Cadix.
- II. Les Décrets de la Régence — Le Décret du 23 juillet contre les Miliciens et les membres des Sociétés Secrètes.
- III. L'application des Décrets par la Police.

L'armée française avait pénétré en Espagne depuis quelques jours déjà, lorsque le 23 avril les Cortes commencèrent solennellement leurs travaux à Séville. Le président Flores Calderón ouvrit cette première séance par un discours lyrique et grandiloquent. Après avoir rappelé la marche triomphale de la commission des Cortes accueillie partout avec enthousiasme, il proclama la résolution inébranlable de résister aux envahisseurs et la confiance dans le succès. Nos ennemis, disait-il, « trouveront sans sépulture ou réduits en poussière par le temps les ossements de leurs frères. Bientôt leurs cadavres s'ajouteront à ceux de leurs parents. » Et il ajoutait avec fierté : « Personne n'est capable de nous insulter impunément, ni de violer nos droits (1). » Le même jour, le Gouvernement rédigea la déclaration de guerre à la France. Par la suite, les législateurs espagnols s'occupèrent d'organiser la résistance aux envahisseurs, surtout dès qu'ils apprirent l'entrée à Madrid du

(1) On trouve le discours de Flores Calderón dans Miraflores, *Documentos...*, t. II, p. 244-247, et la traduction des principaux paragraphes dans Lesur, *Annuaire...*, p. 399-400.

Duc d'Angoulême, et la marche sur Cordoue d'une partie de son armée. Ils cherchèrent alors le meilleur moyen de mettre en sûreté la personne du roi et celle des Représentants de la souveraineté nationale.

I. — C'est dans la séance mémorable du 11 juin que le fameux Alcalá Galiano trouva la solution désirée. Ce jour-là, Galiano demanda au Ministre de la Guerre quelques renseignements sur les forces ennemies et l'interrogea sur les mesures prévues, au cas où l'Andalousie serait envahie. Le ministre répondit qu'il y avait 80.000 Français en Espagne; qu'il avait réuni une assemblée de généraux conseillant à l'unanimité la retraite du roi et des Cortes à Cadix; que le Conseil d'État s'était montré très favorable au projet de quitter Séville, mais pour Algeciras; que le roi n'avait pas fait connaître encore sa décision. Alcalá Galiano proposa alors aux Cortes d'envoyer une députation à Ferdinand VII pour lui démontrer la nécessité d'abandonner Séville, et Argüelles fit approuver deux additions : l'une, que la famille royale suivrait le roi; l'autre, que le refuge choisi serait Cadix. Ferdinand reçut la députation à 5 heures 1/2. Il lui déclara assez sèchement qu'il refusait de partir pour Cadix. « Sa conscience et les intérêts de ses sujets ne lui permettaient pas de quitter Séville; comme simple particulier il ne verrait pas d'inconvénients à ce départ; mais comme roi, sa conscience ne lui permettait pas d'y consentir (1). » Le président de la délégation, Cayetano Valdés, rendit compte aux Cortes de ce refus. De nouveau, Alcalá Galiano prit la parole. Supposant que la décision du roi ne pouvait provenir que « d'un état de délire momentané », il fit décider que le Souverain se trouvait dans le cas « d'empêchement moral » reconnu par l'article 187 de la Constitution,

(1) ... « Su conciencia y el afecto que profesaba a sus súbditos no le permitían salir de aquí; como particular no tendría inconveniente en hacer este y cualquiera otro sacrificio; pero que como Rey no se lo permitía su conciencia » (*Parte de la Sesión de las Cortes del 11 de Junio de 1823.* — Miraflores, *Documentos...*, t. II, p. 281). Traduction française, pas très fidèle, de certaines parties de ce « Parte », dans Lesur, *Ann. hist.*, p. 409.

et que, dès lors, il convenait d'organiser une régence pour assurer le pouvoir exécutif (1). Le projet fut mis en discussion, et approuvé à une très grande majorité. On nomma immédiatement une commission de députés chargée de désigner les trois Régents ; ce furent le député Valdés, président, et les Conseillers d'État Ciscar et Vigodet. La Régence prêta serment et s'installa dans le palais de l'archevêque.

Le lendemain 12, après toutes sortes de tergiversations (2), la famille royale, protégée par les troupes sous les ordres du général Zayas, partit vers le soir pour Cadix. A 8 heures, les Cortes, en séance permanente depuis la veille au matin, se séparèrent après avoir résolu de se réunir à Cadix le plus tôt qu'elles le pourraient (3).

L'Espagne avait donc deux régences, mais celle du 11 juin se hâta de renoncer à ses pouvoirs. Dès le 14, Valdés, faisant bien remarquer que la Régence ne « devait exister que pour la durée du transfert des Cortes et du Gouvernement à l'île de Cadix », demanda officiellement au président des Cortes de lui faire savoir si les députés se trouvaient dans cette ville (4). Le lendemain, ayant été informés de l'arrivée de Leurs Majestés, et d'un « nombre de députés suffisant pour délibérer, les Régents déclarèrent que leurs fonctions étaient terminées (5) ».

(1) Marliani (*ouv. cit.*, I, p. 288) justifie la conduite de Galiano et sa proposition.

(2) Le Roi et ses amis comptaient sur un soulèvement de quelques troupes fidèles. De plus, le colonel anglais Downie et quelques officiers de Séville avaient eu la pensée d'enlever le Roi. Ils furent arrêtés. (Lesur, *Ann. hist.*, p. 410.) Voir aussi Francisco de Copons y Navia, *Memorias de los años de 1814 y 1820 al 1824* (Madrid, 1858). L'auteur, qui était le chef militaire, donne de nombreux détails sur la réception de la Commission des Cortes par le Roi et sur le complot de Downie qu'il qualifie de « projet chimérique » (p. 137).

(3) Voir le compte-rendu officiel de cette séance dans Miraflones, *Documentos...*, II, p. 284-292. Pour les difficultés qu'eurent beaucoup de députés à quitter Séville, voir chap. suiv., p. 74 et note 2.

(4) *Oficio de la Regencia al Presidente de las Cortes...* (Miraflones, *Documentos...*, II, p. 305).

(5) *Oficio de la Regencia.....* a D. José María Calatrava (Miraflones, *Documentos...*, II, p. 305).

Ainsi s'achevait la farce de Séville, dont le Marquis de Miraflores souligna quelques années plus tard le caractère bouffon : « Voilà un événement nouveau et singulier dans l'Histoire. Henri IV et Louis XVI en France, Charles I^{er} en Angleterre, moururent sur l'échafaud ou d'un coup de poignard. Mais dépouiller un roi de son auguste caractère pour quatre jours seulement, voilà ce qu'il était réservé à l'Espagne de voir le 11 juin 1823 (1). »

II. — Dès que la Régence de Madrid connut cet attentat, elle adressa, le 19 juin, à toute l'Espagne une proclamation indignée contre les députés de Séville (2). Elle prêchait la vengeance aux bons royalistes. Après avoir rappelé avec une prodigieuse hypocrisie « la tolérance, la douceur et la modération avec lesquelles avaient été traités les partisans de l'irréligion, du libertinage et de l'anarchie » pendant les semaines précédentes, la proclamation annonçait le crime de Séville. Elle célébrait les paroles héroïques de Ferdinand VII, « qui devront être inscrites dans le marbre et dans le bronze », qui « seront le plus bel ornement de l'histoire de nombreux siècles et demeureront gravées dans les cœurs de tous les Espagnols ». Elle assurait que la Régence, « consternée de voir de si grands attentats, avait pris et continuerait à prendre des mesures fermes, vigoureuses et énergiques pour châtier leurs auteurs et guérir les grands maux causés par les ennemis implacables de Dieu et du Monarque ». Elle s'achevait en demandant aux Espagnols de seconder le gouvernement, qui « sera constant et inflexible dans la poursuite de tous ceux qui, avec une rage infernale, ont rempli nos cœurs de deuil (3) ». Comme si la

(1) Miraflores, *Apuntes...*, p. 218.

(2) Elle chargea aussi son ambassadeur à Paris de faire connaître l'attentat à Chateaubriand et aux représentants des autres cours. Voir plus haut, page 6, note 1.

(3) Voir le texte de cette Proclamation dans la *Gazette de Madrid* du 21 juin 1823 ou dans Miraflores, *Documentos...*, II, p. 293-4 : « ... la tolerancia, dulzura y suavidad con que han sido tratados los partidarios de la irreligión, del libertinaje y de la anarquía ». « ... palabras deberán ins-

proclamation n'eût pas été assez explicite, quelques jours après, l'organe officieux de la Régence lançait des attaques furibondes contre les libéraux. La *Gazette de Madrid* prenait directement à parti les Constitutionnels : « Infâmes ! disait-elle, vous nous insultez par votre présence cynique ! » D'après elle tous devaient faire une rétractation solennelle. Galiano, en particulier, était couvert d'injures, parfois comiques : « Insecte vil, il n'a possédé à la surface du globe d'autre patrimoine qu'une figure repoussante, un grand fonds d'effronterie et de pédantisme, une intempérance perpétuelle et toutes sortes de vices (1). »

Cette fureur se traduisit dans les faits par une série de mesures violentes dont l'exécution fut généralement confiée au terrible Julián Cid. Dès le 20 juin, le duc de l'Infantado, président de la Régence, demanda une audience au duc d'Angoulême. « Je crois, dit Roger de Caux, qu'il s'agissait de solliciter le consentement de S. A. R. à des mesures fortes ou violentes que voudrait adopter la Régence. On parlait de la mise en sûreté des familles des miliciens absents, pour répondre de la personne du roi (2). » Le Duc d'Angoulême repoussa ce décret, préparé sous l'empire de la colère (3). M. de Marti-

cribirse en mármoles y bronce, serán el mejor ornamento de la historia de muchos siglos y para siempre quedarán grabadas en los corazones de todos los Españoles ». « ... Regencia, consternada al ver tamaños atentados, ha tomado y continuará tomando medidas firmes, vigorosas y enérgicas, para castigar a sus autores, y para curar los grandes males causados por los implacables enemigos de Dios y del Monarca ». « ... vosotros cooperaréis... vuestro Gobierno que será constante e inflexible en perseguir a cuantos con una rabia infernal han cubierto de luto nuestros corazones ».

(1) « ¡ Infames !... y nos insultáis con vuestra descarada presencia. » Galiano « insecto vil... que no ha poseído sobre la faz de la tierra más patrimonio que una asquerosa figura, un gran dote de desvergüenza y pedantería, una embriaguez habitual, con todo género de vicios ». (*Gazette de Madrid*, 24 juin.)

(2) Dépêche de Roger de Caux, 21 juin. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 105 r.

(3) Sur le refus du Duc d'Angoulême, voir Vieil-Castel, *ouv. cit.*, t. XII, p. 569 : « Le prince déclara que, chargé de maintenir la tranquillité publi-

gnac, alors, lui en soumit un autre plus modéré qu'il agréa. La Régence l'accepta à son tour. On mettait sous séquestre les biens de tous les députés qui avaient concouru à la déchéance du Roi, des Régents, de leurs Ministres et des officiers des milices volontaires. Les généraux et les officiers étaient rendus responsables de la vie du Roi (1). La *Gazette de Madrid* publia ce décret le 23 juin.

Le 27 juin, autre décret réglant la situation des employés de l'État, qu'on rangeait en trois groupes : ceux qui n'étaient pas fonctionnaires avant le 7 mars 1820, date à laquelle Ferdinand VII dut jurer la Constitution ; ceux qui l'étaient avant le 7 mars et qui furent révoqués par le Gouvernement constitutionnel ; ceux qui l'étaient avant le 7 mars et qui ne furent pas révoqués par ce même gouvernement. Les fonctionnaires du premier groupe étaient révoqués. Ceux du deuxième reprenaient leurs anciens emplois. Ceux du troisième étaient soumis à la « purification » dont ce même décret organisait le fonctionnement. Pour ce qui est des Grands Conseils, celui de Castille et celui des Indes, les membres déjà remis en activité par la Régence étaient chargés de « purifier » leurs anciens collègues encore en disponibilité et leurs subordonnés. Pour les autres fonctionnaires, il était constitué à Madrid une junte centrale qui prononcerait en dernier ressort, et dans chaque province une junte locale composée de l'Intendant, de l'Administrateur des rentes, du Corregidor du chef-lieu, et du Procureur Syndic. Les Juntas devaient réunir, pour chaque

que, il ne tolérerait pas des mesures aussi arbitraires : que ce projet d'otages lui paraissait digne de la Convention ; que si des crimes avaient été commis, des complots formés depuis que la Régence était au pouvoir, elle pouvait faire arrêter et juger les coupables, mais qu'il s'opposerait à des actes qui ne pouvaient servir qu'à exciter les passions et à exaspérer les partis ; enfin, que si la Régence ne tenait pas compte de ses représentations, il évacuerait Madrid, rappellerait toutes ses troupes et se retirerait à 25 lieues en arrière. La fermeté de ce langage imposa aux régents et à leurs conseillers..... »

(1) Dépêche de R. de Caux, 28 juin 1823. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722. La traduction du décret est aussi aux Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 112 à 113.

employé à purifier, le témoignage d'au moins trois personnes « bien connues pour leur adhésion à la personne sacrée de S. M. » (1). La Junte centrale se mit immédiatement au travail : par la *Gazette* du 10 juillet, elle réclamait deux notices individuelles aux fonctionnaires qui voulaient « se purifier » (2).

Le 30 juin, la Régence réglementa la circulation en Espagne. Afin de connaître les allées et venues des suspects, et de pouvoir leur interdire l'entrée de la capitale, elle décida que toutes les personnes qui abandonneraient les régions occupées par les armées royalistes et alliées devraient se présenter dans un « dépôt de surveillance ». Le commissaire du dépôt retiendrait celles qui étaient connues pour leurs idées libérales ou qui avaient accepté un emploi durant le régime constitutionnel. Il pourrait autoriser les autres à continuer leur route vers Madrid. Les personnes touchées par le décret du 30 juin qui ne se présenteraient pas dans un dépôt, ou qui s'en échapperaient, seraient considérées comme des suspects dangereux (3).

Plus sévère fut la mesure adoptée le 23 juillet contre les anciens miliciens et les membres des Sociétés secrètes. Depuis l'affaire de Séville, la Régence aurait voulu poursuivre les volontaires constitutionnels, mais le Duc d'Angoulême ne le permettait pas. Cette fois, elle profita, pour satisfaire sa colère, de l'émotion causée par le criminel incendie du Saint-Esprit, qui faillit coûter la vie au Prince français (4). Un préambule, écrit dans le même style que la proclamation du 11 juin, pré-

(1) Le Décret est publié dans la *Gazette de Madrid* du 8 juillet.

(2) Voir un « modèle des renseignements que l'on exige pour les purifications des employés civils » dans Miraflores, *Documentos...*, t. II, p. 296-299. Quelque temps après, le *Restaurador* (n° 35, 6 août) reprochait aux purificateurs d'être trop doux. Il leur recommandait, en particulier, de punir sévèrement les témoins qui ne diraient pas la vérité et qui se laisseraient attendrir par les fonctionnaires. Le même journal (n° 64, 9 septembre) recommandait aussi de procéder avec plus de discrétion. Il citait le cas d'un employé, demandant la purification, qui avait vu les rapports fournis sur son compte.

(3) Voir le texte du décret dans la *Gazette de Madrid* du 8 juillet 1823. Le décret contenait la liste des dépôts.

(4) V. plus loin, p. 103 seq.

cédait le texte du décret : « La Régence s'était proposé de tendre une main paternelle à ces hommes qui, sortis du chemin de la loyauté, avaient travaillé à détruire les droits de l'autel et du trône. » Malheureusement, ces coupables n'ayant pas renoncé à leurs projets criminels, la Régence se voyait dans l'obligation de prendre contre eux des mesures fortes. Suivait le décret, qui privait de leurs emplois, décorations et distinctions de toutes sortes, ceux qui, durant le régime constitutionnel, avaient été miliciens ou membres des Sociétés secrètes (1). Cette mesure, qui « n'atteignait pas moins de 150.000 personnes appartenant soit à la bourgeoisie, soit même aux classes supérieures et à la grandesse (2) », jeta l'émoi dans toute l'Espagne. A partir de sa publication, le ministre de l'Intérieur reçut quantité de requêtes demandant que le décret ne fût pas appliqué à leurs signataires (3). Le ministre Aznares, cependant, ne se déclara pas satisfait. Il prépara de nouvelles mesures plus sévères, consistant à exiler les Mili-ciens de Madrid à douze lieues au moins de cette ville (4). Il fut empêché de les mettre en vigueur par une protestation du Corps diplomatique (5).

La France se montra fort mécontente de la violente détermination de la Régence. Talaru fit à Saez quelques observations « en forme de conseils de l'intérêt » (6). Ces remontrances semblèrent trop douces à Chateaubriand, qui écrivit à son ambassadeur : « Nous sommes tous frappés ici de l'inconvenance de la mesure qui frappe 150 (?) familles espagnoles à peu près. Parlez fortement à la Régence, dites-lui qu'il n'y a rien de plus impolitique que des mesures qui envelop-

(1) Voir le texte du décret dans la *Gazette de Madrid* du 24 juillet 1823. La traduction française du décret fut envoyée par Talaru à Paris. (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 299 r. et v.)

(2) Vieil-Castel, *ouv. cit.*, t. XII, p. 570.

(3) Voir pap. de pol. juillet et août.

(4) et (5) Dépêche Talaru, 7 août. — Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 60 r.

(6) Dépêche de Talaru, 25 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 315 v.-316 r.

pent des classes entières dans une espèce de proscription. Je n'hésite pas à considérer le décret de la Régence sur la milice comme un acte funeste. Le général Pozzo est dans cette opinion, et il en écrit à M. de Bulgari. Avisez entre vous ce que vous pouvez faire pour que la Régence ou rappelle ou modifie son arrêté (1). » Le 2 août, Chateaubriand revenait encore sur cette affaire : « ... insistez sur le rappel du décret contre les miliciens (2) » ; et dans une autre lettre du même jour il disait à M. de Talaru : « Sa Majesté a vu avec peine cette mesure qu'elle est loin d'approuver..... Le Roi m'ordonne, Monsieur l'Ambassadeur, de vous charger de faire envisager à la Régence les inconvénients du décret qu'elle vient de publier et de l'engager fortement à chercher un moyen de les prévenir ». Après avoir indiqué divers moyens d'adoucir ce décret, Chateaubriand ajoutait : « Mais ce qui vaudrait encore mieux, ce serait le rappel complet de cette mesure (3). »

Tandis que M. de Talaru et le gouvernement français s'efforçaient de faire rapporter cette décision, la *Gazette de Madrid* publiait, le 29 juillet, un article qui, rappelant « la main paternelle de la régence » et la mauvaise foi des miliciens, célébrait l'à-propos de ce décret.

III. — Ces quatre décrets ne restèrent pas lettre morte. Le Gouvernement mit tous ses soins à les faire strictement appliquer. De plus, dans sa croisade anti-libérale, il fut secondé par le nouveau surintendant de police, Julián Cid, homme ambitieux, jaloux de son autorité, et animé d'un furieux esprit de réaction, bien différent de son prédécesseur, B. Arias de Prada, dont R. de Caux avait célébré la modération (4).

(1) Lettre de Chateaubriand à M. de Talaru, 31 juillet 1823. *Congr. de Vér.*, éd. cit., p. 271. C'est par erreur que Chateaubriand parle de 150 familles. Cf. Vieil-Castel, ouv. cit. plus haut, p. 65.

(2) Idem, 2 août. *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 272.

(3) Lettre de Chateaubriand à M. de Talaru, 2 août. Arch. Aff. Etr. Corr. Pol. Esp. 723, p. 10 r. et 11 v.

(4) Voir plus haut, p. 52.

En exécution du décret du 23 juin, Cid, le 10 juillet, mit l'embargo sur un berline appartenant au général Plasencia, partisan de la Constitution (1). Le 6 août, il adressa au Ministre de l'Intérieur la liste des biens qu'il avait fait saisir et déposer à la surintendance de police. Il faisait remarquer, en même temps, que puisque ces objets « appartenaient à des personnes très criminelles, il convenait de les mettre en vente (2) ». Aznares, cette fois encore, repoussa la proposition de Cid, et il ordonna d'indiquer sur chaque objet le nom de son propriétaire (3). Le 19 août, le Corregidor essaya, mais en vain, de mettre sous séquestre la maison de la veuve du général Ferrer (4). Bientôt, cependant, les mesures du 23 juin parurent trop douces au Gouvernement, qui voulut consacrer toutes ses forces à poursuivre directement les libéraux eux-mêmes. Le 23 août, désireuse d'atteindre les personnes suspectes et de connaître toutes les sociétés secrètes afin d'arriver à « leur extermination et leur destruction », la Régence envoya l'ordre au Surintendant d'employer ses agents exclusivement à la surveillance des individus et de ne plus confisquer les biens de ceux qui avaient suivi le gouvernement révolutionnaire (5).

Dans l'application du décret qui réglementait la circulation en Espagne, le ministre Aznares donna l'exemple de la sévérité à ses subordonnés. Il rejeta presque toujours les très nombreuses demandes qu'on lui adressa pour solliciter l'autorisation de venir à Madrid. En particulier, les Espagnols qui étaient partis pour Séville avec le Gouvernement ne furent qu'exceptionnellement autorisés à retourner dans la capitale. Afin de rendre plus strict le décret du 30 juin, le ministre de l'Intérieur donna le 12 juillet, au délégué royal d'Andalousie, l'or-

(1) Rapport du Surintendant de police, 10 juillet (pap. pol. juillet).

(2) « Pertenecen a personas tan criminales, sería muy conveniente ponerlos en venta. » Rapport du Surintendant de police, 6 août (pap. pol. août).

(3) Décision du Ministre de l'Intérieur, en marge de la lettre précédente.

(4) Rapport du Corregidor, 19 août. Voir plus loin, p. 102.

(5) Ordre de la Régence, 23 août. La minute se trouve dans pap. pol. août.

dre de refuser des passeports aux personnes qui « firent partie du convoi qui emmena violemment le Roi Notre Seigneur de Madrid à Séville (1) ». Quelques jours plus tard, la Régence enjoignit aux commissaires des dépôts de surveillance de Val-depeñas et de Talavera d'arrêter toute personne, touchée par le décret du 30 juin ou les mesures postérieures, qui se rendrait à Madrid, venant d'Andalousie, « quelle que fût sa classe sociale, et même si elle présentait un passeport (2) ». C'est ainsi que l'Ingénieur des Ponts et Chaussées, le « professeur scientifique », J. A. Larramendi, sollicita en vain, à plusieurs reprises, la permission de regagner son domicile. Il assura que depuis trente ans il ne s'était occupé que de ses études, sans jamais se mêler de politique; qu'il avait employé tous ses efforts à constituer « une bibliothèque, une collection de mémoires, de manuscrits et d'instruments ». Il fit remarquer l'intérêt, même national, qu'il y aurait à lui permettre de retourner à Madrid pour surveiller ses collections. Rien n'y fit. Aznares décida que Larramendi devrait plus tard renouveler sa demande (3). Un employé des finances contraint par son chef de suivre le gouvernement à Séville, laissa à Madrid, dans la gêne, sa nombreuse famille. Il sollicita l'autorisation de la rejoindre. On la lui refusa (4). On pourrait citer beaucoup d'exemples analogues (5). Qu'il suffise de rappeler que le 12 août la Régence adressa aux fonctionnaires de police l'ordre

(1) Ordre du 12 juillet (pap. pol. juillet)... : « a los que salieron con el convoy en que iba desde esta Corte a esa ciudad conducido violentamente el rey N. S. »

(2) « Toda persona que viaje desde Andalucía para la Corte sea de la clase que fuere y aún cuando presente pasaporte... se la detendrá siempre que se pueda averiguar que se halla comprendida en el decreto de 30 de Junio último o en las disposiciones acordadas posteriormente. » Note du 1^{er} août (pap. pol. août).

(3) Demande de Larramendi, 3 août, de la femme de Larramendi, 19 août. Décision d'Aznare, 23 août (pap. pol. août). Nouvelle demande de Larramendi, 27 août. Décision d'Aznare, 1^{er} sept. (pap. pol. sept.).

(4) Décision du 31 juillet (pap. pol. août).

(5) On peut dire qu'il ne se passa pas de jour sans que le Ministère de l'Intérieur ne reçût de requêtes de ce genre. (V. pap. pol. juillet et août.)

de laisser passer quatre employés de la Monnaie qui ramenaient à Madrid leurs machines (1). Le caractère officiel de ce convoi n'aurait pas suffi à désarmer le terrible commissaire de Valdepeñas, qui exécutait si consciencieusement toutes les instructions reçues.

Il n'appartenait pas aux services de police de faire appliquer le décret relatif aux employés, ni celui contre les miliciens volontaires : c'était affaire à la Junte de purification et aux Ministres de remettre les gens en fonction ou de les destituer. Pourtant la Régence voulut que le Surintendant pût légalement s'attaquer aux miliciens. Le 21 juillet, elle lui donna l'ordre de les rechercher avec soin (ainsi d'ailleurs que les prêtres sécularisés et les ecclésiastiques n'ayant pas de résidence fixe à Madrid) et de les expulser de la capitale (2). Cid s'empressa de mettre en pratique ces instructions, et il pourchassa en même temps les personnes visées par le décret du 30 juin sur la circulation. Contre les uns et contre les autres, ennemis redoutables à ses yeux, il décréta l'emprisonnement et ordonna l'exil. Les arrestations devinrent si nombreuses qu'il fallut songer à aménager une nouvelle prison : Cid fit part de cette nécessité à la Régence. Celle-ci ordonna de transformer en maison de réclusion la demeure de l'illustre chef libéral, le comte de Toreno (3). Grâce à la liste des personnes arrêtées, que le Surintendant adressait chaque jour au Ministre Aznares, on se rend compte que l'on n'emprisonnait guère que pour des motifs politiques. Relevons, à titre d'exemples, que le 24 juillet on arrêta un homme « aux idées révolutionnaires », qui « proféra des injures contre la personne sacrée du Roi » ; deux anciens miliciens ; l'ancien maire de Burgo de Osma qui « avait entretenu une correspondance avec le géné-

(1) Ordre du 12 août envoyé à Valdepeñas (pap. pol. août).

(2) Ordre du 21 juillet (pap. pol. juillet). Dans un délai de deux jours, les personnes visées par cet ordre devaient quitter Madrid pour leur lieu de naissance. Passé ce délai, elles y seraient conduites sous bonne escorte.

(3) Rapport du surintendant de police, 22 juillet. Décision de la Régence 4 août (pap. pol. août).

ral révolutionnaire R. Riego »; le 3 août, un individu possédant un mouchoir où était écrit : « Vive la Constitution »; le 6 août, dans une maison de la rue de la Montera, un groupe de miliciens qui se réunissaient pour jouer chez un ancien officier; le 8 août, un certain Pedro Nolasco qui voyageait sans passeport (1).

Le caractère arbitraire de ces arrestations inquiéta parfois le gouvernement et la Sala de Alcaldes. Le 28 juillet, le ministre de l'Intérieur transmet au Surintendant quelques observations de la Régence qui prescrivait de « n'ordonner d'emprisonnements que s'il y avait des raisons suffisantes pour infliger un châtement »; on remarquait en effet que « beaucoup de prisonniers étaient, quelques jours après leur arrestation, remis en liberté, et même laissés à Madrid (2) ». Cid ne dut pas tenir compte de ces indications, puisque le 8 août il fallut les lui répéter (3). De son côté, la Sala de Alcaldes reprocha au Surintendant les nombreuses arrestations qu'il ordonnait, simplement parce que l'inculpé « avait paru suspect, ou exalté, ou avait été milicien ». Et le tribunal ajoutait judicieusement : « Le public, voyant un si grand nombre d'arrestations journalières, estime qu'elles n'ont pas été ordonnées sans raison et par conséquent que le tribunal, en relâchant les accusés fait preuve de faiblesse ou de déférence vis-à-vis des partisans du système constitutionnel (4) ».

Dans les expulsions de suspects qu'il ordonna, le Surinten-

(1) Voir les rapports de police des jours indiqués (pap. pol. juillet et août).

(2) Note de Aznares en marge du rapport du Surintendant de police du 28 juillet (pap. pol. août).

(3) « Enterada la Regencia, y quiere que no se multipliquen las prisiones sin motivos y antecedentes que deban exigir la imposición de pena corporal. » (Note de Aznares en marge du rapport du Surintendant de police du 8 août) (pap. pol. août).

(4) « ... el público al ver tanto número de arrestos diarios juzga que no se han verificado sin motivo, y, como consecuencia, que el tribunal, en la soltura que se ve obligado a decretar, procede con blandura o tal vez deferencia hacia los partidarios del sistema constitucional ». (Lettre du Ministre de Grâce et Justice au Ministre de l'Intérieur, 16 août 1823).

dant témoigna de la même sévérité. Dès le 24 juillet, il écrivit à Aznares que, se conformant à l'ordre de la Régence du 21 courant, il « avait délivré des passeports à un grand nombre de personnes qui quittaient Madrid pour leur lieu d'origine » (1). Le 3 août, il publia une ordonnance expulsant de Madrid tous les fonctionnaires du gouvernement constitutionnel qui étaient venus s'y réfugier. Un article spécial interdisait aux médecins de délivrer des certificats constatant que les suspects ne pouvaient quitter la capitale (2). Au reste, l'examen des listes d'expulsion que Cid envoyait au ministre de l'Intérieur révèle que tout bannissement châtiât des opinions politiques suspectes. Dans la liste, expédiée le 8 août à Aznares, on relève le nom d'un individu dont le crime est d'avoir été appelé « nègre », celui d'un autre dont le père a proféré des paroles injurieuses contre le roi, celui d'un autre qui a annoncé le rétablissement prochain du régime constitutionnel (3).

Telles furent les conséquences de l'attentat de Séville, attentat bouffon plutôt que criminel et qui s'explique par les circonstances, mais dont le parti de la Contre-Révolution exagéra l'horreur afin de justifier les mesures d'exception qu'il édicta (4). Ces mesures furent appliquées par des fonctionnai-

(1) Rapport du Surintendant de police, 24 juillet (pap. pol. juillet) : « He expedido pasaportes a un crecido número de personas, que salen de esta capital para los pueblos de su naturaleza. »

(2) Le commentaire ajouté au texte de l'ordonnance est fort amusant : « L'expérience nous enseigne que dans l'ordre physique certains éléments séparés ne causent aucun dommage ; mais si on les réunit, ils fermentent, et produisent des explosions qui entraînent dans leur violence et convertissent en ruines tout ce qu'ils rencontrent devant eux, de même dans l'ordre moral... » (*Gazette de Madrid*, 7 août.)

(3) (Pap. pol. août) Jusqu'à la fin de septembre, on expulsa les suspects de Madrid. La liste correspondante à la semaine du 14 au 20 septembre contient 17 noms ; celle du 21 au 27 septembre, 30 (pap. pol. septembre).

(4) *El Realista*, dans le n° 22, du 27 juillet, rappelle un article du *Journal des Débats* sur la déposition du roi. Les *Débats* relevaient aussi le caractère bouffon de l'acte du 11 juin. L'auteur de la *Historia de la vida y reinado de Fernando VII*, au contraire, n'a pas assez d'éloges pour la

res fanatiques, dont le zèle et l'arbitraire nous paraissent excessifs. Mais la masse de la nation, aveuglée par la passion politique, n'en était point indignée. Si nous en croyons notre ambassadeur, l'opinion publique demandait chaque jour plus de sévérité contre les libéraux. Rapportant les conversations qu'il eut avec Saez au sujet du décret sur les miliciens, Talaru écrivait en effet à Chateaubriand : « Il m'a répondu qu'ils avaient été obligés de le rendre pour satisfaire à l'opinion publique (1). » Dans sa dépêche du 30 juillet, il ajoutait : « Récemment encore l'évêque d'Osma disait : « C'est une nécessité pour nous de satisfaire le peuple par qui nous existons en ce moment (2). » Le même jour, il rappelait « l'espèce de dépendance dans laquelle l'administration royaliste se trouve en ce moment-ci à l'égard des passions et des volontés populaires (3) ».

Quel était donc l'état d'esprit de la masse royaliste, et dans quelle mesure l'attentat de Séville avait-il exaspéré sa fureur?

décision du 11 juin. On déposa le roi, on ne porta pas atteinte à ses jours. « Le trône, dit-il, perdit un rayon de sa splendeur, mais celui qui l'occupait ne perdit pas une goutte de sang » (ouv. cit., III, p. 108).

(1) Dépêche du 25 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 315 v.-316 r.

(2) et (3) Dépêche du 30 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 355 r.

CHAPITRE IV

De l'attentat de Séville à l'ordonnance d'Andujar. La fureur populaire

- I. Conséquences de l'attentat du 11 juin. Troubles de Séville et de Madrid. Emprisonnements de Burgos, Valladolid, Ségovie, etc...
- II. La discipline des désordres. Le clergé. Les journaux absolutistes : *El defensor del Rey*, *El Restaurador*.
- III. Excès des Constitutionnels et des Royalistes.

L'attentat du 11 juin ne servit pas seulement de prétexte à la Régence pour prendre contre les Constitutionnels les plus sévères mesures. Il remua profondément aussi les fureurs de la masse et fit éclater dans tout le pays de violents désordres. Facilement exploité par les directeurs de l'opinion, le clergé et les journalistes, qui en exagérèrent les conséquences, le crime de lèse-majesté transforma, selon l'expression d'un historien espagnol, « les modérés en Royalistes et les Royalistes en féroces énerguemènes » (1).

Les libéraux, de leur côté, se livrèrent à des excès que leurs adversaires eurent à cœur de châtier cruellement et, par un

(1) Rico y Amat, *Historia política y parlamentaria*, ouv. cit., II, p. 234. — Disons en passant que les Grands d'Espagne français chargèrent le Duc de Doudeauville d'exprimer à la Régence l'indignation que leur causa l'attentat de Séville. Mais le gouvernement espagnol tarda longtemps à remercier le Duc de Doudeauville. Il ne le fit qu'à la suite d'une démarche de l'ambassadeur San Carlos, transmettant une protestation du Duc de Doudeauville contre ce silence prolongé (12 août). Voir plus haut, page 6, note 1.

mouvement naturel d'action et de réaction, pendant cette période les violences engendrèrent les violences et la haine s'accrut de tous les nouveaux crimes. De toute la Régence, c'est l'époque la plus troublée, la plus sanglante.

I. — Séville donna le signal de l'émeute, aussitôt l'attentat consommé. Le 12 juin, dans la soirée, à peine le Roi, le Gouvernement et leur escorte avaient-ils quitté la ville, que la plèbe, dirigée par des personnages de marque et des ecclésiastiques (1), se répandit dans toute la ville, en poussant des cris menaçants. Les habitants du faubourg de Triana, toujours prêts à l'émeute, se ruèrent contre les bateaux en partance pour Cadix, où l'on avait chargé les bagages des Députés, les papiers officiels des Cortes, des Ministères et des principales administrations. Tout fut détruit, jeté à l'eau ou volé. Le bibliothécaire des Cortes, D. Bartolomé José Gallardo et le naturaliste Lagasca perdirent ce jour-là bon nombre de leurs manuscrits. Ayant tiré cette première vengeance des députés et du Gouvernement, les « Royalistes » coururent briser la plaque de la Constitution, saccager la salle des séances des Cortes, et le café du Turc où se réunissait la société patriotique. De nombreuses maisons particulières, appartenant à des « noirs », furent aussi pillées par la foule exaspérée. Mais un événement tragique mit fin à ces désordres : Tandis que les émeutiers essayaient de prendre des armes dans la Maison de l'Inquisition, transformée en arsenal, une explosion détruisit l'immeuble et causa la mort d'une centaine de personnes (2).

(1) Alcalá Galiano, *Historia de España*, ouv. cit., t. VII, p. 240 : « La plebe acompañada ó azuzada por algunos de superior esfera y por el clero... »

(2) Sur les troubles de Séville, voir la *Gazette de Madrid*, 8 juillet. On y trouve le récit détaillé des événements soi-disant fait par un député qui n'a pas voulu suivre les Cortes à Cadix. Voir aussi Alcalá Galiano, *ouv. cit.*, VII, p. 240 ; Fernández de los Rios, *ouv. cit.*, I, p. 146 ; Rico y Amat, *ouv. cit.*, II, p. 237 ; Copons y Navía, *ouv. cit.*, p. 152 et suiv. ; P. Sáinz, *Bartolomé José Gallardo* (Revue hispanique, 1921) ; Lesur, *ouv. cit.*, p. 412 ; Vieil-Castel, *ouv. cit.*, XII, p. 565-566.

Au reste, le 16 juin, le général constitutionnel López Baños pénétra dans la ville après un combat assez vif. Il rétablit le calme durant les deux jours que dura son occupation. L'armée française qui arriva le 21 juin à Séville continua à assurer la tranquillité générale (1).

Dès que le crime du 11 juin fut connu à Madrid, la paix publique fut sérieusement troublée pendant plusieurs jours et l'on put redouter quelque catastrophe. Déjà, à chaque annonce de la mise en liberté de Ferdinand VII, le peuple de Madrid s'était livré à de bruyantes manifestations. Mais, après le 15 juin, ces démonstrations furent beaucoup plus inquiétantes. Les nouvelles de Séville « ont produit, écrit de Caux, la plus forte sensation. Il me revient qu'on est généralement indigné de la conduite des Cortes et des militaires et on s'exhale en plaintes contre le Conseil d'État dont plusieurs membres, prétend-on, se sont absentés, abandonnant le Roi à la merci de ses geôliers (2) ». Des troubles se produisirent le 18 au soir; l'effervescence fut si grande que « pendant toute la nuit, les Alcaldes firent des rondes avec des bourgeois (3) ». Le 20, les troubles se renouvelèrent. Ce jour-là, une patrouille française avait arrêté un soldat de la division Quesada, « qui causait du désordre et insultait les noirs ». La foule, très irritée, se massa à la Puerta del Sol. Devant son attitude, le Surintendant de police comprit qu'il fallait obtenir la mise en liberté du militaire. Il se rendit donc chez le Commandant français. Bien que cet officier fût absent, la démarche calma les manifestants, qui commencèrent à se retirer. Mais, soudain, un individu vêtu d'un uniforme de lieutenant-colonel, s'approcha du Surintendant et lui demanda brutalement de

(1) La lettre publiée dans la *Gazette* du 8 juil. compare l'état de Séville durant l'occupation de López Baños et durant celle des Français : « interín estuvo aquí aquel, parecía la ciudad de día y de noche un cementerio; no puede imaginarse una más espantosa soledad; las ruínas de Itálica no son tan tristes. Pero hoy todo vive, todo se mueve, todo rebosa alegría y confianza. »

(2) Dépêche de Caux, 18 juin. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722.

(3) Dépêche de Caux, 20 juin. Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 102 v.

délivrer le soldat arrêté. « Le peuple le veut, disait-il, le peuple l'ordonne; il faut le faire. » Benito Arias repoussa comme il put le lieutenant-colonel, et ordonna à la troupe de refouler les manifestants qui, de nouveau, paraissaient fort surexcités. Le soir, à dix heures, le calme régnait à la Puerta del Sol (1). La Régence, fort inquiète, demanda au Surintendant de « faire sortir immédiatement des rondes pour tranquiliser le peuple », et de « rendre compte d'heure en heure de ce qui pourrait arriver de nouveau (2) ». Il ne se produisit qu'un seul incident. L'Alcalde de San Justo fut rossé, au moment où, avec sa ronde, il voulait dissoudre un attroupeement dans la Calle Mayor (3). La Municipalité de Madrid fut très émue par ces agitations populaires; elle proposa au Gouvernement les deux moyens suivants pour rétablir l'ordre dans la capitale : Prendre comme otages les parents des députés qui avaient décidé « l'emprisonnement du Roi »; confisquer leurs biens qui seraient gérés par l'Administration des Finances (4). R. de Caux rendit compte de ces désordres à Chateaubriand : « Hier au soir, écrivait-il, il s'est formé des attroupeements de quelques centaines d'hommes criant qu'il fallait mettre en prison tous les libéraux pour servir d'otages à la vie du Roi, arrêter tous les membres de la municipalité constitutionnelle, et fermer les portes de Madrid (5). » On distinguait... « au milieu des cris royalistes » des « provocations au pillage (6) ». Caux jugeait que la situation était très délicate.

Les Royalistes de province, après l'attentat du 11 juin, ne

(1) Rapport du Surintendant de police, 20 juin 1823 (pap. pol. juin).

(2) Note du Ministre de l'Intérieur au Surintendant de police, 20 juin (pap. pol. juin).

(3) Rapport du Surintendant de police, 21 juin, 1 h. du matin (pap. pol. juin).

(4) Lettre de la Municipalité à la Régence, 21 juin (pap. pol. juin). Nous savons que le Duc d'Angoulême s'opposa à ces arrestations, et que les biens des personnes qui étaient parties pour Séville furent mis sous séquestre (décret du 23 juin). Cf. chapitre antérieur.

(5) Dépêche de Caux, 21 juin, Arch. Aff. Étr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 104 r. et v.

(6) Dépêche de Caux, 21 juin. Arch. Aff. Étr., Corr. pol. Esp. 722, p. 105.

se montrèrent pas aussi modérés que l'avaient été ceux de Madrid. Dans plusieurs villes, leur vengeance fut cruelle : généralement ils emprisonnèrent en masse les libéraux. A Burgos, ardent foyer de réaction, la proclamation de la Régence arriva le 25 juin. Le Corregidor, en la lisant, fut rempli de « douleur et d'indignation contre les ennemis de Ferdinand le bien-aimé ». Convaincu qu'elle produirait de semblables effets chez tous les bons Espagnols, il crut « prudent et d'une absolue nécessité de prendre sans retard quelques mesures, afin d'adoucir la grande peine et l'indignation des loyaux habitants de cette ville, de conserver leur confiance et leur respect à l'égard des Autorités, d'éviter les maux qui suivraient un désordre populaire ». Le Corregidor réunit donc le Conseil Municipal. A la séance, assistèrent le Commandant Général de la province et l'Alcalde Mayor de la ville. D'un commun accord, on décida « d'arrêter toutes les personnes réputées comme étant les plus détestées du peuple ; les plus exaltées seraient enfermées dans la prison, celles qui l'étaient moins dans le collège Saint-Nicolas. Leur garde serait confiée à des volontaires royalistes ». Dans la nuit même du 25, il fut procédé à toutes ces arrestations par les alcaldes de quartier, secondés par les volontaires royalistes, les alguazils et quelques honorables habitants. La mesure du Corregidor fut très favorablement accueillie par la population de Burgos. Le 26, quand la proclamation de la Régence fut affichée, l'ordre ne fut pas troublé : les Royalistes étaient vengés par avance (1).

A Valladolid, on arrêta également tous les partisans du régime constitutionnel. Le 23 juin, dès que l'on connut l'attentat, « on vit se peindre immédiatement sur le visage des habitants royalistes de cette très noble et fidèle ville la tristesse et l'abattement ». Les Vallisoletanos, en effet, se représentaient « la peine et l'angoisse » qui devaient emplir les cœurs des malheureux souverains, condamnés à « la plus injuste et à la

(1) Rapport du Corregidor de Burgos, 28 juin (pap. pol. juin).

plus indigne des captivités ». Bientôt, ils « formèrent des groupes imposants » et tâchèrent de trouver un moyen pour intimider les « infâmes libéraux » de la ville, et par contre-coup « leurs infâmes frères en idées, les Députés volontaires nationaux et autres libéraux de Cadix ». Ainsi la personne du Roi serait respectée. Ils demandèrent aux autorités d'arrêter les anciens miliciens, les membres de la Société patriotique, et tous les partisans de la Constitution que l'on garderait comme otages jusqu'au retour, à Madrid, du Roi et de la famille royale. De nombreuses délégations se présentèrent au Corregidor : toutes l'informèrent que le peuple procéderait lui-même à ces arrestations, si les autorités n'osaient pas les ordonner. Les autorités de la ville se réunirent donc le 24, chez le Capitaine Général. Pendant qu'elles conféraient sur les mesures à prendre, des groupes de royalistes se formèrent sur la place de la Capitainerie et de temps en temps « renouvelèrent leur demande ». L'arrestation de tous les libéraux fut décidée. Les prisonniers seraient enfermés dans le « somptueux édifice de l'Ancien Grand Collège de Sainte-Croix ». Comme il y avait plus de deux cents personnes à emprisonner, la troupe se chargea des militaires suspects, tandis que les civils furent arrêtés par la police. Tout se passa dans le plus grand ordre (1), affirma le Corregidor à la Régence (2).

(1) On ne procéda pas aux arrestations avec les ménagements indiqués par le Corregidor. Dans la *Historia de la muy noble y leal ciudad de Valladolid*, de Matías Sangrador Vitores, Valladolid, 1851, on lit : « ... des royalistes acharnés s'emparèrent violemment et arbitrairement des libéraux qui furent enfermés, au milieu d'insultes et de terribles menaces, dans le collège de Sainte-Croix » (I, p. 582).

(2) Rapport du Corregidor à la Régence, 29 juin (pap. pol. juil.). Dans le n° 1 du *Restaurador*, on lit le récit suivant des troubles de Valladolid : « Valladolid, 25 juin : Ayer a consecuencia de las noticias que se recibieron sobre el nombramiento de la Regencia en Sevilla y translación del Rey N. S. a Cadiz, se reunió el pueblo en la plaza pidiendo se pusieran en rehenes todas las personas notadas de afectas al sistema constitucional, afin de que se garantizase la Real persona... Son las cinco de la tarde y pasan de 250 las personas que se hallan reclusas con este motivo en el magnífico colegio de S^a Cruz. » Dans une lettre du 29 juillet, le Consul

A Ségovie, les arrestations se multiplièrent dès que l'on connut l'attentat de Séville. Le 21 juin, le Corregidor avertit le Ministre de Grâce et de Justice qu'il retiendrait quinze personnes dans l'Alcázar royal, la tranquillité publique pouvant être troublée du fait de leur présence (1). La population, en effet, avait été indignée en apprenant que « l'on avait conduit le souverain à Cadix et dépossédé le Roi de son trône (2) ». Le Corregidor déclinait toute responsabilité si on l'obligeait à remettre en liberté les prisonniers. Parmi les suspects de Ségovie, se trouvait la marquise de Quintanar. On n'avait pas osé l'enfermer à l'Alcázar, mais elle était gardée à vue dans sa maison. Son mari demanda à trois reprises différentes qu'elle ne fût plus soumise à la surveillance des Autorités. La première fois, il évoqua une raison de santé : la marquise avait souffert d'une maladie de foie qui excitait « les passions les plus violentes de l'âme ». Ainsi s'expliquait l'enthousiasme de sa femme pour le régime constitutionnel. Dans les deux autres requêtes, il prenait violemment à partie le Corregidor qui n'observait pas les règles de la justice, refusait d'entendre les accusés, et n'avait d'autre loi que l'arbitraire. Le 9 août, enfin, Aznares permit à la marquise de quitter Ségovie, mais le séjour de Madrid lui était interdit (3).

Le *Restaurador* du 1^{er} juillet annonça que des emprisonnements semblables à ceux de Valladolid, ordonnés par le peuple, avaient eu lieu à Palencia, à Avila et dans d'autres villes de Castille (4). A Cuenca, « les prisons étaient encombrées d'une foule de personnes arrêtées par Bessières, particulièrement parmi celles qui sont en état de payer de grosses amen-

de France à Bilbao écrivait à de Talaru : « Valladolid a eu jusqu'à 415 prisonniers au Collège de S^{ta} Cruz. Il y en a encore 43 » (Arch. Aff. Ét., Corr. Pol. Esp. 712, p. 349 v.).

(1) Rapport du Corregidor, 21 juin (pap. pol. août).

(2) Rapport du Corregidor, 29 juillet (pap. pol. août).

(3) Les demandes du Marquis de Quintanar sont respectivement datées du 22 juillet, du 4 août et du 8 août (pap. pol. août).

(4) N° 1 du *Restaurador*.

des (1) ». Bref, on peut dire que dans toutes les régions de l'Espagne, non occupées par des bandes constitutionnelles, on se livra à des persécutions contre les libéraux. Certaines eurent un caractère plus comique que cruel. Dans plusieurs villes, on se contenta de promener les Constitutionnels, attachés sur des ânes, et de les conduire sur la place publique. Là, on les fouettait préalablement, puis on leur administrait une bonne dose de noix vomique de façon à leur faire rendre la Constitution; ou bien on leur introduisait de grosses noix dans le gosier « pour leur faire avaler l'absolutisme (2) ».

II. — Les troubles causés par l'attentat du 11 juin furent d'origine populaire. C'est sous la menace de la foule que les Autorités, sans d'ailleurs se faire prier, décidèrent les proscriptions des libéraux. Mais parfois les Royalistes se vengèrent eux-mêmes. Ces mouvements ne furent pas toujours aussi « spontanés » qu'on pourrait le croire : des ennemis bien organisés du régime représentatif travaillèrent à les provoquer, à les diriger, à les discipliner. Et tout d'abord les ecclésiastiques. Le clergé était le seul corps espagnol qui eût conservé quelque cohésion au milieu des premiers troubles du XIX^e siècle. Dans l'anarchie générale, née des guerres et des révolutions, bien que de nombreux prêtres et de nombreux moines aient renoncé à l'Église pendant les deux périodes constitutionnelles, il formait, malgré tout, la vraie force de résistance aux « nouveautés politiques ». Dès leur arrivée en Espagne, les Français l'avaient parfaitement compris. Au moment de constituer le Gouvernement provisoire pendant la captivité de Ferdinand, R. de Caux accepta avec empressement la candidature de l'Évêque d'Osma « à cause du grand poids que nous donnait un prélat (3) ». De même dans une dépêche

(1) Rapport politique du 17 juillet (Arch. Aff. Étr., Corr. pol. Esp. 722, p. 244).

(2) Fernández de los Ríos, *Estudio histórico de las luchas políticas en la España del siglo XIX*, ouv. cit., I, p. 155.

(3) Dépêche de R. de Caux, 20 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 320.

postérieure, relative à la même affaire, il écrivit à Chateaubriand : « Plus nous avançons en Espagne, plus tous les gens qui réfléchissent se pénètrent de la nécessité d'attacher à notre intérêt le clergé, seule puissance restée debout au milieu de tant de ruines (1). » La Régence, de son côté, ne se fit pas faute de s'appuyer sur cette puissance qu'elle considérait comme « son seul véritable auxiliaire (2) » et qui la seconda parfaitement dans son œuvre de contre-révolution.

Le clergé bien souvent renseigna la police sur les suspects. Ainsi le Prieur du couvent de S^{to} Domingo de las Caldas, près de Santander, fit savoir qu'un jeune homme, sollicitant un emploi de la Régence, avait été un des constitutionnels les plus acharnés et avait même fait arrêter de purs royalistes (3). Le lendemain de l'incendie de l'église du Saint-Esprit à Madrid, arrivèrent dans le petit village de Serranillo deux libéraux venant de la capitale. Immédiatement le curé du lieu en prévint le Ministre de l'Intérieur (4). Au début du mois d'août, un prêtre de Quintanar de la Orden se présenta au Surintendant de police et lui promit de lui livrer les noms de ses compatriotes affiliés à des sociétés secrètes (5). Le clergé joua un rôle plus important encore : il entretint dans l'âme des Espagnols l'horreur du libéralisme et la fidélité aux traditions politiques et religieuses. « Sa voix dirigea le peuple et l'enflamma (6). » Le Gouvernement voulait-il adopter certaines mesures violentes ? Il sollicitait le concours des prêtres et des moines qui « préparaient l'opinion publique », afin qu'elles soient accueillies avec enthousiasme (7). Loin d'apai-

(1) Dépêche de R. de Caux, 22 mai. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 721, p. 328 v.

(2) Dépêche de Talaru, 19 juil. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 243 r.

(3) Note ajoutée à la demande de D. J. Antonio de Obregón (12 mai) (pap. pol. août).

(4) Résumé seulement de la lettre du curé, 1^{er} août (pap. pol. août).

(5) Rapport du Surintendant de police, 7 août (pap. pol. août).

(6) Dépêche de Talaru, 18 juil. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 258 v.

(7) Dépêche de Talaru, 19 juil. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 243 r.

ser le pays déchiré par la guerre civile, les prêtres, dans leurs sermons, laissèrent souvent entendre des paroles de haine contre les Constitutionnels. Le 18 juillet, Talaru écrivait à Chateaubriand : « On emprisonne, on pille, on assassine même, à ce que l'on prétend, encouragé par ce qu'on dit en chaire : « qu'il faut écraser les *Negros* et même leurs enfants à la mamelle (1) ». Le 22 juillet, il parlait encore de ces prédicateurs espagnols qui « tonnent en chaire contre les *Negros* et demandent leur extermination à un auditoire déjà tout ému d'indignation, qui pousse des cris et verse des larmes (2) ».

Mais les prêtres ne se contentèrent pas toujours de sermons. Il leur arriva, dans plusieurs villes, de se mettre à la tête des manifestations royalistes. A Séville, nous le savons, ils dirigèrent les bandes qui pillèrent les bateaux et les maisons des libéraux (3). A Cordoue, où l'on jeta dans un bassin quelques Constitutionnels, des moines assistèrent au bain forcé. Une gravure bien naïve, comme toutes celles d'ailleurs qui illustrent l'*Histoire pittoresque du Règne d'Isabelle II*, représente la scène : tandis que deux hommes portent dans leurs bras un individu à l'air égaré que l'on va jeter à l'eau, un gros frère lève sa main droite, en un grand geste bénisseur (4). Il faut rappeler, enfin, que le clergé groupa les bonnes volontés royalistes, dans les villages aussi bien que dans les villes, et rédigea, au nom des loyaux Espagnols, ces fameuses adresses envoyées à la Régence, qui la félicitaient et l'adjuraient de

(1) Dépêche de Talaru, 18 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 256 r. v.

(2) Dépêche de Talaru, 22 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 284 r. v. Dans ses *Apuntes...*, Miraflores écrit : « Les Ministres de Jésus-Christ, enfin, du haut de la chaire du Saint-Esprit, attisaient cette funeste discorde, et au lieu de prêcher la charité recommandée par l'Évangile, ils poussaient jusqu'à l'extermination et à la persécution. » Ouv. cit., p. 220. Duvergier de Hauranne (*Coup d'œil sur l'Espagne*, Paris, Baudouin, 1824) affirme qu'un prédicateur a dit : « L'odeur des cadavres est aujourd'hui une odeur de vie pour les hommes », p. 24 r.

(3) Voir plus haut, p. 74 et note 1 de la même page.

(4) *Historia Pintoresca del Reinado de Isabel II y de la guerra civil*, ouv. cit. (t. I, p. 145).

rétablir le Gouvernement absolu, sans oublier l'Inquisition (1).

L'action du clergé fut prolongée, peut-on dire, par celle de deux journaux ultra-royalistes, le *Defensor del Rey* et le *Restaurador*, qui comptaient comme principaux rédacteurs des ecclésiastiques. Le *Defensor del Rey* était sévillan. Il parut à partir du mois de juillet deux fois par semaine. Sa publication fut fortement encouragée par le Délégué royal de Séville, qui pouvait ainsi réaliser une partie de sa mission : à savoir, « détruire les pernicieuses doctrines que les ennemis de la religion et du trône avaient semées grâce à la liberté d'imprimerie (2) ». Il autorisa avec joie la publication du *Defensor*, et le soumit à la censure de « deux ecclésiastiques des plus appréciés pour leur talent littéraire, leur vertu et leurs bons principes (3) ». Ce journal, d'ailleurs, ne satisfait pas pleinement le Délégué; du moins lui reconnut-il l'avantage de « stimuler les gens à écrire dans le même sens (4) ».

Le *Defensor*, d'après un programme qui fut publié dans un prospectus, se proposait « d'éclairer l'opinion publique égarée par le machiavélisme et l'insurrection pendant plus de trois ans (5) ». Pour cela, il « rappellerait les faits les plus mémorables de l'époque révolutionnaire », comme le séjour de Ferdinand à Séville; il publierait des réflexions sur la « fausse politique du gouvernement constitutionnel »; sur l'attentat commis contre le Roi; sur la religion persécutée par les libéraux. Enfin, il reproduirait les bulletins et les proclamations de l'armée française.

Le premier numéro, dont le Délégué de Séville envoya un exemplaire à la Régence, contenait un long parallèle, pathétique comme un mauvais sermon, entre l'époque de l'absolutisme et celle du régime constitutionnel. En terminant, le Rédacteur rappelait la journée du 11 juin, le départ du Roi

(1) Voir plus haut, p. 36, 37 et note 1.

(2, 3 et 4) Rapport du délégué royal de Séville à la Régence, 9 juillet (pap. pol. août).

(5) Prospectus joint au rapport du délégué royal du 9 juillet (pap. pol. août).

pour Cadix, « quand le noir manteau de l'effroyable nuit allait couvrir la gaité des belles et fertiles campagnes », « au milieu du bruit du canon et de l'inférieure baïonnette (1) ». Dans les numéros suivants, le *Defensor* entreprit de prouver que la Constitution de 1812 était « nulle, fautive dans son principe, inexacte dans son plan et préjudiciable dans son application (2) ».

Le *Restaurador* parut à Madrid, à partir du 1^{er} juillet. Il était quotidien, avec un supplément le lundi, contenant les décrets et les actes officiels de la Régence. Rédigé par des ecclésiastiques, en particulier par le frère Manuel Martínez (3), il se donna pour mission de « rétablir les saines doctrines politiques religieuses, administratives (4) ».

Ce journal se composait de trois parties. La première était consacrée aux nouvelles de l'étranger; la deuxième à celles d'Espagne. La troisième comprenait un long article très violent sur des questions diverses, aussi bien sur les mauvais résultats que donnerait la charte en Espagne (5), que sur les désordres causés par les mauvais livres du XVIII^e siècle français (6), ou la nécessité d'une éducation publique religieuse (7). Le ton de ces articles était généralement celui de la prédication : Les auteurs citaient avec complaisance les saintes écritures usant comme elles d'images et de paraboles. Parfois, ils introduisaient quelque gaité dans la discussion de graves questions religieuses ou politiques, en faisant dialoguer divers personnages.

(1) 1^{er} numéro (pap. pol. août).

(2) N^o 18 : « Tenemos ya demostrado desde el n^o 8 al 15 y parte del 16 que la Constitución es nula absolutamente, falsa en su principio, inexacta en su plan, y perjudicial en su aplicación. » La collection du *Defensor* conservée à la Biblioteca Nacional de Madrid ne comprend que 18 numéros.

(3) Ce religieux fut récompensé plus tard par Ferdinand VII. Il fut nommé évêque de Malaga.

(4) Prospectus.

(5) N^o 41, 13 août, « La libertad de pensar ».

(6) N^o 28 et 29, 30 et 31 juillet, « Libros pésimos ».

(7) N^o 60, 4 septembre, « Discurso sobre la educación ».

Le *Restaurador* seconda fidèlement la Régence, quoiqu'il lui advint de critiquer sa trop grande modération (1). Sa publication ne fut pas interrompue au moment où Ferdinand quitta Cadix : elle continua jusqu'au 31 janvier 1824 (2).

Clergé et journaux, tels furent les vrais directeurs de la conscience publique. Leurs excitations provoquèrent et aggravèrent les troubles qui agitèrent tout le pays.

(1) Voir plus haut, p. 64 note 2, à propos des purifications.

(2) La collection de ce journal que conserve la *Biblioteca Nacional de Madrid* va jusqu'à cette date. — Dans sa dépêche du 25 juin, R. de Caux signalait les journaux existant à Madrid : il citait le *Journal de Madrid*, « le pendant des petites affiches » ; la *Gazette de Madrid*, « la seule qui porte des nouvelles officielles » ; le *Procureur du Roi* et le *Royaliste*. De ces deux derniers, Caux disait : « Je ne les ai pas trouvés dans une seule maison de Madrid. » (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 118 r.) — Nous avons parcouru les collections complètes du *Realista* et du *Procurador del Rey*, conservées à la Bibliothèque Nationale de Madrid, et qui se composent respectivement de 23 et de 28 numéros. Le *Realista* paraissait irrégulièrement : « saldrá sin época fija », lisait-on au début du 1^{er} numéro, daté du 23 mai. Il dura jusqu'au 30 juillet seulement. Le *Realista* fournit de nombreux renseignements sur la guerre, mais aussi sur les menus faits de la vie à Madrid, l'opéra, les promenades du Duc d'Angoulême, les revues des troupes, etc.

Le *Procurador general del Rey* parut irrégulièrement. Le 1^{er} numéro est daté du 22 mai 1822, le dernier du 26 novembre 1823. Il fut rédigé par un certain Luis de la Torre, « natural del departamento del Ferrol, a la edad de 25 años ». Les articles de fond, comme ceux du *Realista*, sont très violents contre les libéraux (voir en particulier ceux du 25 mars 1822 sur le départ de Ferdinand VII de Madrid ; du 24 juin, sur la déposition du roi). Ils occupent presque tout le journal, qui ne donne que de très rares nouvelles des événements journaliers.

Le *Journal de Madrid*, dont parle de Caux, doit être probablement *El Diario de la Capital*. Mais la collection de la Bibliothèque Nationale de Madrid ne se compose que de 45 numéros, le premier daté du 10 avril 1823, le dernier du 24 mai. Ce journal était constitutionnel, mais d'idées très modérées (voir l'éloge de la modération au n° 15). De plus, le n° 45 rendait compte de l'entrée des Français à Madrid et publiait une proclamation officielle du Corregidor : le journal acceptait donc le changement de régime. Pourtant le *Diario*, si l'on en croit l'auteur de *Madrid* (ouv. cit.), publia un article contre nos soldats (voir chapitre suivant). Le *Diario* comprenait un article politique, puis des nouvelles de l'Espagne et de l'étranger, et enfin, ce qui le distinguait des autres feuilles, de très nombreuses annonces (commerciales, littéraires, des théâtres et spectacles).

III. — Quand fut dissipée la première indignation causée par l'affaire de Séville, les partis opposés se firent une guerre aussi acharnée que par le passé. Aux persécutions dont ils avaient été les victimes, vers la fin juin, les Constitutionnels répondirent par des attentats d'autant plus violents, que leur cause était plus compromise. Les Valenciens décidèrent, au début de juillet, de déporter 89 royalistes. Au cours de la traversée, les prisonniers se soulevèrent et obligèrent l'équipage à les ramener à terre (1). Dans de petits villages, des habitants exaltés assassinèrent des partisans de l'absolutisme : à Rute, il y eut 4 tués (2); à Cabeza Mesada, un tué et 4 blessés (3). Un crime d'une sauvagerie féroce, commis à la Corogne dans la nuit du 23 au 24 juillet (4), coûta la vie à 51 royalistes que l'on gardait prisonniers dans le château de San Antón. Le soir du 23, sous prétexte de les transférer dans une autre prison, on les embarqua sur un bateau qui partit vers la haute mer. Après les avoir criblés de coups, on les jeta à l'eau. Tous périrent, et le lendemain la marée ramena quelques cadavres sur la plage de la Corogne. Si l'on en croit une lettre adressée à la Régence, le 17 septembre 1823, par un certain Juan José Reca-

(1) Communication faite de Valence le 5 juillet (*Gazette de Madrid* du 19 juillet). Un fait analogue se produisit quelque temps après. Le 19 août, 24 religieux furent embarqués à Alicante. Le patron reçut l'ordre de les jeter à la mer ou de les déposer dans une île déserte. Il les débarqua dans l'îlot de Moncolobrer. C'est là que les recueillit un bateau faisant voile vers Valence (*Gazette de Madrid*, 26 août). Lafuente, *Historia General de España* (t. 19, p. 78, note 1), dit que ces religieux furent ensuite envoyés à Oropesa.

(2) *Gazette de Madrid*, 12 juillet.

(3) *Restaurador*, 2 juillet.

(4) Cette date est donnée par La Fuente, *Historia de las Sociedades secretas*; par Modeste Lafuente, *Historia General de España*, ouv. cit., t. 19, p. 77; et par Lesur, *Ann. hist.* 1824, p. 809. Mais le journal le *Restaurador*, se trompant d'une semaine, place le crime de la Corogne le 30 juillet (n° 42 du 14 août). Talaru dans un Post-scriptum à sa dépêche du 13 août rend compte très succinctement de ces noyades. (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 105 v.) — Voir aussi sur cette affaire Rico y Amat, *Historia Política...*, ouv. cit., II, p. 238; Alcalá Galiano, *Historia...*, ouv. cit., VII, p. 247-8.

cho, « ... les 51 victimes périrent par ordre du Gouverneur de la place, Méndez Vigo (1) ».

Pour tâcher de comprendre ce crime, sans chercher à l'excuser, il faut songer à la situation très critique de la Corogne, assiégée par les Français ; à la fureur des habitants constitutionnels, abandonnés par le général Quesada, parti pour l'Angleterre, enfin à la menace d'un complot ourdi par les prisonniers et les Royalistes contre les libéraux, et qui devait éclater après la capitulation (2).

Les royalistes de la Corogne se plaignirent au Gouvernement de la lenteur avec laquelle il procédait dans cette affaire, et demandèrent le prompt châtiment des coupables. Ils lui signalèrent D. José Salelles comme étant le magistrat le plus qualifié pour terminer rapidement l'instruction (3). En novembre 1824, la sentence fut prononcée : des 25 accusés, 9 furent condamnés à être pendus, 7 envoyés aux galères, 9 furent remis en liberté (4).

Les partisans de l'absolutisme, de leur côté, continuèrent leur politique de violence. Ils surpassèrent les libéraux et se surpassèrent eux-mêmes. A Madrid, il est vrai, il n'y eut guère d'effusion de sang. Le 7 juillet pourtant, un libéral fut assassiné. « Un constitutionnel, qui avait invité plusieurs personnes à déjeuner, fut abordé le matin par un homme en ces termes : « C'est pour le 7 juillet que vous avez préparé cette « réjouissance ? — Je n'ai pas de compte à vous rendre. — « Pour que tu ne puisses célébrer cet anniversaire, tiens... », et

(1) ... « los cincuenta y uno que perecieron por orden del Gobernador que era de esta plaza Méndez Vigo » (pap. pol. juillet).

(2) Voir Lafuente, *Historia General...*, ouv. cit., t. 19, p. 78, note 1.

(3) Lettre de Juan José Recacho, déj. cit. (pap. pol. juillet), et réponse de la Régence 24 septembre (pap. pol. juillet).

(4) Lesur, *Annuaire Historique* 1824, p. 809. Lafuente, *Historia General de España* (t. 19, p. 78, n. 1), parle d'autres crimes commis par les constitutionnels — mais ils sont antérieurs à l'organisation de la Régence : tel l'assassinat de l'évêque de Vich qui eut lieu le 16 avril 1823 ; le meurtre de 22 habitants de Manresa (18 novembre 1822). Cf. aussi La Fuente, *Historia de las sociedades secretas*, ouv. cit., I, p. 410-11.

deux coups de poignard ont mis fin à l'existence du donneur de déjeuner (1). » Le 14, deux hommes furent assassinés dans la rue « à titre de constitutionnels (2) ». Le 3 août, les Royalistes madrilènes organisèrent une procession afin de demander à Dieu la liberté du Roi (3). Au moment où le cortège passa dans la rue San Bernardo, des troubles se produisirent : « Il n'y eut qu'un petit murmure de courte durée », assura le Surintendant de police. Au contraire, le Duc de Reggio fit remarquer à la Régence que la procession « fut l'occasion de graves désordres; des voies de fait eurent lieu; des coups de poignard furent donnés et plusieurs individus furent grièvement blessés (4) ». Le 9 août, le bruit circula, une fois de plus, que le Roi était délivré : un courrier français avait apporté au Duc de Reggio la bonne nouvelle. On craignit des troubles, et le Surintendant envoya des rondes dans tous les quartiers (5). Mais on nota simplement dans la rue plus d'animation que d'habitude : « les gens avaient l'allure rassurante » : il n'y eut que des insultes prodiguées à « ceux que l'on appelle communément des « noirs » (6), et l'invasion d'une boutique appartenant à un cordonnier libéral (7).

En province, les désordres furent plus graves, parfois sanglants. Aux portes de Madrid, dans la petite ville de Getafe, le 20 juillet à 11 h. 1/2 du soir, éclata un grand tumulte. On reconnut quelques déserteurs de l'armée de Ballesteros qui se rendaient d'Oviedo à Leganés. Aussitôt le bataillon royaliste de Getafe se mit à leur poursuite. A la sortie du village reten-

(1) Dépêche de Talaru, 8 juillet (Arch. Aff. Etr., Corr. pol. Esp. 722, p. 181). — On sait que le 7 juillet 1822 les Libéraux avaient lutté victorieusement contre les gardes du corps.

(2) Dépêche de Talaru, 15 juillet (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 232 v.).

(3) On avait organisé des prières publiques pour obtenir cette même grâce (cf. décret de la Régence du 23 juin, art. VIII — *Gazette de Madrid*, 2^e numéro extraordinaire du même jour).

(4) Note du Surintendant de police jointe à la lettre du Duc de Reggio du 4 août 1823 et lettre du Duc de Reggio (pap. pol. août).

(5) (6) et (7) Rapports du Surintendant de police du 9 août — 11 h. 1/4 du matin et 7 heures (pap. pol. août).

tirent des cris sinistres : « Tous les libéraux et les noirs sont morts maintenant. » En effet, racontent les Alcaldes de Getafe, « nous vîmes tués par des balles, et percés à coups de baïonnettes, 21 ou 22 hommes, sur un court espace de la rue; ils se trouvaient presque les uns sur les autres, entièrement dépouillés de tout vêtement (1). » Quelques heures après, on enterra 21 cadavres. Mais le chiffre total, connu plus tard, s'éleva à 34. Parmi les morts se trouvait un pauvre mendiant. Au point du jour, comme les Royalistes trouvèrent deux soldats constitutionnels cachés dans une meule de paille, ils les firent périr. Plus tard, trois autres soldats de Ballesteros furent arrêtés, mais leur vie fut sauve, car « c'était le milieu de la matinée (2) ».

A Cuenca, Bessièrès continua, dans les premiers jours de juillet, les arrestations de libéraux. Il demanda à la Municipalité une liste des Constitutionnels les plus farouches qu'il fit enfermer aussitôt. Puis, afin qu'on ne puisse pas l'accuser d'arbitraire, il organisa un tribunal d'exception composé du Président de l'Audience, du Commandant d'armes, d'un Commandant de sa division, de deux ecclésiastiques, de deux civils, qui devait désigner les prisonniers à remettre en liberté (3).

A Saragosse, le 20 juillet, les principales autorités de la ville furent mandées d'urgence chez le Capitaine Général, car pendant la nuit antérieure on avait assassiné, près de l'église du Pilar, un ordonnance du général Capapé. A la suite du Conseil tenu chez le Capitaine Général, le Délégué royal publia l'ordre « d'enfermer immédiatement les miliciens et les suspects dans la maison de l'Inquisition, sans qu'il leur soit causé, à eux ou à leur famille, la moindre vexation ». Afin que les arrestations se fassent dans le plus grand ordre, on convoquait des ecclésiastiques séculiers et réguliers, et des hommes honorables qui, par leur bonne conduite, avaient de l'ascendant sur le peuple. Accompagnant la force armée, ils

(1) et (2) Voir le rapport des Alcaldes, 23 juillet (pap. pol. juil.).

(3) Lettre de Bessièrès au Capitaine Général de Madrid, 11 juillet (pap. pol. septembre).

devaient procéder aux arrestations. Tout se passa comme on l'avait prévu. Les constitutionnels furent emprisonnés dans la maison de l'Inquisition, et des religieux furent chargés de leur apporter leur nourriture de l'extérieur. En même temps, le Capitaine Général publia un arrêté extrêmement rigoureux contre les ennemis du trône et de l'autel. Il exigeait que tous les étrangers fissent une déclaration de résidence; il établissait des récompenses en faveur des dénonciateurs (1).

A Zamora, l'exaltation populaire faillit coûter la vie à l'intendant Don Francisco Aguilar. Ce fonctionnaire, nommé par la Régence, confia des emplois publics à deux individus qui avaient, pendant la période constitutionnelle, appartenu à l'Administration des Finances. Cette mesure mécontenta le peuple. Bientôt l'émeute gronda. Le Gouverneur, alors, demanda des explications à l'Intendant. Celui-ci lui répondit qu'il ne connaissait pas les deux employés; qu'il se proposait d'ailleurs de « les payer de sa poche », qu'il ne les utiliserait que comme de simples copistes (2). Bien que le Gouverneur rendit publi-

(1) Arrêté du Capitaine Général de Saragosse, 20 juillet 1823. Voici le préambule : « L'horrible assassinat, commis à dix heures hier au soir, d'un vaillant soldat de la division du général Capapé qui chantait des chansons en l'honneur du roi bien-aimé Ferdinand VII, et de la religion, retint toute mon attention, et mon cœur ne put s'empêcher de frémir, étonné qu'il y ait dans cette ville des bâtards espagnols révolutionnaires et qu'ils y trouvent protection. Oui, habitants de Saragosse, ce crime ne put être commis que par des personnes dénaturées, ennemies de l'autel, du trône et des bons et loyaux Espagnols qui défendent la juste cause » (Pap. pol. juillet).

Il y eut environ 1500 personnes arrêtées. Le 13 septembre il en restait encore dans la maison de l'Inquisition 704. Le Capitaine Général refusa de les mettre en liberté, car les détenus « poussaient souvent des cris séditieux ». Il leur arrivait même d'insulter le Chef de la Garde (note du Capitaine Général à propos d'une demande de mise en liberté par un certain Lozano (pap. pol. septembre). Presque tous les ouvrages que nous avons cités parlent de ces arrestations de Saragosse, mais sans signaler leur cause directe.

(2) L'Intendant altérerait sensiblement la vérité. Un employé des Finances, en effet, communiqua une lettre d'Aguilar qui *nommait*, comme Secrétaire de cette Administration et comme employé, les deux individus qu'il prétendait « payer de sa poche ». Lettre de la Municipalité de Zamora à la Régence, 3 juillet (pap. pol. juillet).

que cette réponse, des désordres très violents éclatèrent. La foule cria « Vive le Roi absolu ! » et « Mort à l'Intendant et à tous ces coquins de libéraux ! » Elle se dirigea vers la demeure d'Aguilar. « On arracha l'Intendant de sa maison, on le conduisit en prison, et en chemin on lui donna plusieurs coups avec un sabre et d'autres armes ; on fit même feu sur lui (1). » Alors pour sauvegarder la paix publique, après que la petite troupe dont disposait le Gouverneur eut été repoussée, on fit appel à l'Évêque, aux chanoines, aux prêtres et aux notables de la ville, afin que par leurs exhortations ils rétablissent le calme. Ils y réussirent. Le peuple, en effet, avait satisfait sa fureur contre l'Intendant et un autre habitant de la ville partisan du système révolutionnaire. Le Gouverneur ordonna d'enfermer dans le château les libéraux les plus connus et interdit aux autres de sortir de leur maison (2). Chose importante à noter, la Municipalité tâcha d'excuser les auteurs de l'attentat. Après le récit des faits, elle ajoutait : « La nomination de personnes indignes d'obtenir des emplois publics, suivant l'article 3 de l'ordre royal de S. A. S. la Junte provisoire du Gouvernement de l'Espagne et des Indes du 18 avril dernier, fut la cause de l'altération et de l'irritation de ces fidèles habitants (3). » Elle signalait aussi le mensonge de l'Intendant (4). Malgré cette démarche, la Régence ordonna une enquête. De nouveau, la Municipalité demanda le pardon des coupables et joignit à sa requête une lettre de l'Intendant sollicitant la même grâce (5). La Régence, le 3 septembre, ordonna la suspension de l'enquête (6).

(1) Lettre de la Municipalité de Zamora à la Régence, 3 juillet (pap. pol. juillet).

(2) Idem.

(3) Lettre de la Municipalité de Zamora à la Régence, 3 juillet (pap. pol. juillet).

(4) Cf. plus haut, p. précédente, note 2.

(5) Il faut remarquer que cette lettre du 5 juillet a pu être arrachée par la force au malheureux Aguilar qui le 5 août était encore en prison — il devait y rester jusqu'au 12 août, date à laquelle le Capitaine Général de la Vieille-Castille l'emmena à Salamanque (lettre de l'Intendant intérimaire, 12 août — pap. pol. juillet).

(6) Décision de la Régence (pap. pol. juil.). — Voir le récit des troubles

Tels furent les principaux épisodes de la lutte entre libéraux et royalistes, rallumée par l'attentat de Séville. Les adversaires s'y montrèrent dignes les uns des autres. Mais, comme les absolutistes étaient les plus nombreux, leurs crimes furent plus fréquents. C'est pourquoi les historiens espagnols ont pu écrire : « Les procédés de la Réaction furent véritablement monstrueux et inconcevables (1) », et : « Pendant cette période de terreur, la société fut dominée non par un parti politique, mais par une horde de bandits (2). » Tandis que des scènes violentes ensanglantaient le pays, quelle était l'attitude des Français vis-à-vis des populations espagnoles ?

de Zamora dans le *Restaurador*, n^{os} 9 et 11. On expliqua cet attentat en disant que l'Intendant portait de souliers blancs ornés de galons verts — or, le vert était la couleur des constitutionnels. La Fuente, *Historia de las sociedades secretas*, ouv. cité, I, p. 425 et note 1, se moque avec raison de cette explication fantaisiste.

(1) Fernández de los Rios, *ouv. cit.*, p. 155.

(2) *Historia pintoresca del reinado de Isabel II*, ouv. cit., I, p. 152.

CHAPITRE V

La modération des Français

- I. — Exemples de modération.
- II. — L'opposition aux mesures vexatoires de la police espagnole. — Mécontentement des Royalistes.
- III. — Le mécontentement des Constitutionnels. — Attentats contre le Duc d'Angoulême.

Une réaction folle dirigée officiellement par le Gouvernement; un pays divisé en deux factions qui se haïssaient, Constitutionnels exaspérés de leur impuissance, Royalistes excités par leur force : telle était le spectacle qu'offrait l'Espagne aux soldats du Duc d'Angoulême. Venus pour rétablir Ferdinand VII dans l'intégrité de son pouvoir absolu, pour anéantir les germes de la révolution, les Français renoncèrent bientôt à seconder les mesures de la Régence. D'une façon éclatante, nous le verrons dans le chapitre suivant, le Duc d'Angoulême tâcha de mettre, pour quelque temps, un terme à la fureur du Gouvernement. D'une façon individuelle et spontanée, officiers et soldats français s'opposèrent à la satisfaction des rancunes royalistes. Ce sera la gloire de nos troupes d'avoir fait régner quelque modération dans cette Espagne déchirée par les passions politiques et les rivalités personnelles, et d'avoir mérité que des historiens castillans écrivent : « Le sort de l'Espagne était si malheureux qu'on bénissait la domination des étrangers (1). »

(1) Fernández de los Rios, *Estudio histórico de las luchas políticas...*, ouv. cit., I, p. 155.

Voir aussi le mot de Canning rapporté dans Guichen (V^{ie} de), ouv. cit.,

I. — Les papiers de police nous fournissent de nombreux exemples de ce « tempérament » apporté à l'exécution des ordres de la Régence et de la colère royaliste. Le général de Guaqui, qui se rendait de Séville à Madrid, était touché par le décret du 30 juin sur la circulation dans la Péninsule. Il se fit donner par le Comte de Bourmont, qui n'eut garde de la lui refuser, une autorisation pour voyager sans être inquiété. Mais le commissaire espagnol du dépôt de Valdepeñas fut moins clément. Ne tenant aucun compte du passeport signé par Bourmont, il retint le général Guaqui jusqu'au jour où le Ministre Aznares lui ordonna de le mettre en liberté (1). Le fameux Labisbal, se sentant menacé dans son pays, voulut chercher un refuge en France. Le Duc d'Angoulême lui permit de passer les Pyrénées et lui promit qu'il n'aurait point de difficultés, en chemin, avec les autorités. Mais l'Alcalde de Vergara, sur l'ordre du Député Général d'Alava, arrêta le Général et le fit conduire à Tolosa. Là, heureusement pour Labisbal, le Baron Canuel examina son passeport et le fit relâcher (2). Cette affaire irrita beaucoup le Duc d'Angoulême. Il considéra « que c'était une insulte faite à son autorité... M. de Martignac fut très inquiet de cet esclandre (3) ». Au moment où l'ancien

p. 290 : « Jamais armée n'avait fait si peu de mal et n'en avait autant empêché. » Ce mot est dans Vieil-Castel, voir plus loin, p. 148. Il est rapporté aussi dans les *Souvenirs* du général de Pelleport.

Voir encore les phrases de Levrault dans sa traduction de Hubert, *Esquisses sur l'Espagne*, ouv. cit., p. 351 : « Nos soldats se sont partout montrés dignes de la noble mission de protéger ceux qu'ils avaient vaincus... »

(1) Lettre du Commissaire de Valdepeñas, 18 juillet; décision de la Régence du 22 juillet (pap. pol. juil.).

(2) Lettre du Corregidor de la province de Guipuzcoa, 13 juin (pap. pol. juillet). — Abel Hugo, rapportant l'arrestation de Labisbal, écrit : « Les Royalistes espagnols voulaient faire payer cher à M. le comte L'Abisbal ses tergiversations politiques. Il fut heureux de rencontrer un détachement français qui l'arracha des mains des furieux qui menaçaient sa vie » (*ouv. cit.*, I, p. 178 note).

(3) Dépêche de R. de Caux, 14 juin (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 722, p. 82 v. et 83 r.).

Ministre libéral Martínez de la Rosa partit pour la France, il fit viser son passeport par M. de Caux et lui demanda un ordre du Major Général pour être protégé en cas de besoin par les troupes françaises. Malgré ce sauf-conduit, Martínez de la Rosa, ayant été reconnu à Vitoria, courut de grands dangers, et finit par être enfermé dans une prison. Roger de Caux, qui donne ces détails, ajoutait : « Il [Martínez] était cependant porteur d'un passeport du Ministre d'État que j'avais visé et sur lequel M. le Major Général avait ajouté un ordre pour assurer à M. Martínez la protection militaire. Je parlerai aujourd'hui au général Guillemainot de cet incident, désagréable sous tous les rapports, et si mes fonctions n'étaient pas à la veille de cesser, j'aurais dit à M. Saez que la légation du Roi ne visera plus de passeports espagnols tant qu'elle n'aura pas l'assurance que sa signature soit respectée (1). »

Quelque temps après, le général Toussaint fit de pressantes démarches afin que le Surintendant de Police délivrât des cartes de sûreté à deux Espagnols d'idées libérales. Le 31 août, il intercédait en faveur de Julien Muñoz, retenu au dépôt de Valdepeñas, dans les termes suivants : « L'âge et le repentir excusant la faute de ce jeune homme, et ne pouvant être dangereux, j'ose espérer que vous ne refuserez pas ma demande... (2). » Le même jour, il sollicita la même faveur pour Joseph-Marie Galiano, qui fut précédemment son interprète, et qu'il n'avait pu remplacer : « Au besoin, écrivait le Général, je lui servirais de caution, et je suis persuadé que M. Galiano n'en abusera pas (3). » Cid, dont nous n'avons pas la réponse à la première requête, refusa net la carte pour Galiano, qui avait été un des rédacteurs de l'*Universel* pendant

(1) Dépêche de R. de Caux, 26 juin, Arch. Aff. Etr., Cor. Pol. Espagne 722, p. 122 r.-v. Les renseignements sur le départ de Martínez pour l'exil se trouvent dans cette même dépêche (mêmes pages) et dans celle du 21 juin, p. 105 r.-v.

(2) Lettre du G^{al} Toussaint, 31 août, au Ministre de l'Intérieur (pap. pol. septembre).

(3) Lettre du G^{al} Toussaint, 31 août, au Ministre de l'Intérieur (pap. pol. septembre).

« l'époque de la rébellion », qui était parti pour Séville avec Ferdinand VII, et qui auparavant, sous la domination de Bonaparte, avait accepté la Régence de l'Audience d'Aragon.

Le 19 juin, en traversant Valdemoro (province de Madrid), un officier de la division Cisneros annonça que le Roi était libre. Le curé permit de sonner les cloches, et consentit à chanter un *Te Deum*, à condition que les gens du village ne « commissent aucun excès et n'insultassent personne ». Malgré la parole donnée, les jeunes gens arrêtaient tous les anciens miliciens constitutionnels. Pour protéger ceux-ci, la Municipalité les réunit dans la salle de la Mairie. Mais la précaution n'était pas suffisante. Le maréchal des logis français, chargé du service de la poste, comprenant le danger que couraient les Miliciens, les fit conduire dans la maison où il habitait avec sept de ses soldats. Dans une lettre adressée à la Régence, les libéraux signalèrent l'acte de « générosité » du sous-officier français, qui leur a sauvé la vie (1). Le 10 août, trois soldats du régiment des gardes espagnols poursuivaient un homme à Madrid, dans la rue de la Salud, afin de savoir s'il gardait deux sabres depuis le 7 juillet 1822. L'homme se réfugia chez la Duchesse de Fernán Núñez. La foule se massa devant la porte du Palais. A ce moment passèrent un gendarme et deux officiers français. Ils tâchèrent de rétablir le calme. Mais leur attitude excita la fureur des gardes. « Ce fut un miracle qu'il n'arrivât aucun malheur (2). »

Un libraire valencien, du nom de Cabrerizo (3), était poursuivi par les Royalistes pour divers délits : il avait été membre d'une Société secrète, il avait accepté des fonctions muni-

(1) Lettre de la Municipalité de Valdemoro à la Régence, 19 juin (pap. pol. juillet); et plainte des ex-Miliciens du 20 juin (idem) : « ... conservación [de sus vidas] debieron... a la generosidad de un sargento de coraceros frances que con siete hombres se hallaba destacado en el pueblo para proteger la correspondencia... los tomase bajo de su protección y condujese a su cuartel para mejor seguridad. »

(2) Rapport de police, 10 août (pap. pol. août).

(3) Voir ses *Memorias de mis vicisitudes políticas desde 1820 a 1836*, ouv. cit.

cipales pendant le régime constitutionnel, il avait vendu des livres défendus, il avait mal parlé des moines, enfin il avait imprimé « l'*Almanach de 1822* sans le signe de la Croix (1) ». Arrêté, on allait le livrer à un conseil de guerre, lorsque arriva à Valence le général français D'Arbaud de Jouques.

« Cet homme généreux, auquel m'avaient recommandé des correspondants de Paris quand l'armée française partit pour l'Espagne, écrit Cabrerizo dans ses *Mémoires*, comprenant combien cette persécution était injuste, se déclara le protecteur de ma personne. Il parla sec et net au général Saint-March au sujet des sommes qu'on avait exigées de moi à Murviedro, des objets volés dans ma maison et dans mes magasins; il lui reprocha de tels procédés, et le menaça d'en rendre compte au Gouvernement s'il ne mettait un terme à ces abus. Il put obtenir que mon affaire passât à l'Audience. Ce fut mon salut. Dieu soit loué et bénisse et récompense la bonté et la générosité de cet illustre soldat (2). »

A Bilbao, le Prince de Hohenlohe fit preuve d'un semblable esprit de justice et de modération. Vers la fin de juin, déjà beaucoup de Miliciens désertaient les troupes constitutionnelles, et regagnaient leurs foyers. Le Corregidor de Biscaye signala à la Régence que, le 21 juin, les royalistes de Bilbao avaient grièvement blessé trois miliciens et qu'il avait fait incarcérer les blessés, afin de les mettre à l'abri. Le 22, scène analogue. Le Baron de Bruny, commandant la ville, n'approuva pas les mesures du Corregidor et demanda des instructions au

(1) Cabrerizo énumère avec complaisance les accusations portées contre lui (page 1, note 1).

(2) « Este generoso caballero, a quien me habían recomendado mis correspondientes de Paris cuando salió el ejército francés para España, conociendo la injusticia de mi persecución se declaró protector de mi persona : hablóle recio y claro al general St-March acerca de las cantidades que se me habían exigido en Murviedro, de los efectos robados en mi casa y almacenes ; afeóle semejante proceder, amenazándole con dar parte al gobierno si no se ponía coto a tales demasías. En efecto, pudo conseguir que mi causa pasase a la Audiencia lo cual fué mi salvación ; Dios sea loado, y bendiga y recompense la beneficencia e hildagüía de aquel ilustre militar ! » (*Memorias...*, ouv. cit., p. 6.)

Prince de Hohenlohe, qui lui répondit sans détours : « Il faut mettre en liberté des hommes qui se sont rendus, confiants en la parole donnée par S. A. R. le Duc d'Angoulême (1). » Mais, comme ces miliciens étaient des gens de moralité douteuse, le Corregidor proposa à la Régence de les envoyer au dépôt de Guadalajara. L'autorisation qui lui fut accordée lui permit de passer outre aux instructions des Français (2).

Au début d'août, on avait conduit à Tolosa quinze miliciens constitutionnels que le Corregidor voulut emprisonner. Mais le général français, Canuel, les fit remettre en liberté. Le Corregidor adressa une longue lettre au général, lui demandant « si les officiers de l'armée française, quel que soit leur grade, avaient le droit de violer le droit des gens, et de contrevenir à la déclaration solennelle du prince généralissime » (3).

Enfin, le Duc d'Angoulême, en personne, dut à plusieurs reprises user de son autorité pour obliger la Régence à plus de justice à l'égard de quelques constitutionnels. Certains Espagnols, en effet, traqués par les royalistes, s'adressèrent à lui et implorèrent sa pitié. Le 1^{er} juin, un habitant d'Alcalá de Henares, et deux de Lerín (Navarre), qui s'étaient réfugiés à Madrid, supplièrent le Prince de leur faire obtenir aide et protection, quand ils seraient de retour dans leur village. Le 28 mai, cinq habitants de Mora (province de Tolède) sollicitèrent la même faveur. Afin d'attendrir plus sûrement le Duc, ils firent rédiger leur pétition par un secrétaire sachant un minimum de français. Ils assurèrent donc « l'aimable Prince » qu'ils ne s'étaient jamais éloignés du « cercle des lois ». Malgré leur honnêteté, ils redoutaient les attaques de leurs ennemis politiques, de « cette canalle que tous les jours doit être enchaîné comme des chiens », et qui « a encore des pensées criminelles contre eux ». Le 1^{er} juin, ces cinq individus adres-

(1) Lettres du Corregidor de Vizcaya à la Régence, 23 juin (pap. pol. juillet). Dans celle du 5 juillet, le Corregidor fait connaître la décision du Prince de Hohenlohe.

(2) Idem, 5 juillet (pap. pol. juillet).

(3) *El Restaurador*, 8 août, n° 37.

sèrent au Duc une nouvelle lettre, en espagnol cette fois (1). Le général Guilleminot fut chargé par le Duc de réclamer à la Régence des passeports pour les habitants de Mora. Voici un extrait de la lettre de Guilleminot : on y remarque un souci d'équité qui honore le général et que, malheureusement, on ne rencontre guère dans les décisions du gouvernement espagnol : « Les motifs allégués par les réclamants ayant paru plausibles à S. A. R., et d'ailleurs la justice s'opposant à ce qu'il soit procédé contre des particuliers autrement que dans les formes légales, Elle m'a donné l'ordre d'écrire à Votre Excellence pour l'engager à prendre cette demande en considération, en faisant délivrer à ces individus les passeports qu'ils réclament et en prenant les mesures nécessaires pour les garantir des vexations dont ils se plaignent (2). » La Régence, pour cette fois, accéda au désir du Duc et fit accorder les passeports demandés.

Ni la rivalité furieuse des deux partis espagnols, ni la protection dispensée par nos soldats aux Constitutionnels pour les sauver de la colère royaliste, ne manquaient d'intérêt dramatique. Aussi bien en fit-on un véritable roman, caché sous un titre presque historique (3). Un libéral de Madrid, d'idées modérées, M. de Casamayor, est parti pour Séville avec les Cortes. Effrayé par les audaces des libéraux, il décide de regagner son domicile; mais en chemin il est reconnu et pris par une bande de guerrilleros, qui décide de le ramener à Madrid. La populace féroce veut le tuer. Quand, escorté par des gardes royalistes, il passe au Prado, on lui jette des pierres. Par bonheur se trouve là un jeune officier français, Maurice, logé dans la famille de M. de Casamayor. Il se précipite vers le malheureux prisonnier : « Il prend sous le bras Casamayor, l'adosse à un arbre, se place devant lui, lui fait un rempart de son corps... et crie : « A moi la garde!... (4) » Le libéral est

(1) Toutes les requêtes au Duc se trouvent dans les Papiers de police du mois de juin.

(2) Lettre du Général Guilleminot, 4 juin 1823. (Papiers police juin.)

(3) A. de Bourgoing. *L'Espagne. Souvenirs de 1823 et de 1833*, ouv. cit.

(4) Idem, p. 155.

sauvé. Après quoi, le Français obtient aisément la main de Blanca Casamayor, dont il s'était épris, naturellement, pendant son séjour à Madrid.

Ainsi, nos troupes, chaque fois qu'elles l'ont pu, ont modéré la fureur des royalistes espagnols. Ce rôle généreux coûtait bien de la peine. Un jour, lassés d'efforts incessants, nos militaires crièrent à des Madrilènes qu'ils empêchaient de s'entretuer : « Ce n'est rien pour vous autres; mais, pour nous pauvres soldats, nous n'en pouvons plus. Attendez donc un peu pour vous égorger que nous soyons partis! (1) »

II. — Cette attitude des Français contraria souvent les autorités espagnoles et les gêna dans l'exercice de leurs pouvoirs arbitraires. Quelques conflits éclatèrent entre alliés. C'est ainsi que le Surintendant de Police protesta auprès de la Régence à propos de la surveillance des portes de Madrid confiée simultanément à des gendarmes français et à des fonctionnaires espagnols. La Régence désirait savoir très exactement quelles personnes, venant de Valence ou d'Andalousie, arrivaient à Madrid. Le Surintendant plaça donc aux différentes entrées de la ville des policiers qui devaient recueillir les passeports des voyageurs. Mais ces agents trouvèrent des gendarmes chargés du même service et qui même leur réclamèrent les passeports qu'on leur avait remis. Cid fit remarquer à la Régence combien les renseignements qu'il pourrait fournir seraient incomplets, les autorités françaises ayant refusé de lui communiquer les passeports recueillis (2). Cette fois, le Ministre de l'Intérieur n'approuva pas la conduite de son subordonné. Il lui répondit de s'arranger pour que le service des gendarmes, au lieu d'être préjudiciable, soit utile à la sûreté publique; de s'entendre pour cela avec les autorités françaises; et, s'il le croyait utile, de rémunérer les gendarmes si par ce moyen on peut supprimer les autres agents aux portes (3)... » Le lende-

(1) Dépêche de Talaru, 11 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 83 r.

(2) Rapport de Cid, 4 juillet (pap. pol. juillet).

(3) Décision d'Azañares, 5 juillet (pap. pol. juillet) : « Concilie el Supe-

main, 5 juillet, nouvelle plainte du Surintendant. 24 prisonniers avaient été mis à la disposition de la Sala de Alcaldes. Au moment où le magistrat voulut commencer l'enquête, il ne trouva plus les prisonniers dans la prison de Saint-Nicolas : « Ils étaient à la caserne de la Marine à la disposition du gouverneur français, le Baron de Malet (1). » Quand l'Alcalde demanda au gouverneur et au colonel Vilard de lui rendre ses prisonniers, on lui répondit que semblable chose était impossible sans l'ordre du Duc d'Angoulême. Comme la Régence ne prit pas énergiquement fait et cause pour le Surintendant, celui-ci, le 7 juillet, protesta et fit remarquer que cet incident « coupait à sa racine l'administration de la Justice (2) ».

Les Français ne se bornèrent pas à entraver le fonctionnement de la police espagnole. Ils s'opposèrent même à des mesures prises par Aznares et ses services. Le 21 août, le Corregidor fit arrêter dans le quartier du Jardín del Bayo quelques ennemis de l'absolutisme. Au moment de l'arrestation, un officier français déclara « que le soir même, ils seraient remis en liberté ». Ces paroles excitèrent une vive agitation dans tout le quartier, et le Corregidor se plaignit « de la protection qu'accordaient les Français à nos ennemis (3) ». Dans son rapport du 4 août, le Surintendant signala une nouvelle difficulté qu'il eut avec la police française. Cid arrêta D. José de Urrutia dès qu'il pénétra à Madrid. Mais aussitôt après « un officier français, protégé par les gendarmes, emmena avec lui [le prisonnier] jusqu'à son domicile, où, croit-on, loge un général (4) ». Cid dut se contenter d'ordonner à Urrutia de ne pas sortir de la maison (5). En application du décret du

rin^{te} que el servicio de los gendarmes en vez de perjudicial sea útil a la vigilancia pública, entendiéndose para ello con la Autoridad francesa, y si lo crea conveniente remunerando a los mismos gendarmes, si por este medio se consigue que no haya necesidad de otros dependientes en las puertas... »

(1) Rapport du Cid, 5 juillet (pap. pol. juillet).

(2) Rapport du Surintendant de Police, 7 juillet (pap. pol. juillet).

(3) Rapport du Corregidor, 21 août (pap. pol. août).

(4) et (5) Rapports du Surintendant de Police, 4 juillet (Pap. pol. juillet).

23 juin, le Corregidor de Madrid voulut procéder au séquestre des biens appartenant à la veuve du général constitutionnel Ferrer. La police se présenta chez cette dame, qui feignit d'abord d'être malade, puis alléqua l'inviolabilité que lui conférait sa qualité de veuve d'un général. La police voulut passer outre. Alors, coup de théâtre : « Les officiers français qui logent chez la veuve Ferrer se présentent pour empêcher les formalités de l'inventaire, menaçant les Ministres de les jeter dans l'escalier ou par la fenêtre (1) ».

Ainsi, il ne se passait pas de jour sans que quelque affaire de police ne vint dresser les Français contre les autorités espagnoles, pour la plus grande rage de ces dernières. Pourtant l'alliance était si nécessaire que l'on tâcha de part et d'autre de sauver les apparences et de faire croire à une entente parfaite. *La Gazette de Madrid* publiait des articles pleins d'éloges affectueux pour les Français. Le 17 juin, elle traduisit un article de *l'Écho du Midi* dans lequel on lisait : « Nos soldats sont les bons amis des Espagnols ». Le 1^{er} juillet, le Duc d'Angoulême fit rendre solennellement à la Régence quarante-huit drapeaux pris par les Français durant la guerre d'Indépendance. Au cours de cette cérémonie, des discours pleins de cordialité furent prononcés par M. de Martignac et le Duc de l'Infantado. *La Gazette*, qui rendit compte de cette manifestation, ajoutait : « Qui ne sera pas l'ami d'une nation possédant une armée aussi vertueuse que celle qui actuellement occupe la terre espagnole ? » (2)

(1) ... « Haberse presentado en el acto los oficiales franceses que tiene alojados, a impedir como impidieron la práctica del inventario amenazando a los Ministros de que los echarían por las escaleras o por el balcón. » Rapport du Corregidor, 19 août (pap. pol. août). On peut voir dans *L'album d'un soldat pendant la campagne d'Espagne de 1823* (Paris 1829) une scène presque analogue. Un certain D. Diego veut déloger de sa pension l'auteur du livre, malgré l'hôtesse : « Me déloger, vous établir ici en maître ! Malgré Madame !... » Et il était déjà au bas de l'escalier frottant cette partie objet de persécutions chez M. de Pourceaugnac », p. 47.

(2) *Gaceta de Madrid*, 3 juillet : « ¿Quién no ha de ser amigo de una Nación que posee un ejército tan virtuoso cual lo es el que actualmente

III. — Ces articles de la *Gazette* avaient un caractère officiel ; ils ne traduisaient pas l'opinion de la masse des royalistes militants que l'attitude de l'armée française irritait, précisément « parce qu'elle ne s'occupait pas de politique (1) », et « qu'elle ne secondait aucun esprit de parti (2) ». Mais les Constitutionnels eux aussi déploraient notre intervention, témoin une satire publiée dans un de leurs journaux, le *Diario de Madrid*, le pendant des *Petites Affiches* de Paris où l'on glissa un jour un article contre les chiens. On se plaignait d'en rencontrer partout : C'était une attaque déguisée contre les soldats français. On composa une réponse : « Réclamation de Sans-Chagrin, voltigeur français, contre l'article des chiens du *Diario* (3) ». La « réponse » était une chanson dont chaque couplet se chantait sur un air populaire français, le premier sur l'air de « J' veut-être un chien (4). »

Les Constitutionnels ne s'en tinrent pas là ; ils organisèrent des complots contre le Duc d'Angoulême, qui pourtant leur avait témoigné sa sympathie à différentes reprises. La vie du Prince Généralissime fut plusieurs fois menacée. Dans sa dépêche du 15 juillet, Talaru signala un complot qui, par bonheur, fut découvert par un maréchal des logis de gendarmerie (5). Cinq jours après, un nouvel attentat fut soigneusement préparé dans l'église du Saint-Esprit. Le Duc d'Angoulême avait coutume d'entendre la messe dans cette petite église. Le 20 juillet, au moment où le prêtre donnait la bénédiction et où les fidèles commençaient à sortir, on vit quelques étincelles jaillir de la tribune, puis de divers autres points, tandis qu'une odeur de goudron se répandait dans l'édifice (6). Bientôt l'incendie éclata

ocupa el suelo español ? » Voir aussi dans A. Hugo, *ouv. cit.*, II, p. 30 et suiv., le récit de cette cérémonie et dans *El Restaurador*, 3 juillet, n° 2.

(1) et (2) Bourgoing, *ouv. cit.*, page 56.

(3) et (4) *Madrid ou observation sur les mœurs et usages des Espagnols au commencement du XIX^e siècle* ; *ouv. cit.*, II, p. 280.

(5) Dépêche de Talaru, 15 juillet, particulière. Arch. Aff. Etr. ; Corr. Pol. Espagne 722, p. 233 v.

(6) Voir le récit de l'incendie dans *La Gazette de Madrid* du 22 juillet 1823.

dans toute sa violence, et l'on ne s'en rendit maître que quelques jours plus tard. Cet attentat criminel excita une grande émotion. « Le peuple est indigné, écrivit Talaru le 21 juillet, et accuse hautement le parti révolutionnaire que l'on ne comprime pas assez, dit-il. Plusieurs individus connus comme Constitutionnels ont été assaillis; on voulait les égorger. La gendarmerie a maintenu le bon ordre, et Madrid jouit maintenant d'une tranquillité parfaite (1). » La Régence profita de la colère des Madrilènes pour prendre le fameux décret du 23 juillet contre les anciens miliciens et les personnes ayant appartenu à des sociétés secrètes (2). Il est probable, aussi, que l'incendie du Saint-Esprit décida le duc d'Angoulême à quitter la capitale espagnole. Chateaubriand, à ce propos, écrivit à M. de Caraman : « ... Il fallait veiller aux jours de ce noble Prince, bien plus en sûreté sous la tente que dans une ville sans police, où les révolutionnaires de toute l'Europe ont des intelligences et machinent toutes sortes de complots, témoin l'incendie de l'église des Clercs mineurs du Saint-Esprit (3). »

La police rechercha activement les coupables. Elle procéda à de nombreuses arrestations. Dans son rapport du 21 juillet, Cid annonçait qu'il avait fait emprisonner Angel Esteván, « que l'on trouva sur les lieux de l'incendie de la veille », et « D. Francisco García, maître d'armes, un des meneurs du Café de Lorencini, que l'on arrêta hier après-midi, près du lieu du sinistre, ayant une barre de fer dans la main (4) ». Le bruit courut aussi que l'un des auteurs du complot était un « Allemand qui demeurait dans une partie du couvent, sur la place, où était établie une brasserie ». Il aurait « dit publiquement qu'il traiterait volontiers Monseigneur le duc d'Angoulême

(1) Dépêche de Talaru, 21 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 722, p. 270 v., 271 r.

(2) Voir plus haut, p. 64 sig.

(3) Chateaubriand, Lettre à M. de Caraman, 3 août 1923. *Congr. de Vér.*, éd. cit., p. 273.

(4) Rapport du Surintendant de police, 21 juill. (pap. pol. juil.). Le *Restaurador* du 22 juil. annonce que l'on a arrêté 32 personnes.

comme l'avait été l'infortuné duc de Berry (1) ». Le Surintendant de police fut même chargé par la Régence de dresser la liste des clerks mineurs du couvent du Saint-Esprit et de se renseigner sur l'opinion de ces religieux. Cid s'adressa au Père gardien des Capucins du Prado, dont le couvent était voisin de celui du Saint-Esprit. Le capucin ne signala qu'un suspect, le P. Juan García Danos, qui, « au grand regret de ses frères, se montra dès le début partisan du système constitutionnel, et entretenait des relations avec divers révolutionnaires (2)... ». Nous ne savons ce qu'il advint des individus arrêtés, ni de l'Allemand, ni du P. Juan García qu'Aznares fit signaler par Cid au magistrat instructeur (2). Mais la Régence exigea que l'enquête relative à l'incendie fût faite en toute diligence. L'Alcalde qui en fut chargé reçut l'ordre de se consacrer exclusivement à cette affaire (4). Cet incendie ne coûta la vie à personne, mais 5 soldats français furent grièvement brûlés et durent être soignés à l'infirmerie du couvent des Capucins, où, le 25, le duc d'Angoulême alla les voir et les féliciter de leur héroïque conduite (5).

Au moment où le Duc d'Angoulême partit pour le Sud, Talaru signala un nouveau complot. « Hier, écrit-il dans sa dépêche du 27 juillet, on s'attendait à l'explosion d'un complot qui, fixée d'abord au moment de l'incendie, paraissait avoir été différée ensuite jusqu'à ce jour; les dépositions uniformes de trois prisonniers, enfermés dans des prisons différentes, ne permettaient pas de doute sur la réalité du projet (6). »

Ainsi, les Français, qui à leur entrée en Espagne avaient

(1) Dépêche de Talaru, 22 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 722, p. 283 r.-v.

(2) « Con sentimiento de sus hermanos se manifestó adicto al sistema constitucional desde el principio, que ha tenido relaciones con varios de los revolucionarios. » Rap. du Surint. de pol., 21 juillet (pap. pol. juillet).

(3) Décision d'Aznares, 24 juillet (pap. pol. juillet).

(4) Décision de la Régence, 21 juillet (pap. pol. juillet).

(5) *Restaurador* du 29 juillet, n° 27.

(6) Dépêche de Talaru, 27 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 722, p. 333 v.

été universellement reçus avec enthousiasme, purent bien vite se rendre compte que les sentiments populaires avaient changé à leur égard. En cette époque troublée où l'exaltation était seule de mise, et dans ce pays où, suivant le mot de Chateaubriand, « on n'a aucune estime pour l'indulgence (1) », la modération de notre armée ne fit que mécontenter les autorités et les individus. Elle ne suffit pas à nous attacher le parti libéral. Elle écarta de nous le parti royaliste.

(1) Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 173.

CHAPITRE VI

L'ordonnance d'Andujar (8 août 1823)

- I. — Les causes de l'ordonnance. — L'Affaire de Burgos.
- II. — L'accueil fait à l'ordonnance par les autorités, les Royalistes, les Constitutionnels.
- III. — « L'interprétation » de l'ordonnance (26 août). — Jugements sur l'ordonnance.

Lorsque le duc d'Angoulême et son armée quittèrent Madrid pour l'Andalousie, Royalistes et Constitutionnels s'inquiétèrent également. Comme l'écrivait, en effet, M. de Talaru : « Les Royalistes regardent la présence du Prince comme un appui; les Constitutionnels comme une sauvegarde contre les réactions et les violences du peuple (1). » Mais quelques jours après, dès qu'on connut l'ordonnance prise par le Prince à Andujar, cette unanimité des regrets et des craintes fit place à l'allégresse des uns, à la fureur des autres. Les partis en guerre estimèrent, non sans quelque raison, que le Duc d'Angoulême allait substituer son pouvoir à celui des autorités espagnoles et supprimer les mesures de rigueur. Les libéraux conçurent l'espoir d'un régime nouveau où ils ne seraient plus persécutés. Les conservateurs redoutèrent d'être dépossédés de leur autorité. De fait, les quatre premiers articles de l'ordonnance durent causer une vive émotion. L'article I défendait aux autorités espagnoles de procéder à des arresta-

(1) Dépêche de Talaru, 26 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 330 v.

tions sans l'autorisation du commandant français de leur « arrondissement ». L'article II ordonnait la mise en liberté des détenus politiques, en particulier des miliciens rentrant chez eux. L'article III donnait aux commandants français le droit de faire arrêter ceux qui n'exécuteraient pas l'ordonnance. L'article IV plaçait journaux et journalistes sous la surveillance des commandants des troupes françaises (1). C'était la mainmise sur le gouvernement de l'Espagne. Comment le Duc d'Angoulême avait-il été conduit à prendre cette mesure, et à priver en particulier la Régence du droit d'emprisonner arbitrairement, auquel elle tenait surtout et dont elle usait abondamment?

I. — Dès le mois de juin, on se le rappelle, le duc d'Angoulême avait refusé à la Régence l'autorisation de faire arrêter les familles des libéraux ayant joué un rôle actif dans l'attentat du 11 juin (2). Depuis, le Prince avait encore eu à se plaindre de la rigueur excessive du gouvernement espagnol (3). Aussi, quand il quitta Madrid, était-il mécontent de la Régence. Si l'on en croit un de nos agents secrets, Cazes, dont Talaru rapporte les paroles, le Prince Généralissime aurait été déterminé à prendre l'ordonnance du 8 août à cause du nombre considérable de prisonniers politiques qu'il rencontra au cours de son voyage de Madrid à Andujar : « Monseigneur avait été extrêmement irrité en route d'en trouver à toutes les couchées; à Ocaña, qui est la seconde journée, il en avait encore trouvé un grand nombre (4). » A Valdepeñas, le dépôt de surveillance retenait de nombreux prisonniers, ainsi que beaucoup de personnes qui n'avaient pas le droit de retourner à Madrid. « Dès Valdepeñas, on s'attendait à une

(1) On peut trouver le texte français de l'ordonnance dans Lesur, *Annuaire historique* 1823, p. 724, dans Chateaubriand, *Congrès de Vérone*, p. 172; le texte espagnol dans Miraflores, *Documentos...*, t. II, p. 294-295.

(2) Voir plus haut, p. 62-3.

(3) Voir plus haut, p. 94.

(4) Dépêche de Talaru, 22 août (confidentielle). Arch. Aff. Etr., Cor. Pol. Esp. 722, p. 162 r.

explosion (1). » A Andujar, on dit au Duc qu'il y avait 1400 prisonniers. Aussitôt, il appela le Comte Guilleminot et fit préparer l'ordonnance qui « plaisait beaucoup au major-général (2) ».

Déjà mécontent des manœuvres absolutistes de la Régence, il est vraisemblable que la vue de milliers de prisonniers ait pu irriter le Duc d'Angoulême. Mais ce fut une affaire précise, dans laquelle son autorité fut directement aux prises avec celle de quelques Espagnols, qui le poussa à sa détermination. Nous voulons parler de l'affaire de Burgos. La capitale de la Vieille-Castille s'était signalée par son zèle monarchiste : après l'attentat de Séville, on avait emprisonné en masse les libéraux (3). Le commandant français de la place, voulant faire cesser ces réclusions qu'il jugeait injustes, les signala au major-général dans sa lettre du 21 juillet. En particulier, il attirait l'attention de Guilleminot sur un de ces prisonniers, Antonio Mugica, « ancien Directeur des études à Burgos (4) ». Le même jour, le général Verdière, de son côté, tâchait d'intéresser le Comte Guilleminot au sort du malheureux Mugica arrêté parce que, ... « chargé de l'instruction publique, il avait affiché des principes révolutionnaires (5) ». Verdière achevait sa lettre par quelques phrases pathétiques : « Mon général, il est bien douloureux de voir toutes les victimes de la méfiance et de la vengeance de quelques individus venir avec confiance implorer mon appui et ma protection sans pouvoir en rien soulager leur peine (6). » Quelques jours après, Guilleminot communiquait au général Verdière les instructions du duc d'Angoulême. Après lui avoir fait connaître que le Prince réprouvait ces emprisonnements, il recom-

(1) Dépêche de Talaru, 22 août (confidentielle). Arch. Aff. Étr., Cor. pol. Esp. 722, p. 162 r.

(2) Id. — L'ordonnance fut attribuée à l'influence de Guilleminot; cf. Lesur, *ouv. cit.*, p. 438.

(3) Voir plus haut, p. 77.

(4) Lettre du colonel commandant la place de Burgos du 21 juillet. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 44 r.

(5) et (6) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 45 r. et v.

mandait à Verdière de « s'opposer aux vexations et arrestations (1) ». Dès la réception de la lettre de Guilleminot, le 27 juillet, le général Verdière sommait, en termes impérieux, l'Intendant et la municipalité de Burgos de relâcher les prisonniers politiques : « Le Prince Généralissime des armées françaises et espagnoles ne connaît point de suspects. Il ne connaît que des criminels justiciables des tribunaux, ou des innocents. Tels sont mes ordres, que je dois m'opposer à toute arrestation pour opinion et faire mettre en liberté ceux qui le sont pour ce motif. La surveillance dans leur propre maison doit aussi cesser sur-le-champ, et les scellés apposés sur les effets ou autres meubles être levés à l'instant. Le Sieur Mugica (Antonio) sera mis sur-le-champ en liberté et son passeport lui sera rendu. Personne ne peut être arrêté sans que j'en connaisse les motifs et que je l'approuve. Tels sont, Messieurs, les ordres que j'ai reçus; la haute police est sous ma surveillance partout où il y aura des troupes françaises (2). » Les autorités de Burgos refusèrent d'obéir à Verdière, alléguant diverses raisons : d'abord que les ordres, pour avoir force d'exécution, devaient être adressés par un ministre espagnol; ensuite qu'une enquête judiciaire était ouverte contre Mugica; enfin que de semblables mesures prises en faveur des ennemis de Dieu, du Roi et de la patrie, irriteraient les fidèles et loyaux Burgaleses et les pousseraient à des désordres et à des violences (3). Le même jour, 27, Verdière envoyait un ultimatum aux autorités locales : « Si à midi les ordres de Son Altesse Royale... ne sont pas exécutés en tous points (même pour le Sieur Mugica Antonio), je serai forcé d'employer les moyens qui sont en mon pouvoir pour leur entière exécution (4). » Après un nouveau refus de Burgos, Verdière

(1) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 46 r.

(2) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 31 r. et v.

(3) Résumé de la traduction française de la protestation de la municipalité et de l'Intendant de Burgos. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 33 v.

(4) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722.

agit comme il l'avait annoncé. Rendant compte de sa conduite au prince de Hohenlohe, commandant le 3^e corps, il écrivait le 28 juillet : « J'ai donné l'ordre au colonel commandant la place de se transporter aux différentes prisons de cette ville, et après avoir dressé l'état nominatif des malheureux arrêtés depuis deux mois sans être interrogés ni écroués et s'être assuré qu'ils n'étaient là que pour motif d'opinion, j'ai autorisé leur mise en liberté (1). » Deux jours plus tard, dans une lettre à Guillemot, il indiquait qu'il n'avait rencontré de sérieuse résistance que de la part de l'intendant Escandón, « homme jouissant d'une mauvaise réputation et persécutant impitoyablement les malheureux habitants (2) ». Cette conduite de Verdière excita la colère des autorités de Burgos, qui protestèrent énergiquement auprès de la Régence : elles assurèrent que la décision du général avait fait « évanouir en grande partie la reconnaissance et l'estime avec lesquels les bons Espagnols considéraient les troupes françaises (3) ». A son tour, le ministre d'État, V. Saez, adressa une protestation à M. de Talaru, qui la communiqua au duc d'Angoulême. A n'en pas douter, c'est la lecture de la note espagnole, contenant le mot de « réparation », qui provoqua la décision du Prince (4).

Au reste, M. de Talaru le reconnut dès la première heure. Informant Chateaubriand qu'il avait adressé au duc d'Angoulême une copie des documents relatifs à l'affaire de Burgos, il lui écrivit alors qu'il venait d'apprendre la publication de l'ordonnance du 8 août : « Je vous disais que cette affaire aurait des suites graves, mais j'étais bien loin de croire

(1) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 48 v.

(2) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 49 r. Dans cette lettre sont reproduits des passages du rapport du 28 juillet adressé au prince Hohenlohe.

(3) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 38 r.-39 v. Voir le résumé de l'affaire de Burgos dans Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 284-5 (lettre du 23 août à M. de la Ferronnays).

(4) « Réparer complètement l'infraction des droits essentiels de l'indépendance espagnole. » Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 30 r.-v.

qu'elles seraient si promptes (1). » Dans le post-scriptum de la même dépêche, il traduisait l'opinion générale qui qualifiait l'ordonnance « d'ordonnance de colère » (2). Il ajoutait enfin : « Cette colère a eu lieu à la réception de la note du Ministre d'État sur Burgos (3). » Il n'y a donc aucun doute sur les liens qui unissent l'affaire de Burgos et l'ordonnance d'Andujar.

Par la suite, pourtant, Talaru essaya de prouver que le décret du 8 août n'avait pas été nécessairement provoqué par les événements de Burgos. Nous avons dit que dans sa dépêche du 22 août il signalait l'exaspération croissante du Prince jusqu'à son arrivée à Andujar (4). De même, dans celle du 23, il tâchait de convaincre Chateaubriand que l'ordonnance fût prise pour une raison plus générale : le mécontentement du duc, causé par toutes les mesures de la Régence. Il écrivait à ce propos : « Monseigneur est parti de Madrid fort mécontent de cette accumulation de prisonniers qui s'accroissent sans cesse, et des rapports qui arrivent à ce sujet. Pendant un séjour de deux mois à Madrid, il n'avait pu parvenir à faire changer ce système et son mécontentement était extrême (5). » Suivait le récit du voyage, à peu près semblable à celui de la dépêche de la veille. Talaru concluait : « Après cela, que l'affaire de Burgos soit venue s'y joindre, ç'a été un fait de plus ajouté à la masse des autres, mais voilà tout; et elle ne peut être regardée en aucune manière comme la cause principale de l'ordonnance (6). »

Pourquoi donc, après avoir reconnu, dès la première heure, les rapports qui unissaient ces deux affaires, l'Ambassadeur de France faisait-il, plus tard, tous ses efforts pour les isoler l'une de l'autre? Simplement parce que Chateaubriand à deux repri-

(1) (2) et (3) Dépêche de Talaru, 12 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 87 r. et v.

(4) Voir plus haut, p. 108 n. 4, 109 n. 1.

(5) Dépêche de Talaru, 23 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 722, p. 165 v., 166 r.

(6) Dépêche de Talaru, 23 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol., p. 166 r.

ses différentes lui avait reproché d'avoir mis le Duc d'Angoulême au courant de l'affaire de Burgos, la première fois dans la lettre du 12 août, alors qu'il prévoyait de graves conséquences; la seconde, dans celle du 2 septembre, où il écrivait : « Dans un moment où S. A. R. avait tant de sujets d'être mécontente des mesures de la Régence et où il était si important de prévenir toute mésintelligence entre elle et le Gouvernement espagnol, il eût mieux valu ne pas lui mettre sous les yeux le texte même d'une note dont les termes étaient très inconvenants (1). »

II. — L'ordonnance une fois rendue, comment fut-elle accueillie? Examinons tout d'abord l'attitude de la Régence et des Royalistes devant le décret qui les dépouillait de leur autorité et de leur pouvoir. Dès le 12 août, le ministre Saez adressait à Talaru une longue protestation. Avec une mauvaise foi incomparable, l'ex-confesseur du Roi assurait que jamais la Régence « n'avait cessé d'inculquer les principes d'ordre et de modération qui doivent distinguer les Royalistes catholiques

(1) Lettre du 2 septembre, Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 220 r. — Dans des lettres à d'autres diplomates français, Chateaubriand rappelle la maladresse de M. de Talaru. « La Régence s'est emportée dans l'affaire de Burgos; elle a fait passer une note à Talaru, demandant *réparation*. Talaru a eu l'imprudence d'envoyer cette note à Monseigneur le Duc d'Angoulême, alors en chemin pour Cadix, et le Prince a répondu *ab irato* par une ordonnance... » (Lettre à M. de Polignac, 18 août 1823). Cf. Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, édit. cit., p. 281. — Voir aussi la lettre de M. de la Ferronnays du 23 août, id., p. 285. A propos des origines de l'ordonnance d'Andujar, Vieil-Castel dit : « Son indignation croissante [du Duc d'Angoulême] faisait prévoir depuis quelques jours déjà à ceux qui l'entouraient, quelque mesure éclatante. L'incident de Burgos et l'arrogante réclamation de la Régence en hâtèrent le moment. » Ouv. cit., XII, p. 612. Voir aussi Geoffroy de Grandmaison, *L'exp. franç. d'Esp. en 1823*, p. 152-6. — Lesur croit que l'ordonnance fut prise pour « rassurer les troupes constitutionnelles disposées à capituler, contre les excès d'un parti que les armées françaises avaient délivrées de l'oppression et qui ne voulait pas respecter les engagements de ses libérateurs », *ouv. cit.*, p. 438.

de l'anarchiste irréligieux (1) ». Puis, il affirmait que les décrets rigoureux que l'on reprochait au Gouvernement avaient été rendus nécessaires par les « geôliers » du Roi et les criminels qui avaient mis le feu à l'église du Saint-Esprit. Il protestait enfin contre cette ordonnance, véritable abus de pouvoir, en remarquant que « dans ce siècle si fécond en événements extraordinaires, on n'avait pas encore vu une mesure de cette nature (2) ».

La Régence envoya aussi une protestation à la conférence des représentants diplomatiques et au Duc d'Angoulême (3). Mais ces récriminations étaient faites d'un ton modéré, car le Gouvernement provisoire ne voulait pas que les Constitutionnels pussent imaginer que le désaccord régnât entre lui et ses alliés. Pour cette même raison, il donna « à toutes les Cours de justice l'ordre de délivrer tous les prisonniers non arrêtés par les tribunaux (4) ». Mais, par une fierté toute castillane, la circulaire qui fut expédiée le 13 août par le Ministère de Grâce et de Justice ne mentionnait pas l'ordonnance des Français; elle remettait en vigueur un décret espagnol qui « défendait d'arrêter à l'avenir les personnes auxquelles on ne pourrait imputer que des opinions, et enjoignait de faire sortir de prison celles qui y avaient déjà été enfermées (5) ». Aussi, lorsque, le 26 août, des prisonniers politiques de Cordoue, se réclamant de l'ordonnance d'Andujar, demandent leur mise en liberté, Aznares

(1) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 99 r.

(2) Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 99 r.

(3) Talaru fait allusion à ce document dans le 2^e P.-S. de sa dépêche du 13 août.

(4) Dépêche de Talaru, 13 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 104 v., 105 r.

(5) Dépêche de Talaru. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 116 v.-117 r. Le texte de la circulaire du Ministère de Grâce et de Justice est publié dans la *Gazette* du 16 août. On lit dans le préambule : « El crecido número de prisiones que los pueblos en el exceso de su celo y arrebatados de amor y lealtad a la sagrada persona del Rey nuestro Señor ejecutan de varios sugetos so pretexto de su adhesión al sistema constitucional ha llamado muy particularmente la atención de la Regencia del Reino, que penetrada de la necesidad de remediar estos males... »

écrit-il, en marge de leur requête, que l'on doit se conformer à la circulaire du Ministre de Grâce et de Justice sur les prisonniers pour opinions politiques (1). Quoi qu'il en soit, dès le 15 août, la Régence fait élargir quelques détenus. « Elle a fait sortir hier des prisons 67 personnes qui étaient enfermées pour opinions ou comme miliciens. Elle va continuer... (2). » Ainsi le dénouement de l'affaire d'Andujar fut, en ce qui concerne la Régence, « plus doux qu'on n'aurait pu s'y attendre (3) ».

Mais ce n'était là que le dénouement apparent et officiel. « Le ressentiment restera au fond du cœur (4). » Certains membres du gouvernement, en particulier Erro, Saez, Aznares et San Juan, furent exaspérés de l'abus de pouvoir du Duc d'Angoulême. « Craignez tout de leur part, disait d'Anduaga à M. de Talaru, moins encore, cependant, une franche opposition que des menées sourdes (5)... » De leur côté, les grands corps de l'État et les autorités locales firent preuve d'une vive hostilité à l'égard de l'ordonnance. Ainsi le Conseil de Castille, convoqué pour prendre en considération l'ordonnance de Mgr le Duc d'Angoulême, a déclaré que « cette ordonnance lui paraissait contraire aux lois de l'Espagne et en contradiction avec les promesses contenues dans les proclamations françaises... (6) » De même la Sala de Alcaldes de Cortes « a déclaré, à ce qu'on assure, que cette mesure ne pourrait être prise qu'après de longues investigations dont elle ne fixait pas le terme (7) ». A Vitoria, le commandant français dut lui-même faire sortir les détenus de la prison. Le bruit courut

(1) Pap. de pol. août 1823.

(2) Dépêche de Talaru, 16 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 122 r.

(3) et (4) Dépêche de Talaru, 13 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 104 v. et 105 r.

(5) Dépêche de Talaru, 13 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 104 v. et 105 r. Dans cette dépêche il rapporte l'opinion d'Anduaga sur l'ordonnance d'Andujar.

(6) et (7) Dépêche de Talaru, 15 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 116 v.-117 r.

même qu'il mit à leur place les autorités de la ville et de la province (1) : en réalité elles furent consignées chez elles, une sentinelle à la porte (2). Dans toute la province de la Rioja, le Trapense se refusait à faire publier l'ordonnance d'Andujar. Le prince de Hohenlohe le convoqua à Vitoria pour lui demander d'obéir aux ordres français. Le moine refusa et on n'osa pas l'emprisonner, bien que, paraît-il, on en eût l'autorisation (3). A Tolède, le général français Rousset d'Orbal fut obligé de faire appliquer le décret. Il procéda heureusement « avec beaucoup de sagesse », s'étant rendu compte de l'exaltation des esprits (4). La municipalité de Bilbao menaça d'abandonner l'administration de la ville (5). Ainsi, l'élément officiel accueillit fort mal l'ordonnance d'Andujar.

La foule royaliste se rangea aux côtés de l'autorité pour protester violemment. A Madrid, le 10 août, on organisa une manifestation bruyante qui déposa dans les bureaux du Ministère de l'Intérieur une pétition « tendant à repousser toute idée d'établissement de chambres législatives, et même, suivant quelques personnes, à faire remplacer le duc de l'Infantado par le général Eguía, dans la présidence de la Régence (6) ». Guadalajara fut le théâtre de troubles violents. Déjà, le 18 août l'Intendant Corregidor de la ville rappelait ses rapports précédents des 10 et 11 août dans lesquels il signalait « les ter-

(1) Dépêche de Talaru, 17 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 131 r.

(2) Dépêche de Talaru, 19 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 143 v.

(3) Lesur, *ouv. cit.*, p. 440. Vieil-Castel reproduit presque textuellement le récit de Lesur (Vieil-Castel, *ouv. cit.*, XII, p. 615).

(4) Dépêche de Talaru, 22 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 160 r.

(5) Dépêche de Talaru, 17 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 131 v. « Les ordres de Monseigneur le duc d'Angoulême ont été exécutés trop rigoureusement à Vitoria et à Bilbao » (Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, p. 284. Lettre à M. de Talaru, 23 août).

(6) Dépêche de Talaru, 12 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 87 v. Chateaubriand disait « du vieil Eguía » : « Son nom effarouche tout le côté modéré de l'Espagne ». — *Cong. de Vér.*, *ouv. cit.*, p. 233.

ribles et funestes attentats [commis] contre quelques habitants de la ville, désignés comme libéraux et exaltés par l'opinion générale », et ces « tragédies qui furent contenues, après une mort violente, par un éclair de l'inspiration céleste (1) ». Dès que l'on connut le décret d'Andujar, la fureur royaliste s'accrut au point que les prisonniers n'acceptèrent pas d'être mis en liberté, se trouvant en sûreté uniquement dans la prison. L'Intendant eut beau leur faire savoir que le commandant d'armes avait recommandé à chaque milicien en particulier le calme et la modération, les détenus exigèrent des garanties plus sérieuses : ils demandèrent la réunion des notables de la ville qui les prendraient sous leur protection. Après avoir rappelé l'assassinat de Julián Moreno tué lorsqu'on le conduisait en prison, ils ajoutaient, dans leur lettre à l'Intendant : « ... Nous ne nous risquons pas à sortir de ce lieu, effrayés des nouvelles qui arrivent sans cesse à nos oreilles de menaces faites contre nos personnes (2) ».

A Saragosse, paraît-il, plusieurs des détenus mis en liberté en vertu de l'ordonnance d'Andujar furent égorgés; d'autres, blessés et maltraités par le peuple (3).

La protestation royaliste la plus scandaleuse fut certainement celle d'une division de volontaires espagnols qui coopérait au siège de Pampelune. Ces volontaires envoyèrent à la Régence une adresse qui contenait les phrases suivantes : « Les militaires de cette division... n'ont pu voir avec indifférence l'autorité suprême de V. A. S. [la Régence] renversée, nos lois violées, la nation outragée par ceux qui n'étaient venus que pour

(1) « Los aciagos y funestos acontecimientos contra algunos vecinos de ella remarcados de liberales y exaltados en la opinión general cuyas tragedias se contuvieron después de una violenta muerte, por un destello de la inspiración celestial. » (Pap. pol. août.)

(2) « ... no nos atrevemos a salir de este sitio, estremecidos por las noticias que sin cesar llegan a nuestros oídos de amenazas hechas contra nuestras personas » (pap. pol. août). — Talaru confirme ces faits dans sa dépêche du 18 août. (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723; p. 141 v.)

(3) Talaru, dépêche du 18 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 141 v.

les protéger... [Cette division] sera aussi la première à se sacrifier tout entière plutôt que de consentir à ce que la nation espagnole soit gouvernée par une autorité militaire étrangère. Un attentat que n'osa pas commettre le tyran du monde doit être réprimé à l'instant.... Que l'Espagne soit couverte des cadavres de ses enfants, plutôt que de vivre avilie par le déshonneur et de subir le joug de l'étranger (1). » La Régence avait déjà donné cette protestation à l'imprimeur, lorsque le duc de Reggio fit saisir les premiers exemplaires tirés (2).

L'ordonnance d'Andujar provoqua donc la colère du parti royaliste. Nous verrons bientôt qu'elle fut le prétexte de nouveaux désordres, jusqu'au mois d'octobre 1823. Dans le camp des Constitutionnels, elle réveilla les espoirs déçus par les défaites et les capitulations; elle donna lieu à toutes sortes d'excès dont les papiers de police nous ont gardé le souvenir. Dans la région de Jaen, en particulier, les désordres furent assez considérables. Nous en connaissons les détails grâce aux rapports minutieux du commandant de la région, le général Cisneros, et de ses subordonnés. Il est d'ailleurs probable que l'importance des troubles fut exagérée par le général désireux de s'acquérir une renommée de pacificateur (3).

Le 17 août, Cisneros écrivait que « le décret [d'Andujar] a causé aux anciens miliciens constitutionnels une extrême agitation, et, en même temps a enflammé de telle sorte le parti libéral, que non seulement ils insultent publiquement les particuliers, partisans du Roi, mais encore ils attaquent ouvertement les autorités; il est absolument impossible de donner une idée exacte de l'agitation des uns et des autres (4) ».

(1) Le texte de l'adresse est dans Lesur, *ouv. cit.*, p. 441.

(2) Voir Lesur, *ouv. cit.*, p. 441, et Vieil-Castel qui reproduit fidèlement Lesur, *ouv. cit.*, XII, p. 615.

(3) Dans son rapport du 17 août, Cisneros écrit modestement : « Hubiera seguramente principiado ya a correr la sangre, si la prudencia no hubiera guiado mis pasos... » (pap. pol. août).

(4) « ... decreto los a puesto en la mayor agitación, al paso que ha inflamado de tal manera al partido liberal, que públicamente insulta no solo a los particulares afectos y decididos por su Rey, sino que atacan desca-

A Baeza, on assista à quelques désordres aggravés par le passage des bandes constitutionnelles de Ballesteros. « On arracha les rubans des chapeaux des royalistes. La tranquillité publique fut troublée et il y eut quelques blessés (1). »

A Ubeda, la paix publique fut gravement troublée par des « Espagnols constitutionnels, mauvais et dépravés, qui menacèrent de leurs armes plusieurs conseillers municipaux et voulurent même résister à la troupe (2) ». Les membres de la municipalité se réfugièrent à Jaen, et le lendemain, 18 août, le secrétaire de la mairie, resté à Ubeda, leur envoya les renseignements suivants : « Par suite de la publication, cet après-midi, de l'ordre du duc d'Angoulême, les Constitutionnels volontaires en sont venus à insulter les meilleurs royalistes et particulièrement, face à face, D. Antonio Segura, Torres, Roya et moi. Comme je passais, en effet, par le Real, vers 9 heures du soir, Almagro, le commerçant, s'avança à ma rencontre et me demanda le casque, la cartouchière et le ceinturon qu'on lui avait réclamés par ordre de la Municipalité. » Bientôt la conversation s'échauffa et Almagro « sortit un pistolet afin de faire feu sur moi ». Il fallut que le sous-lieutenant Manuel Arévalo vint délivrer le pauvre secrétaire d'un groupe de Constitutionnels, accompagnant Almagro (3). Faisant preuve d'une réelle clairvoyance politique, le secrétaire terminait ainsi sa lettre : « Cet événement ne laisse aucun doute sur les sentiments de ces méchants hommes et sur les malheurs qui nous menacent de nouveau... *Ils ont compris que le sens d'un décret si religieux et si charitable est la garantie de leurs opinions et de leurs forfaits* (4). »

radamente a las autoridades, siendo absolutamente imposible presentar una exacta idea de la agitación en que unos y otros se encuentran » (pap. pol. août).

(1) Rapport du comte de Calatrava à Cisneros, 21 août (pap. pol. août).

(2) « La ciudad de Ubeda ha sido inquietada por malos y depravados Españoles constitucionales, han amenazado a varios de sus capitulares con armas, y aún se han querido resistir a la tropa » (pap. pol. août).

(3) et (4) « De resultas de haberse publicado esta tarde el bando del Sr. Duque de Angulema, los Constitucionales voluntarios se han insolent-

Les prêtres furent également l'objet de grossières plaisanteries. Sur leur passage on criait : « Vive la religion ! », et l'on accompagnait ces mots de gestes obscènes. De plus, « on enleva les rubans dont plusieurs personnes ornaient leur coiffure et qui portaient l'inscription : « Vivent la Religion et le Roi ! », on les arracha aussi des boutiques, puis on les déchira et on les foula aux pieds (1) ». Les troubles se prolongèrent assez longtemps encore à Ubeda, par suite de la présence des troupes de Ballesteros qui se livrèrent à toutes sortes de manifestations publiques propres à entretenir le zèle des constitutionnels de la ville. Ainsi, écrit le marquis de la Rambla au général Carandolet : « à la messe célébrée au couvent de la Sainte-Trinité dimanche dernier pour les troupes de cavalerie que vous commandez, on remarqua une étrange nouveauté. A l'élévation, la musique joua l'hymne de Riego, ce qui causa une vive émotion aux civils qui écoutaient aussi la messe. Hier, après-midi, quand l'infanterie revenait de l'exercice..., en passant par la rue de Mirones, la place de la Porte de Tolède et la Corredera, on joua le même hymne, et on menaça les royalistes, en les traitant d'esclaves, par la chanson :

« Aux armes, soldats !
Cartouches au canon !
Et qu'il meure celui qui
Ne veut pas la Constitution (2). »

Dans la petite ville d'Alcaudete (province de Jaen), un lieu-

tado hasta el extremo de insultar a los mejores realistas y particularmente y cara a cara a D. Antonio Segura, Torres, Roya y a mí, pues pasando por el Real como a hora de las nueve de la noche, me salió al encuentro Almagro el comerciante, pidiéndome el morrión, cartuchera y cinturón que se le había exigido de orden del Ayuntamiento » ... « tiró de una pistola para tirarme » ... « Este acontecimiento ninguna duda deja de los sentimientos de estos malos hombres, y de las desgracias que nos amenazan de nuevo... Han entendido que el sentido de un decreto tan religioso y piadoso es garantir sus opiniones y maldades. » (Lettre transmise par Cisneros, annexée à son rapport du 17 août, pap. pol. août.)

(1) Rapport du marquis de la Rambla à Cisneros, 20 août (pap. pol. août).

(2) Protestation du marquis de la Rambla au général Carandolet, 3 septembre. Copie transmise au général Cisneros (pap. pol. septembre).

tenant de dragons fut chargé d'installer le nouveau juge. Pendant qu'il exécutait sa mission, devant la mairie éclatèrent « des cris discordants et séditionnels, demandant que l'on n'installât pas D. Bartolomé de Toro, et des vivats à celui qui devait abandonner les fonctions judiciaires (1) ». Bientôt les manifestants, ayant des fusils sous leurs capes, exigèrent le retrait de la garde qui était devant les portes de la mairie. L'officier obéit, ayant peu de soldats sous ses ordres. Il se rendit compte que la majorité de la municipalité était constitutionnelle, que le tumulte avait été organisé par des libéraux compromis dans une affaire de Société secrète, et par « la lie du peuple que l'on avait enivrée (2) ».

Dans les jours qui suivirent la publication de l'ordonnance d'Andujar, la région de Ronda s'agita au point que le lieutenant général demanda des renforts. « Les ennemis sont très surexcités depuis qu'ils ont connu le décret de S. A. R. le Duc d'Angoulême; plusieurs magistrats des communes signalent continuellement une certaine fermentation chez les libéraux qui, cyniquement, et bravant la justice, crient : « Vive la Constitution ! », « Mort au Roi ! » En outre, l'arrivée de Riego à Malaga a fortifié cette exaltation, et il ne serait pas étonnant que l'on tentât quelque opération contre ces positions-ci (3). »

Les libéraux ne se contentèrent pas de troubler la paix publique. Se croyant protégés par le Duc d'Angoulême, ils pensèrent que le généralissime français allait essayer de rétablir en Espagne le régime constitutionnel (4). Cette nouvelle courut dans le pays; elle effraya les Royalistes, qui firent part

(1) et (2) Rapport du lieutenant du régiment des dragons de Ferdinand VII, D. Francisco Linares, au général Cisneros (pièce jointe au rapport de Cisneros du 17 août) (pap. pol. août).

(3) Rapport du lieutenant général D. Juan Caro au capitaine général d'Andalousie, transmis par le ministre de la Guerre, le 3 septembre 1823, au ministre de l'Intérieur (pap. pol. septembre).

(4) Chateaubriand, lettre à M. de Talaru, 23 août : « L'ordonnance d'Andujar n'est point la suite d'un plan, comme le prétend M. Brunetti, qui voit partout une charte projetée et un accommodement avec les révolutionnaires. » *Cong. de Vèr.*, éd. cit., p. 283-4.

de leurs inquiétudes à la Régence de Madrid. Dans le district que commandait le général Cisneros, un certain José Montoro « répand des nouvelles subversives et alarmantes (1) ». Il possède le numéro d'un journal « qui contient divers articles où il est dit que S. A. le Duc d'Angoulême et S. E. le Duc de Reggio se sont entendus avec les Cortes au sujet de la liberté du Roi notre Seigneur Ferdinand VII, que Dieu garde (2) ». Montoro, interrogé par le commandant d'armes de Baeza, déclara qu'« étant à Ubeda, sur la place du marché, le 27 courant, il rencontra divers individus de Baeza parmi les troupes de S. E. le général Francisco Ballesteros. Comme il leur demandait s'ils savaient quand S. M. serait mise en liberté, et si la paix était conclue, Elias Moreno, de cette ville, et un des soldats de la dite armée lui répondirent que la paix était conclue; et ils lui remirent un journal contenant le traité que l'on avait signé. Il pouvait garder ce journal pour le lire, et l'apporter à Baeza pour qu'on le vit. Effectivement, il l'a prêté à diverses personnes de Baeza pour qu'elles le lussent (3) ». A la suite de cette déclaration, le commandant d'armes fit recopier le prétendu traité, en vingt articles, qui établissait une quadruple alliance entre l'Espagne, la France, l'Angleterre et le Portugal; un gouvernement représentatif composé de deux Chambres, la liberté de la presse, etc., etc. (4)

Des bruits semblables circulèrent aussi dans la région de

(1) Rapport du comte de Calatrava au général Cisneros, 29 août (pap. pol. septembre).

(2) Id., *ibid.*

(3) « que estando en la ciudad de Ubeda y en su plaza mercado el dia 27 del corriente, se encontró a varias personas de esta ciudad entre las tropas del general Excmo. Sr. D. Francisco Ballesteros, y habiéndoles preguntado el declarante si sabían cuando se ponía en libertad a S. M. y si estaban hechas las paces, le contestó Elias Moreno de este vecindario y uno de los individuos de dicho ejército que estaban hechas las paces entregándole un papel en el que se contenía el tratado que habían hecho, que lo tomase para leerlo y lo trajera a Baeza para que lo vieran; y en efecto lo ha franqueado a distintas personas en esta ciudad para su lectura » (pap. pol. septembre).

(4) Idem.

Valence. L'officier qui commandait la colonne volante opérant près de Varajas fut informé le 19 août qu'il s'était produit quelques désordres dans les environs de cette petite ville : deux miliciens volontaires de Madrid, réfugiés à Varajas, avaient reçu des nouvelles de la capitale : on leur annonçait « que la paix allait être signée entre la France et l'Espagne ; qu'il y aurait une Constitution avec des Chambres, et que le roi allait retourner à Madrid avec ses troupes (1) ».

III. — Ainsi l'ordonnance d'Andujar, qui par son esprit de conciliation fit honneur au Duc d'Angoulême et à son entourage, loin de pacifier le pays, exaspéra les deux partis en lutte. Notre ambassadeur à Madrid ne cessait, dans ses dépêches, de signaler les dangers qui pourraient résulter de l'ordonnance : « Si cette ordonnance n'est pas rapportée, écrivait-il le 18 août, le mouvement qui se prépare sera impossible à arrêter (2). » Dans la même dépêche il rapportait aussi l'opinion de M. de Bulgary sur cette grave affaire : « La lutte va s'engager avec toute l'animosité que peut inspirer l'amour-propre national outragé et les espérances trahies (3). » Le cabinet français, guidé par les suggestions de M. de Talaru, comprit immédiatement combien était grave la mesure prise sans

(1) Rapport du commandant de la colonne volante au général Sempere, 19 août (pap. pol. sept.). Talaru croit que ces projets de constitution partent d'une réunion de prêtres, d'une société secrète, et du Ministère de la Régence. « C'est de là, à ce que l'on prétend, qu'émanent les bruits propres à exciter les alarmes du peuple, et le ressentiment de l'orgueil national, comme la nouvelle d'une Constitution stipulée avec le prince généralissime qui fixe à cent le nombre des pairs, à un nombre égal celui des députés ; qui fixe le mode d'élection... » (Dép. Talaru, 14 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 112 r.)

Certains libéraux crurent sincèrement à une Constitution. La *Gazette de Madrid* du 13 septembre reproduisit un article du *Constitutionnel* de Paris du 2 sept. qui assurait qu'un accord avait été signé à Puerto de Santa Maria, entre l'Infant D. Carlos, deux députés et un général français ayant pleins pouvoirs. Cet accord établissait une Constitution pour l'Espagne...

(2) et (3) Dépêche de M. de Talaru, 18 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 141 r.-v.

son assentiment. M. de Villèle se hâta de reprocher au Duc d'Angoulême cette initiative qu'il considérait comme « une infraction aux instructions », et à « l'engagement pris par lui-même envers les Espagnols, de ne pas se mêler des affaires intérieures du pays (1) ». Bientôt s'élevèrent les réclamations des diplomates étrangers, qui craignaient « que la question d'Espagne ne se trouvât ainsi résolue par la France sans la participation des autres grandes cours continentales (2). »

Dès lors on travailla à obtenir du prince qu'il modifiât son ordonnance dans un sens moins libéral. Chateaubriand écrivit au comte de Guilleminot, le 31 août : « Adoucissez, autant que vous le pourrez, l'exécution de l'ordonnance si généreuse d'Andujar, mais dont nos ennemis ont été au moment de tirer le plus grand parti contre nous (3)... », et le 3 septembre : « Je vous en prie, général, tempérez, adoucissez les mesures intérieures. Dissimulez l'injure, renfermez au fond de votre cœur le mépris (4). » Les désirs du Ministre des Affaires Étrangères furent prévenus. En effet, le 26 août, de Puerta Santa Maria, le Major Général lança une circulaire « en interprétation de l'ordonnance d'Andujar ». Dorénavant, seuls étaient protégés « ceux qui se séparaient des rangs de l'ennemi ». Le droit d'emprisonner n'appartenait plus exclusivement aux commandants français. Ceux-ci « devront agir d'accord avec les autorités locales pour toutes les mesures qui pourront intéresser la conservation de la paix publique ». Les journaux étaient de nouveau placés sous la surveillance des autorités espagnoles. Pourtant, au cas où ces dernières, « contre toute apparence », ne voudraient pas empêcher la publication d'articles « qui peuvent aigrir les partis ou empêcher l'effet des mesures prises par S. A. R., par des personnalités inconvenantes, soit sur ce qui touche les opérations militaires, soit sur ce qui est relatif

(1) Dépêche de M. de Talaru, 18 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 141 r.-v.

(2) Id., ibid.

(3) *Cong. de Vér.*, p. 290.

(4) *Cong. de Vér.*, p. 297.

à la pacification de l'Espagne et à la liberté de S. M. C., objet principal des efforts de S. A. R., les commandants français pourraient s'opposer à de semblables insertions (1) ». Bref, c'était l'annulation de l'ordonnance à peine assez dissimulée pour que la susceptibilité ombrageuse du Duc d'Angoulême n'ait pas trop à souffrir.

Personne ne se trompa sur l'« interprétation » du 26 août. La Régence et le Ministère comprirent que c'était une victoire, et ils se rendirent compte de l'importance qu'il y avait à annoncer cette décision à toutes les autorités. Ainsi, au lieutenant général Juan Caro qui demandait des renseignements sur la conduite à suivre pour l'application de l'ordonnance, Aznares répondit en marge de la lettre : « Toutes les autorités devront connaître opportunément l'éclaircissement de S. A. R. le Duc d'Angoulême au décret du 8 août, afin de fortifier l'esprit public des Royalistes et d'étouffer la violence et les machinations des Constitutionnels. Tout attentat de leur part sera poursuivi suivant les formes de la justice et avec la plus grande énergie (2). »

L'ordonnance d'Andujar fut l'épisode le plus fameux de l'histoire de la Régence. Aussi a-t-elle été souvent jugée. Les Constitutionnels, on le comprend, vantèrent l'esprit de modération du Duc d'Angoulême, qui allait, croyaient-ils, empêcher l'absolutisme de renaître en Espagne. L'un des éloges les moins connus — et cependant les plus enthousiastes — fut celui de l'auteur de *L'Album d'un soldat pendant la campagne d'Espagne en 1823*. « Andujar, écrivait ce libéral avec quelque redondance, ce nom illustré par un monument immortel de la munificence et de l'esprit tout français de notre auguste général, ne

(1) Voir le texte de la Circulaire du 26 août dans Lesur, *ouv. cit.*, p. 724-725.

(2) Décision d'Aznares du 4 septembre : « Oportunamente deberán saber todas las autoridades la aclaración de S. A. R. el duque de Angulema sobre el decreto del 8 de Agosto para alentar el espíritu público de los Realistas y apagar la violencia y maquinaciones de los Constitucionales, contra quienes por cualquier atentado suyo se procederá en términos de justicia y con la mayor energía. »

saurait passer inaperçu dans ces notes. C'est à la lecture du décret d'Andujar que je me sentis réellement fier d'avoir figuré dans l'expédition d'Espagne, et que je compris qu'il en pouvait résulter quelque gloire pour mon pays (1). »

Du côté espagnol, un partisan du régime constitutionnel modéré, le meilleur historien de la période que nous étudions, le Marquis de Miraflores, essaya de défendre la légitimité du décret d'Andujar. Le Duc d'Angoulême qui avait, sans protestations de l'Europe, nommé la Régence de Madrid, pouvait également, sans porter atteinte à l'indépendance espagnole, donner une ordonnance d'apaisement. La pensée que l'ordre du 8 août aurait pu rétablir le calme en Espagne « lui fera un honneur éternel » (le hará eterno honor) (2).

Certains royalistes même, qui s'étaient proposé d'écrire une apologie sans réserves du Duc d'Angoulême, exaltèrent aussi la pensée généreuse d'où était née l'ordonnance d'Andujar. Abel Hugo reconnut que le décret du 8 août « offrait un témoignage éclatant de l'esprit de modération dont était animé, en Espagne, le prince qui avait naguère fait entendre aux Français ces mots consolateurs : *Union et oubli* (3) ».

Mais les ultra-royalistes farouches ne goûtèrent pas beaucoup cette manifestation trop libérale, « révolutionnaire », qui fit « la joie de tous les mauvais sujets du pays », suivant M. de Bulgary (4). La *Quotidienne* « affectait de ne pas douter que la joie des libéraux ne fût courte, le poignard de Louvel ayant appris à l'illustre frère du duc de Berry à quel prix les monarchies contractent des alliances avec les Révolutions (5) ».

Chateaubriand, seul de tous les contemporains, jugea impar-

(1) *Album...*, Paris, 1829, pp. 109-110.

(2) Miraflores, *Apuntes...*, p. 221 à 223. — Voir aussi l'auteur des *Mémoires sur Ferdinand VII*, *ouv. cit.*, II, p. 375. Il approuve l'ordonnance d'Andujar et soutient que le Duc d'Angoulême ne dépassait pas ses pouvoirs en la prenant.

(3) A. Hugo, *ouv. cit.*, II, p. 44.

(4) Dépêche de Talaru, 15 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 120 r.-v.

(5) Vieil-Castel, *ouv. cit.*, XII, p. 621.

tialement l'ordonnance d'Andujar. Certes, il en mesura les effets possibles, même en les exagérant. « Cette ordonnance peut avoir un effet funeste, écrivait-il à M. de Talaru (1); et plus tard, « déclarer aux *Reales* que l'on favorisait les *Liberales*, c'était armer contre nous le clergé, les moines, la population entière, cette population qui nous ouvrait les portes, qui ôtait à notre invasion ses périls, qui nous faisait marcher sur un sol brûlant, là où Bonaparte n'avait pu pénétrer avec son nom, 300 millions et 300.000 hommes. La junte prit feu, on vit le moment où les masses s'allaient lever, couper les communications de nos divers corps et nous obliger à rétrograder sur l'Èbre : avec une armée chancelante encore sous la cocarde blanche, un seul pas en arrière et nous étions perdus (2) ». Mais ces craintes plus ou moins justifiées ne l'empêchèrent pas de rendre justice à la noble intention du Prince qui avait mis « un frein à l'esprit de réaction et de vengeance (3) ». Il déclara l'ordonnance « défectueuse dans la forme », mais « juste au fond (4) ». Il alla même jusqu'à l'appeler un « saint et magnanime entraînement (5) ».

Il faut, en effet, pour apprécier équitablement l'acte du 8 août, distinguer la pensée qui l'inspira des conséquences qu'il aurait pu avoir. Juste et nécessaire, il l'était à coup sûr, à cause des violences de la Régence, des autorités locales, de la foule royaliste. Mais dépouillant les Espagnols de tous leurs pouvoirs, n'aurait-il pu détacher de nous, définitivement, le parti absolutiste (6)? A vrai dire, il ne fallait pas le craindre,

(1) Lettre à M. de Talaru, 16 août. *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 279.

(2) Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 173.

(3) et (4) Lettre à M. de la Ferronnays, 23 août. *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 285.

(5) Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, éd. cit., p. 173. Voir aussi le mot de Levrault dans sa traduction de Huber, *Esquisses sur l'Esp.*, ouv. cit., p. 351 : « C'est au contraire la gloire la plus pure, la réparation la plus sainte de cette guerre... »

(6) Voir le jugement du baron de Damas sur l'ordonnance : « C'était une faute grave, qui pouvait avoir les plus fâcheux résultats. Il était certainement malheureux, injuste, que la Régence et les gouverneurs espa-

car ses destinées étaient trop intimement liées à celles de nos armées. Nous abandonner, c'était perdre toute chance de triomphe. L'espoir d'une longue ère de tyrannie, sous la direction de Ferdinand le Bien-Aimé, c'en était plus qu'il ne fallait pour faire supporter l'ordonnance du Prince français.

gnols se permissent des actes contraires à la justice et à la modération. Mais il ne fallait pas oublier que, sans l'aide de la population, nous n'aurions jamais pu accomplir l'entreprise qui nous était confiée... » *Mémoires...*, ouv. cit. dans *Carnet de la Sabretache*, n° 281, janvier-février 1923, p. 137-138.

CHAPITRE VII

La Fin de la Régence

- I. — Mesures officieuses et officielles de la Régence.
- II. — Le fonctionnement de la Surintendance de Police.
- III. — La haine des Espagnols pour les Français.

Après la rectification apportée le 26 août à l'ordonnance d'Andujar, le Duc d'Angoulême se désintéressa complètement de la situation politique de l'Espagne. « Fatigué et dégoûté du rôle qu'on lui faisait jouer, le Prince s'était décidé à se renfermer désormais dans son rôle de Général (1). » De plus, presque toutes les places fortes constitutionnelles qui n'avaient pas encore fait leur soumission aux Français renoncèrent maintenant à toute résistance. La prise du Trocadéro (31 août), qui ouvrit la série des succès, fut bientôt suivie par la reddition de Santoña (11 septembre), de Pampelune (16 septembre), de Saint-Sébastien (27 septembre), et, en Catalogne, du fort de Figuières (26 septembre). Un événement d'un autre ordre, qui eut un grand retentissement dans tout le pays, hâta aussi la victoire du parti royaliste. Le 14 septembre, le fameux Riego, après avoir échoué dans sa tentative d'alliance avec Ballesteros, obligé de s'enfuir dans la Sierra Morena, fut reconnu, dénoncé, fait prisonnier. Ainsi, la « révolution » était définitivement vaincue, l'armée française et son chef renonçaient à imposer la modération en Espagne : c'est assez

(1) Vieil-Castel, *ouv. cit.*, p. 636.

dire que la Régence allait continuer à développer la contre-révolution furibonde dont nous connaissons les premiers épisodes.

I. — Il semble pourtant que dans ses actes officiels le gouvernement provisoire ne se soit pas montré, dans les dernières semaines, aussi féroce qu'au début de son existence. Sûr du triomphe, il donne parfois l'impression de la clémence. Il prend, le 26 août, deux décrets de caractère administratif à peine rétrogrades. Aux termes du premier, les fonctionnaires toucheront leur traitement, non pas à partir du 1^{er} juin, comme il avait été décidé par le décret du 5 juin, mais à partir du jour où les autorités royalistes furent de nouveau rétablies : ce n'était pas une récompense, mais simplement la rétribution due à ceux qui avaient repris leur service avant le 1^{er} juin (1). Le second décret rendait leurs droits à la retraite aux anciens fonctionnaires privés de leur pension depuis le 7 mars 1820, à condition qu'ils aient été soumis à la *Purification* (2).

La Régence adopta aussi quelques mesures relatives à l'enseignement d'une allure un peu plus tendancieuse. Dans la *Gazette* du 18 septembre, elle annonça que l'Université d'Alcalá, qu'elle venait de rétablir, ouvrirait ses cours le 18 octobre. La restauration de cette Université, supprimée à l'époque constitutionnelle, ramenait à l'état de choses d'avant le 7 mars 1820. Le 24 septembre, Aznares décidait que l'enseignement supérieur, en attendant une réorganisation postérieure, devrait être régi par la circulaire du Conseil Royal en date du 27 octobre 1818. Le décret ajoutait que « les étudiants ne pourraient être admis à suivre les cours s'ils ne se présentaient pas vêtus du costume traditionnel (3) ».

(1) et (2) Le texte des décrets est dans la *Gazette* du 13 septembre.

(3) Décret du 24 septembre, publié dans la *Gazette* du 27 : « Y que los estudiantes ne puedan ser admitidos en los estudios si no se presentan en ellos con la ropa talar acostumbrada. »

Le 2 octobre, la *Gazette* publiait la suppression des écoles militaires : c'était le complément des mesures précédentes. L'« état lamentable des collèges et des académies militaires » avait dicté à la Régence cette mesure qu'elle accompagnait des considérations suivantes : « S'étant écartés du principal but pour lequel ils furent réunis dans ces établissements, ses membres se mirent à parler dans leurs classes de questions politiques, de réformes du gouvernement, et, ce qui est plus pénible, dans les collèges et les académies s'introduisirent l'irrégion, l'immoralité et la dépravation des mœurs (1) ».

La décision la plus importante que prit la Régence, au cours du mois de septembre, fut certainement celle du 23, relative aux miliciens. Ce nouveau décret était infiniment plus doux que celui de juillet qui avait, on se le rappelle, excité la colère du Duc d'Angoulême et de Chateaubriand. Aux termes du nouveau décret, certains employés, ayant été miliciens, pouvaient néanmoins exercer des fonctions publiques. Il leur suffisait de prouver : ou bien qu'ils s'étaient enrôlés croyant qu'ils travailleraient à rétablir l'ordre public, et qu'ils avaient déserté dès qu'ils avaient compris le vrai rôle des miliciens; ou bien qu'ils s'étaient enrôlés de peur d'être maltraités, et que par la suite ils n'avaient pris part à aucun trouble; ou bien qu'ils s'étaient enrôlés afin de ne pas être compris dans le contingent de l'armée nationale, et qu'ils n'avaient pas joué de rôle actif. Étant donné la facilité qu'il y avait pour tout ex-milicien à se faire classer dans une de ces trois catégories, on peut dire que ce décret annulait celui du 23 juillet. Cette mesure de clémence, si elle avait été sincère, aurait suffi à faire pardonner à la Régence bien des violences passées. En réalité, le Gouvernement provisoire de l'Espagne continuait

(1) Le texte du décret est dans la *Gazette* du 2 octobre : « Separados del principal objeto para que fueron reunidos en estos establecimientos, se entrometieron sus individuos a hablar en lo interior de sus aulas ó clases de cuestiones políticas, de reformas de gobierno, y lo que es más doloroso, se ha llegado a introducir en los colegios y academias la irreligión, la inmoralidad, la depravación de costumbres. »

toujours sa même tactique de contre-révolution farouche, mais il préférerait maintenant les mesures secrètes. Désireux de pouvoir compter sur l'Europe au moment où Ferdinand VII allait être délivré, il voulait se ménager les bonnes grâces du corps diplomatique par des décrets d'apaisement. Il n'en conservait pas moins au fond du cœur contre les Constitutionnels et les Français un grand ressentiment. On découvre dans les menées du parti royaliste, solidement constitué, la collaboration étroite de quelques régents et du Ministère.

Dès l'ordonnance d'Andujar, la Régence organisa dans tout le pays une vaste propagande antilibérale. M. de Talaru écrivait dans sa dépêche du 14 août : « A l'égard des mesures propres à exciter le peuple, on me dit qu'elles se délibèrent et se mettent à exécution avec activité par le Ministère, par une réunion de prêtres qui se rassemblent chez un Directeur d'hospice, par une société secrète de Royalistes dont le prince empêcha dans le temps les séances publiques. C'est de là, à ce que l'on prétend, qu'émanent des bruits propres à exciter les alarmes du peuple et le ressentiment de l'orgueil national (1). »

On sait également que le Régent Calderón et l'évêque d'Osma faisaient partie de la célèbre « Junte apostolique (2) », qui, à partir de la fin août, redoubla d'activité. « On tint des séances plus fréquentes, et l'on donna l'ordre à Alba, Negrete,

(1) Dépêche de M. de Talaru du 14 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 112 r.

(2) Le document 145 daté du 6 septembre 1823 (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 233 et suiv.) nous renseigne sur les origines et le développement de cette société. C'est D^a Juana Eguía, fille du Capitaine Général qui fut membre de la Régence provisoire, qui organisa cette association en réunissant ses parents et ses amis. Le général Grimarest fut nommé président. Il avait été nommé au début de la Régence Inspecteur Général des Milices, et il avait envoyé à la Cour de France un rapport sur la nécessité de l'invasion française en Espagne. Quand l'armée du Duc d'Angoulême eut franchi les Pyrénées, Grimarest rendit encore plus stricts les statuts de la société et il fit jurer de « veiller scrupuleusement à ce que les places ne tombassent que dans des mains pures ». (Doc. 145, cité 233 r.) Ensuite Grimarest fit admettre quelques nouveaux membres, parmi eux des officiers, et des membres du gouvernement, Calderón et l'évêque d'Osma.

de redoubler leurs attaques anticonstitutionnelles dans le *Restaurador* en prévenant Tap d'en faire autant dans le pamphlet de la *Salud Pública* ainsi que Latorre pour ce qui regarde le *Procurador del Rey*, et on envoya des planches aux chapitres, couvents, universités..., pour qu'ils demandassent tous l'inquisition et l'absolutisme comme étant le désir et le vœu de tous les Espagnols et le besoin de l'Espagne. Le nouveau local est maintenant à Saint-François; mais on n'a pas d'heure fixe pour la tenue des séances; c'est de là, dit-on, qu'on a lancé ces jours derniers plus de 80 moines missionnaires politico-apostoliques, pour se rendre dans les provinces, y prêcher l'insurrection contre tout ce qui ne serait pas absolutisme, moines, inquisition (1). » Cette Junte apostolique, qui a l'appui de la Régence, reçoit de nombreux dons. « Suivant quelques rapports, c'est de cette caisse qu'on tire pour animer le peuple sous les drapeaux de la Junte. Plusieurs couvents de Madrid, particulièrement ceux de Saint-François d'Atocha, Saint-Bernardin, les Carmes chaussés, Saint-Philippe-Neri, les Capucins du Prado, Saint-Jérôme de la Victoire, distribuent, à ce que l'on prétend, de l'argent au peuple. On croit que c'est également de cette source que partent les différentes adresses qui parviennent à la Régence. La Junte se réunit depuis peu au couvent d'Atocha et à celui de Saint-Bernardin. La séance tenue avant-hier au couvent d'Atocha se prolongea jusqu'à une heure après minuit. Les membres donnaient à la porte du couvent ces mots : « Constance et Roi (2). »

Vers la fin de septembre, un document transmis par M. de Gabriac à Paris constatait les progrès de cette société extrêmement redoutable qui comptait des ramifications dans tout le pays : « La presque totalité des moines, du clergé du royaume, qui leur appartiennent, multiplient au centuple les forces de cette réunion formidable qui commande les régents du Royaume par l'organe de ses membres, fait emprisonner par

(1) Document 145, cité 234 r.

(2) Document 145, cité 235 r. et v.

le moyen des sbires, qui sont ses agents, effraye dans le confessionnal, persuade dans la chaire, répand les ténèbres dans les journaux (1). »

Donc il importait peu que la Régence prit des décrets modérés comme celui sur les Miliciens, puisque en sous-main elle excitait l'opinion publique contre les libéraux, puisque, prisonnière de la Junte apostolique, ou instigatrice des mesures de cette redoutable société, elle ne faisait rien pour en modérer l'ardeur. Aussi les mesures du Gouvernement de caractère pacificateur provoquaient-elles la colère des ultraroyalistes : Gabriac, dans sa dépêche du 24 septembre, rend compte du mécontentement causé par le décret de la veille que l'on trouve trop doux : « Les Royalistes sont furieux. » La Régence essayait de donner le change. En réalité, pendant la dernière semaine de son pouvoir elle fut aussi acharnée qu'auparavant dans la contre-révolution. Une bonne preuve, c'est qu'elle permit au service de police de multiplier les vexations contre les Constitutionnels.

II. — Avec leur zèle habituel, Julián Cid, le Surintendant, et Lorenzo Mozo, le Corregidor, procèdent à des perquisitions et à des arrestations sans nombre. Ils réclament à la marquise de Villafranca les fusils qui avaient été déposés par le chef d'État-Major du général Quesada (2). Ils visitent soigneusement la maison de la veuve du général Porlier, où l'on imprimait, disait-on, des proclamations subversives (3). Dans la seule journée du 10 septembre, on emprisonne un certain D. Cipriano Pascual Marco, curé de la paroisse Sainte-Croix, qui a écrit deux lettres dans lesquelles il donnait des « nouvelles alarmantes et contraires à notre Gouvernement » ;

(1) « État de l'Espagne. La Régence. La Junte apostolique. » Madrid, 22 septembre (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, document 182, p. 298 r.).

(2) Rapport du Corregidor au Ministère de l'Intérieur, 15 septembre (pap. pol. sept.).

(3) Rapport du Surintendant au Ministre de l'Intérieur, 3 oct. (pap. pol. sept.).

un médecin qui, à l'époque constitutionnelle, avait dénoncé un habitant de San Sebastián de los Reyes et l'avait fait emprisonner pendant huit mois; un « individu aux idées très révolutionnaires », qui, « si on ne l'avait point mis en sûreté, aurait été très probablement tué d'un coup de feu (1) ». Cinq autres personnes sont arrêtées le même jour, et le propriétaire de leur maison, qui ne les avait pas dénoncées, bien qu'elles fussent suspectes de libéralisme, doit payer cinquante ducats d'amende (2).

Vers la fin du mois d'août, on avait procédé à une singulière arrestation : celle d'un enfant de douze ans qui était le fils de l'officier d'artillerie commandant à Cadix la batterie de San Fernando. Ce jeune garçon « répandait des nouvelles subversives et alarmantes très propres de son caractère turbulent et pervers (3) ». Aussi le Surintendant essayait-il de le faire admettre dans la Real casa de beneficencia (Maison royale de bienfaisance) en vue du « redressement de ses idées » et de « l'amendement de sa conduite immorale (4) ». Comme le directeur de l'asile refusa d'accueillir ce jeune garçon, le ministre Aznares lui en donna l'ordre formel; il lui recommanda, en même temps, de veiller avec soin sur le nouveau pensionnaire et « d'éviter qu'il ne se mêlât à beaucoup de camarades de son âge qu'il pourrait corrompre (5) ».

Dans une autre affaire d'arrestation, qui eut un plus grand retentissement à cause de l'importance des protagonistes, le Corregidor de Madrid, Mozo, se montra le digne émule de Julián Cid. Il s'agit de l'emprisonnement du Comte de Noble-

(1) Rapport du Corregidor au Ministre de l'Intérieur, 10 septembre (pap. pol. sept.)

(2) Id., ibid.

(3) Rapport du Surintendant au Ministre de l'Intérieur, 19 août (pap. pol. août).

(4) Rapport du Surintendant de police au Ministre de l'Intérieur, 19 août (pap. pol. août).

(5) Décision d'Aznares, 20 août (pap. pol. août).

jas (1). Cette affaire occupa la Régence depuis le mois de juin, mais elle n'eut son dénouement que dans les derniers jours de septembre. Noblejas, ancien commandant de la milice nationale de Madrid, l'un de ceux qui conduisirent Ferdinand VII à Séville, fut arrêté avec son ami le marquis d'Alcañices, connu lui aussi pour ses idées libérales, le 26 juin 1823, près de Valdepeñas, et traité sans ménagements (2). Contre ces prisonniers de marque, la Régence n'osa pas prendre de mesures trop violentes. A la suite de multiples réclamations présentées par les intéressés et par leurs familles, elle les fit remettre en liberté à condition qu'ils allassent résider à douze lieues au moins de Madrid (3). En septembre, le comte et le marquis étaient autorisés à revenir dans la capitale. Tout semblait donc terminé, mais le Corregidor se montra plus sévère que les autorités supérieures. Un jour, en effet, que le comte de Noblejas passait dans une rue de Madrid, il fut reconnu, insulté, arrêté par les gardes espagnols et conduit devant le Corregidor, qui, malgré ses protestations, ne voulut pas le mettre en liberté sans un nouvel ordre de la Régence. Bien plus, quand cet ordre lui parvint (4), il adressa un rapport au Ministre de l'Intérieur, dans lequel il rappelait que la police de Tembleque réclamait Noblejas, et transmettait une dénonciation d'un certain Cadenas se plaignant des torts que lui avait causés Noblejas en 1820 (5). Finalement, le comte fut

(1) A plusieurs reprises, Gabriad parle de cette affaire dans ses dépêches (cf. celles du 22, 25 et 26 septembre).

(2) Lettre du commandant en chef de l'armée de la Manche au Ministre de l'Intérieur, 26 juin 1823. Le commandant promet de veiller soigneusement sur les détenus, « oiseaux de haut vol » (*demasiado pájaros*) (pap. pol. sept.).

(3) Le comte de Brunetti dut intervenir lui-même en faveur du marquis d'Alcañices. A cette occasion, il eut une vive altercation avec le Ministre de l'Intérieur, « dont la déraison, la violence et l'obstination étaient de nature à faire renoncer à l'espoir de pouvoir cheminer avec un tel homme », dit Brunetti à Gabriad (dépêche de Gabriad, 22 septembre. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 295 r.-v.).

(4) Décision de la Régence, 22 septembre (pap. pol. sept.).

(5) Rapport du Corregidor au Ministre de l'Intérieur, 23 septembre (pap. pol. sept.).

relâché, mais après avoir donné quinze cents réaux à son geôlier (1).

Bien des personnes suspectes de libéralisme, résidant à Madrid, furent exilées de la capitale. A D.J.J. de Sara, employé des finances à Santander pendant l'époque constitutionnelle, et venu à Madrid pour régler des affaires importantes, on refusa une carte de sûreté. Cid, au sujet de cet individu, écrivit, non sans ironie, au Ministre de l'Intérieur : « Comme Sara vient de faire un voyage assez long et pour lequel il a mis beaucoup plus de temps qu'il n'était nécessaire, il ne pourra pas se refuser à en entreprendre un autre à douze lieues de Madrid (2). » Le Surintendant fit également savoir au Ministre de l'Intérieur que certaines personnes « d'idées perverses » ne pouvaient demeurer à Madrid (3). Il signala les « afrancesados » résidant à Madrid comme des adversaires redoutables de l'absolutisme. Dans son rapport du 18 août, il écrivit à la Régence : « Tous sont partisans du Gouvernement représentatif et appartiennent, en majorité, au parti libéral; ils jouissent d'une influence suffisante pour paralyser la marche de la restauration et neutraliser, par leurs écrits et leurs intrigues, le véritable esprit national et les dispositions que S. A. S. fonderait sur lui (4) ». Il concluait en demandant à la Régence d'obliger les « afrancesados » réfugiés à Madrid à retourner dans leur pays natal. Aznares ne crut pas le moment favorable pour prendre cette décision (5).

Parmi les nombreux Espagnols qui furent ainsi expulsés de

(1) Dépêche de Gabriac, 26 septembre (Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Espagne 723, p. 313 v.).

(2) Rapport du Surintendant de police au Ministre de l'Intérieur, 20 septembre 1823 (pap. pol. sept.).

(3) Rapport du Surintendant de police, 2 septembre (pap. pol. sept.).

(4) Rapport du Surintendant de police, 18 août (pap. pol. août) : « Todos ellos gustan de gobierno representativo, y la mayor parte pertenece al partido liberal, y gozan de influencia bastante para paralizar la marcha de la restauración y neutralizar en sus escritos e intrigas el verdadero espíritu nacional y las disposiciones que sobre él fundare S. A. S. »

(5) Décision d'Aznares, 21 août (pap. pol. août).

la capitale, il en est un au moins qui mérite une mention particulière, à cause de son rang social, le comte d'Oñate. Le comte, homme d'idées libérales, avait été arrêté à Plasencia, puis remis en liberté au début du mois d'août, à condition qu'il allât résider à douze lieues de Madrid. Au lieu d'obéir, le comte se rendit dans la capitale et, prétextant une maladie, il écrivit le 23 août au Surintendant de police qu'il ne pouvait partir pour Grenade, où il avait fixé sa résidence. Dès réception de cet avis, Cid, accompagné de deux médecins, se rendit chez le comte à minuit, et deux heures plus tard le Comte et son fils se mirent en route pour l'Andalousie (1).

Cid s'acharna aussi contre les sociétés secrètes. Il ordonna diverses perquisitions dont certaines furent couronnées de succès. Dans la rue Saint-Bernard, on découvrit 62 diplômes de francs-maçons et les archives d'une loge. Malheureusement comme tous ces papiers se trouvaient chez un commerçant français nommé Dutilh, on ne put arrêter cet individu, protégé par le consul de France (2). Pourtant on trouva que parmi les membres de la société figurait Don Manuel Larrea, ancien milicien, qui le 7 mars 1820, « avec Palarea, Quintanilla et d'autres coryphées, était allé dans la calèche de la marquise de Pontejos demander [au roi] de jurer la Constitution (3) ».

En rendant compte au ministre Aznares de la perquisition faite dans la rue Saint-Bernard, Cid lui adressa aussi un long rapport sur les dangers qui naissent des sociétés secrètes, et la nécessité de les poursuivre sans trêve. Il signalait la présence en Espagne de « sociétés secrètes de francs-maçons, de comuneros, de carbonari, de confédérés et de radicaux (4) », et il remarquait qu'une section de la franc-maçonnerie, celle des « maçons régularisés », autrement dit l'Orient Espagnol, était « la mieux organisée, la plus furieuse, la plus redoutable,

(1) Rapport du Surintendant de police des 23 et 24 septembre (pap. pol. sept.).

(2) Rapport du Surintendant de police du 14 août (pap. pol. août).

(3) Rapport du Surintendant de police du 18 août (pap. pol. août).

(4) Rapport du Surintendant de police, 14 août (pap. pol. août).

celle qui a le plus ébranlé la machine, la religion et la morale de l'État (1) ». D'après J. Cid, elle comptait des multitudes d'adeptes : ceux qui avaient pris part à la révolution de 1820 ; les employés nommés par le Ministère « éminemment révolutionnaire » de San Miguel ; les fonctionnaires qui n'avaient pas été révoqués par ce Ministère, etc., etc... Ce rapport émut la Régence, car le 17 août elle envoyait à J. Cid les instructions suivantes : « La Régence recommande la plus grande activité pour surprendre quelque loge, gagner à tout prix un de ses membres, y introduire un espion qui se ferait franc-maçon en apparence, afin que, profitant des renseignements et des preuves qu'il fournirait, on puisse agir en toute connaissance de cause et en toute sûreté ; on aurait là un motif de procéder avec sévérité et d'adopter les mesures que l'on jugera les plus favorables à l'extermination de cette secte et au châtiement de ses partisans (2). »

Citons enfin, pour terminer, une affaire, moins importante il est vrai, mais symbolique des mœurs du temps. On avait découvert dans le couvent de Saint-Jean-de-Dieu une plaque portant cette inscription : « A la Constitution, les élèves du collège de Saint-Fernand. » Cid résolut de la faire brûler solennellement par le bourreau sur la petite place de la Cebada. Le 25 septembre, la Régence pria Cid « d'éviter la publicité de cet acte ». Mais le lendemain, le Surintendant sollicita à nouveau l'autorisation de procéder à l'exécution. Pour décider la Régence, il signala que de « nombreuses personnes demandaient et attendaient que l'on brûlât la plaque (3) ». Cette fois, la Régence permit, et une heure plus tard, sans aucun désordre grâce à la présence de troupes françaises et espagnoles, la « plaque fut brûlée par l'exécuteur de la justice (4) ».

On le voit, à la fin de la Régence, les services de police n'a-

(1) Rapport du Surintendant de police, 14 août (pap. pol. août).

(2) Décision d'Aznarès, 17 août (pap. pol. août).

(3) Rapport du Surintendant de police, 26 septembre (pap. pol. sept.).

(4) 2^e rapport du Surintendant de police, 26 septembre (pap. pol. sept.).

vaient point ralenti leur zèle : ils secondaient, toujours avec la même fidélité, les desseins du Gouvernement.

III. — Étant donnés les faits que nous venons de rapporter, on devine aisément ce que furent les relations des Français et des Espagnols au cours de ces dernières semaines. A partir d'Andujar, on peut dire que les malentendus de l'époque précédente deviennent des haines vivaces. Si auparavant il arrivait de ne pas s'entendre, maintenant il est de règle de se détester. Le Gouvernement donna le signal de ce nouvel état d'esprit. Profondément humilié par l'ordonnance du Duc d'Agoulême, il voulut déchaîner dans toute l'Espagne un mouvement anti-français. Le rapport envoyé à Paris le 1^{er} septembre apprend que, « outre la quantité de moines qui ont été envoyés dans les provinces en qualité d'émissaires pour préparer religieusement l'opinion contre les Français, plusieurs prêtres et officiers viennent encore de partir pour la même mission (1) ». Le même document faisait connaître que les amis des Français étaient désormais suspects, et que le 31 août les dix commissaires de police de Madrid s'étaient réunis pour régler la manière de « surveiller strictement tout individu connu ou soupçonné d'adhésion aux Français (2) ».

Il semble, pourtant, que la Régence, toujours fidèle à sa tactique hypocrite, ait voulu donner le change et tâcher par des démonstrations publiques de faire croire à l'entente parfaite entre l'Espagne et ses alliés. Dans la *Gazette de Madrid* du 9 septembre, elle fit paraître un article qui contenait les

(1) Rapport politique du 1^{er} septembre. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 218 v. C'est contre la « fausseté » de semblables nouvelles que protesta *El Restaurador* (n° 64, 9 septembre). Ce journal reproduisit un document qu'aurait reçu un Français occupant de hautes fonctions, et par lequel on le mettait en garde contre la propagande active du parti ultraroyaliste et de la junte apostolique. Il était question de 60 frères partis pour prêcher dans les provinces. *El Restaurador* niait l'exactitude de ces faits.

(2) Rapport politique du 1^{er} septembre. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723.

phrases suivantes : « Le Duc d'Angoulême et la Régence ont toujours été, sont actuellement, seront et ne pourront jamais cesser d'être d'accord dans leurs résolutions, et au sujet des décrets de répression des mouvements populaires, et des vengeances personnelles..... Ils s'entendront pour exterminer et déraciner cette secte d'orgueilleux régénérateurs qui, depuis un demi-siècle, troublent la paix du genre humain. » Dans le n° du 20 septembre, la *Gazette* publiait un parallèle, traduit de *L'Oriflamme*, entre Napoléon et le Duc d'Angoulême, tout à la gloire de ce dernier.

Cependant les menées anti-françaises du Gouvernement ne tardèrent pas à donner des résultats apparents. Les dépêches de notre ambassadeur et divers autres documents signalent de nombreux exemples d'hostilité des Espagnols à notre égard. « Hier, au Barrio de la Merced, un groupe écoutait des aveugles qui chantaient des chansons soi-disant royalistes, mais que l'on pouvait plutôt qualifier d'incendiaires; on osa y préférer les expressions suivantes : « Mueran los Gabachos, y vivan los Rusos (1). » « Il faut appeler les Russes et se débarrasser des Français, disent les Royalistes (2). » Le 20 août, Talaru signale que « les manœuvres des sociétés secrètes organisées dans Madrid par les Royalistes contre les Français se poursuivent avec activité (3) », et le 21 il écrit à M. de Chateaubriand : « Je vous ferai seulement remarquer, comme un indice déplorable du changement de l'esprit public, la circonstance que dans les villages de la plaine beaucoup de paysans ont quitté les petites cocardes blanches qu'ils joignaient au ruban rouge espagnol (4). » Le 28, l'Ambassadeur signale le texte de l'a-

(1) Rapport politique du 18 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 139 r.-v. — « Gabacho » est un terme de mépris pour désigner les Français.

(2) Lettre du Consul de France de Santander à Talaru, 19 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 145 r.

(3) Dépêche de Talaru, 20 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 150 r.

(4) Dépêche de Talaru, 21 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 157 r.

dresse des Miliciens de Navarre, « des plus révoltantes contre notre armée et contre Monseigneur le Duc d'Angoulême (1) ». Le lendemain, il dut adresser une protestation au Ministre d'État espagnol au sujet d'un opuscule qui circulait dans Madrid et qui « renfermait les provocations les plus incendiaires, les calomnies les plus atroces contre le Prince Généralissime et contre l'armée française (2) ». Le rapport politique du 31 août recueille des propos tenus à la Puerta del Sol : il faut former une petite armée pour « tenir en respect les *negros* et saper des hôtes importuns (3) ». Celui du 1^{er} septembre enregistre des provocations de miliciens royalistes qui, s'ils étaient armés, triompheraient des *negros* et des Français (4).

Cette hostilité croissante contre nos soldats s'expliquait, encore plus que par l'ordonnance d'Andujar, par les principes de modération dont ne se départait pas notre armée. Individuellement, les militaires continuaient à se montrer généreux : tel cet officier qui, voyant que la foule s'apprêtait à maltraiter les prisonniers de Chaleco amenés à Madrid, tâcha de les protéger : d'un coup de bâton, on lui cassa un bras (5). De même, le maréchal Oudinot faisait mettre en liberté 54 prisonniers détenus à Avila et 57 à Aranjuez (6). Lorsque les garnisons constitutionnelles capitulaient dans leurs places fortes, les généraux français leur assuraient toujours aide et protection. Quelques articles de ces capitulations peuvent être cités comme exemples de cette modération : « Aucun des Espagnols de la place, soit qu'il appartienne à la garnison, soit qu'il s'y trouve

(1) Dépêche de Talaru, 28 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 197 r., voir plus haut, p. 117-8.

(2) Protestation de Talaru au Ministre d'État, 29 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 205 r.

(3) Rapport du 31 août. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 211 v.

(4) Rapport du 1^{er} septembre. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 218 v.

(5) Dépêche de Talaru, 8 septembre. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 242 r.

(6) Dépêche de Gabriac, 20 septembre. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 288 r.

pour tout autre motif, ne pourra être inquiété ni poursuivi pour les opinions politiques qu'il aura manifestées (1). »

« Le Maréchal de France, général en chef du 5^e corps de l'armée des Pyrénées, usera de son influence auprès des autorités espagnoles pour empêcher la réaction et les vengeances politiques (2). »

Ainsi au cours des dernières semaines de la Régence, la modération des Français s'opposa encore à la passion de vengeance des royalistes espagnols. Ceux-ci en éprouvèrent un grand « chagrin », suivant le mot de M. de Gabriac (3). Le Gouvernement essaya de dissimuler son ressentiment, mais en sous-main il travailla de son mieux à exaspérer l'opinion publique contre l'armée du Duc d'Angoulême. Comme le moment approchait où Ferdinand le Bien-Aimé allait être remis en liberté et où il faudrait fixer le nouveau régime politique de l'Espagne, la Régence répandit la nouvelle que les Français voulaient « sauver, fortifier, élever en Espagne un tiers parti, mitoyen, accommodant pour toutes les erreurs et homogène avec celui (*sic*) dont ils supposent que l'esprit et les institutions gouvernent aujourd'hui la France (4) ». Ainsi sollicitée, la masse fanatique réagit vigoureusement, témoin la manifestation de Pampelune : dans cette ville on attacha sur un âne une statue du Duc d'Angoulême. Les habitants la criblèrent de balles, puis la brûlèrent et dispersèrent ses cendres à tous les vents (5). Cette manifestation a toute la valeur d'un symbole.

(1) Capitulation de Saint-Sébastien, art. 12. Cf. *Gazette de Madrid* 9 oct.

(2) Capitulation de Pampelune, art. 10. Cf. *Gazette de Madrid* 2 oct.

(3) et (4) Dépêche de Gabriac, 20 septembre. Arch. Aff. Etr., Corr. Pol. Esp. 723, p. 288 r.-v.

(5) *El Restaurador*, n° 59 du 3 septembre. Il faut ajouter que le rédacteur traita les habitants de Pampelune de « Cafres et de tigres de l'Hyrkanie ».

CONCLUSION

Le 30 septembre, Ferdinand VII signa un décret qui promettait « un oubli général, complet et absolu de tout le passé sans aucune exception », puis il « fut remis en liberté ». Le lendemain, il s'embarqua sur un bateau somptueusement décoré, dont le général Valdés en personne tenait le gouvernail, et, au bruit des salves d'artillerie, il quitta Cadix pour se rendre au Puerto de S^{ta} Maria. Là, il fut reçu par le Duc d'Angoulême, le Duc de l'Infantado et D. Victor Saez (1). Après les cérémonies officielles, Ferdinand conféra un moment avec son ancien confesseur qu'il nomma « Ministre universel » et lança un nouveau décret dont le préambule rappelait les « actes scandaleux » commis contre le souverain, et qui contenait deux articles aux termes desquels toutes les mesures prises par le gouvernement constitutionnel étaient annulées, et toutes celles de la Régence ratifiées (2). Ainsi était supprimée l'amnistie de la veille. Jamais le roi perfide qu'était Ferdinand n'avait fait preuve d'un égal cynisme et n'avait violé avec autant de célérité ses promesses solennelles.

Ce décret du 1^{er} octobre montra à l'Espagne que la guerre civile allait continuer de plus belle, et à la France et aux

(1) Voir Mesonero Romanos, *Memorias de un setentón...* ouv. cit., p. 290. Dans la note 1 de cette page, Mesonero signale l'existence d'un tableau de D. José Aparicio représentant l'arrivée de Ferdinand au Puerto, conservé au Musée de Peintures, mais « dans un endroit réservé ». Ce tableau ne figure pas dans le *Catalogue du Prado* de Madrazo. Sans valeur artistique, ce tableau contenait des portraits très ressemblants. — Voir aussi G.-J. Ouvrard, *Mémoires*, et Vaulabelle, *ouv. cit.* qui reproduit ce passage. — Voir encore Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, p. 3. « Le petit-fils de Louis XIV mit un genou en terre et présenta son épée à l'autre petit-fils du grand roi ; beau spectacle à l'extrémité de l'Europe, au bord de cette mer, la couche du soleil, *solisque cubilia Cades.* »

(2) Voir texte du décret dans Miraflores, *Documentos*, t. II, p. 338-340.

autres nations européennes, combien étaient inutiles les recommandations de prudence et de modération qu'elles adressaient à Ferdinand (1). Pour la Régence, il fut la plus belle récompense et le témoignage qu'elle avait gouverné suivant la méthode de répression chère à Ferdinand. A propos d'une affaire qui passionna les esprits dans les derniers jours de septembre, le roi donna encore la preuve qu'il se proposait de mener à bien l'œuvre si brillamment commencée par la Régence : nous voulons parler de l'exécution du général Riego. Au moment où le roi quittait Cadix, le « héros de las Cabezas de San Juan » arrivait à Madrid sous bonne escorte. Il était définitivement vaincu. Restait le dénouement tragique et prévu : un procès vivement mené et une exécution capitale (7 novembre). Certes, c'eût été beaucoup demander à Ferdinand que de le prier de pardonner à un ennemi politique qui pendant plusieurs mois avait joui de tant de pouvoir et de prestige. Il est probable d'ailleurs que les absolutistes ne l'eussent pas permis. Mais n'aurait-il pas été d'un grand roi, afin d'essayer de rétablir la concorde dans son pays divisé, d'inaugurer cette nouvelle époque de son règne par un acte solennel de clémence et de grandeur d'âme ? Ferdinand ne se montra pas généreux. Il en était incapable. En permettant l'exécution de Riego, peut-être en l'exigeant, il satisfait sa cruauté. Il montra aussi que rien n'était changé dans son royaume depuis mai 1823. C'était une nouvelle marque d'approbation qu'il donnait au gouvernement provisoire.

La Régence l'avait bien méritée. En quatre mois, en effet, elle avait à peu près complètement rétabli l'ancien système d'absolutisme. « Quand Ferdinand VII entra à Madrid, écrit Menéndez y Pelayo, cette œuvre de réparation avait été accomplie par la Junte de Régence qu'établirent le Duc d'Angoulême et les « guerrilleros » royalistes (2). » Par ces premiers

(1) Voir par exemple la lettre de Louis XVIII à Ferdinand, fin octobre 1823, dans *Cong. de Vér.*, p. 6-7.

(2) Menéndez y Pelayo, *Historia de los Heterodoxos españoles*, ouv. cit., t. III, p. 523.

décrets financiers et militaires, par ceux qu'elle prit à la fin de son existence sur l'enseignement des universités; par les substitutions des employés royalistes aux employés libéraux, des magistrats et des municipalités d'avant le 7 mars 1820 à ceux de l'époque constitutionnelle, la Régence rétablit dans tout le pays le règlement et les cadres d'autrefois. En rapportant les mesures prises contre le clergé de 1820 à 1823, elle s'attacha fortement l'Église espagnole, « la seule puissance restée debout au milieu de tant de ruines ». De cette alliance, elle tira une grande force : elle put connaître l'état des esprits et répandre ses ordres et ses suggestions dans tout le pays. A côté de ce service bien discipliné de renseignements et de propagande, fonctionna la Junte apostolique, dont les principaux chefs étaient des prélats et qui joignit ses efforts à ceux du clergé : les loges maçonniques et les « tours » des comuñeros furent remplacés par des réunions secrètes dans les couvents et les chapelles.

La Régence ne se contenta pas de cette « gendarmerie sacrée ». Elle créa aussi un service officiel de Sûreté qui fut confié au Ministre de l'Intérieur et au Surintendant de police. A vrai dire, ce n'était point là une organisation nouvelle en Espagne; en 1815 déjà, Ferdinand VII avait organisé un « Ministère de la Sûreté Publique » qui fut confié au cruel Pedro Agustín de Echevarri et qui prononça de rigoureuses condamnations (1). De même, l'Inquisition pendant des siècles avait rempli sensiblement le même rôle que le nouveau service. Les historiens qui ont apprécié l'œuvre d'Aznarès et de Julián Cid ne manquent jamais de les comparer aux juges du redoutable tribunal. Parlant du ministère de l'Intérieur, Abel Hugo écrit : « Il eut la haute police dans ses attributions et tout ce qui avait été précédemment confié au Conseil Suprême de l'Inquisition (2), et Amador de los Rios dit de la Surinten-

(1) Voir *Historia de la Vida y Reinado de Fernando VII*, ouv. cit., t. II, p. 94.

(2) A. Hugo, *ouv. cit.*, I, livre 2, ch. 1^{er}, p. 246, note 1.

dance de police qu' « elle remplaçait l'ancien tribunal de l'Inquisition (1) ».

Grâce à ces auxiliaires officiels et officieux, tous animés d'une égale passion de vengeance, la Régence châtia cruellement les ennemis de l'absolutisme, soit par les mesures qu'elle édicta contre eux, soit par la réprobation molle et indécise, exprimée comme à regret, des violences commises par ses fidèles sujets. Quoi d'étonnant que Ferdinand VII ait été pleinement satisfait de la bonne administration de son pays, durant sa captivité?

Pourtant la Régence n'avait pu donner toute sa mesure : les alliés l'avaient souvent gênée. C'est ici le paradoxe politique de cette guerre d'Espagne. Nos troupes, en effet, « qui se jetèrent du haut en bas des Pyrénées à leur façon, à la façon d'un torrent (2) », avaient pour mission de remettre Ferdinand VII sur son trône et de vaincre la révolution espagnole. Certes, elles exécutèrent cette double tâche, et les adversaires de l'intervention nous l'ont souvent reproché. Mais elles ne travaillèrent pas à cette restauration ainsi que l'aurait voulu la Régence de Madrid. Au lieu de s'acharner contre les libéraux, hommes et officiers tâchèrent toujours de les mettre à l'abri des fureurs royalistes. Sans trop d'exagération, Marliani a pu écrire : « Toutes les sympathies du soldat français furent acquises aux constitutionnels qu'il combattit à regret pour l'honneur du drapeau; qu'il protégea chaque fois qu'il fut livré à lui-même (3). » Pouvait-il en être différemment, si l'on pense que la France possédait la charte; que l'armée des Pyrénées, composée de soldats et d'officiers qui avaient combattu sous le drapeau tricolore, avait été soumise, avant de passer la frontière, à une active propagande libérale (4); que le comte de Guillemín, probablement l'instigateur de l'ordonnance d'Andujar, dissimulait à peine son libéralisme?

(1) *Ouv. cit.*, t. IV, p. 425.

(2) Chateaubriand, *Cong. de Vér.*, *ouv. cit.*, p. 168.

(3) Marliani, *ouv. cit.*, I, p. 294-295.

(4) « Dans les casemates, dans les bivacs, on entendait dire qu'il était

La modération de nos troupes fut universellement célébrée : nous avons déjà eu l'occasion de citer quelques phrases élogieuses que leur consacèrent divers historiens espagnols (1). Ajoutons qu'au Parlement anglais, dans la séance du 3 février 1824, Lord Liverpool et Mr. Canning rendirent hommage au rôle pacificateur de l'armée française (2). Peut-on évoquer un témoignage moins suspect que celui de ces hommes d'État qui ne cessèrent de blâmer notre action directe en Espagne, après qu'ils n'eurent pu l'empêcher?

Le Duc d'Angoulême, lui aussi, s'acquitta dans cette affaire d'Espagne une grande renommée d'homme juste et modéré. Ses soldats, qui le considéraient avant de le connaître comme « un général d'église, plus propre à suivre une procession un cierge à la main qu'à conduire une armée (3) », se rendirent compte qu'il « était étranger aux passions et aux préventions de la Cour et de l'ultra-royalisme (4) ». A Paris, le Duc fut reçu en triomphateur. « Les charbonniers, corporation qui se piquait de royalisme, promenèrent son buste; on donna de grandes fêtes; il y eut *Te Deum* à Notre-Dame et illuminations. L'enthousiasme des Corps constitués se manifesta par des

dur d'aller se battre pour les moines contre la liberté, on témoignait un grand dégoût pour ceux qu'on allait secourir » (Vieil-Castel, *ouv. cit.*, XII, p. 32).

« Des brochures séditieuses, des articles de journaux, des chansons inspirées par le même esprit, furent distribués par milliers d'exemplaires dans les casernes, les bivacs, les corps de garde. Une de ces chansons, œuvre de Béranger, était surtout répandue à profusion. Elle avait pour titre *le Nouvel Ordre du Jour*, et chaque couplet se terminait par ce refrain : « Garde à vous, demi-tour », qui par la manière dont il était amené, ne constituait rien moins qu'une provocation à la désertion, ou, pour mieux dire, à l'insurrection contre le Gouvernement du Roi » (Id., XII, p. 335-336). Le général de Pelleport croit que cet « esprit soi-disant libéral » a été exagéré, cf. *Souvenirs militaires...*, *ouv. cit.*, 153.

(1) Voir plus haut, ch. v, p. 93.

(2) Cité par Vieil-Castel, *ouv. cit.*, XII, p. 171-172.

(3) et (4) Vieil-Castel, *ouv. cit.*, XII, p. 330 et 333. Citons un mot du député Argüelles sur le duc d'Angoulême : « ... ese nuevo Caballero de la triste figura que ha tomado a su cargo deshacer entuertos que ni le tocan ni le atañen. » (Discours du 25 mai 1823, cité dans Miraflores, *Documentos*, II, p. 280.)

adresses. Les troupes défilèrent sous l'Arc de l'Étoile (1). »

Cette modération des troupes françaises et de leur chef constitua leur plus grande gloire. Si nos soldats purent un moment « croire qu'ils avaient fait la guerre » — et avec eux la majorité de leurs contemporains —, il faut reconnaître que l'expédition militaire ne fut qu'une promenade à travers un pays qui s'empressait d'accueillir notre armée. Ce n'est pas sur les champs de bataille que s'illustrèrent les Français de 1823. C'est dans la tâche délicate de pacificateurs et de modérateurs qu'ils s'acquirent une renommée plus durable. Grâce à eux, à l'initiative particulière des chefs et des soldats, la contre-révolution espagnole sous la Régence trouva quelques traces de douceur et de mansuétude. Dès que Ferdinand sera « démuselé », tout espoir d'apaisement sera perdu, et la plus odieuse des terreurs blanches ensanglantera la terre d'Espagne.

(1) Charlety, *ouv. cit.*, p. 193. Alexandre Dumas raconte dans ses *Mémoires* qu'un jour, tandis que Victor Hugo attendait une audience du roi pour faire autoriser *Marion Delorme*, le duc d'Angoulême vint à passer. « Hugo n'avait jamais vu celui pour lequel il avait voulu qu'on haussât l'Arc de Triomphe, afin

Que le géant de notre gloire
Pût y passer sans se baisser.

Il vit apparaître quelque chose comme un singe, moins la grâce ; une espèce de momie au visage tourmenté par un tic éternel, qui traversa la salle, répondant à tous les saluts, à tous les souhaits, à tous les hommages, par un grognement sourd dans lequel il était impossible de distinguer un seul mot articulé. C'était le vainqueur du Trocadéro ! le pacificateur de l'Espagne ! » (*Mes Mémoires*, Paris, Calmann-Lévy, t. V, p. 162-3.)

Vu :

Le Doyen,

G. CIROT.

Le Professeur chargé
de l'examen de la Thèse,

A. RENAUDET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 10 janvier 1930.

Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

TABLE DES MATIÈRES

	pages
INTRODUCTION et BIBLIOGRAPHIE	1
CHAPITRE I. — L'établissement de la Régence	17
I. Nécessité d'un gouvernement. — La formation de la Régence et du Ministère.	
II. Régents et Ministres.	
CHAPITRE II. — Les premières mesures de réaction	36
I. L'esprit public au début de la Régence.	
II. Les premiers décrets de la Régence.	
III. Le Ministère de l'Intérieur et la Surintendance de Police.	
CHAPITRE III. — L'attentat de Séville (11 juin 1823). — Les mesures de la Régence	58
I. La déchéance du Roi — Transfert du Gouvernement à Cadix.	
II. Les Décrets de la Régence — Le Décret du 23 juillet contre les Miliciens et les membres des Sociétés Secrètes.	
III. L'application des Décrets par la Police.	
CHAPITRE IV. — De l'attentat de Séville à l'ordonnance d'Andujar. — La fureur populaire	73
I. Conséquences de l'attentat du 11 juin. Troubles de Séville et de Madrid. Emprisonnements de Burgos, Valladolid, Ségovie, etc...	
II. La discipline des désordres. Le clergé. Les journaux absolutistes : <i>El defensor del Rey</i> , <i>El Restaurador</i> .	
III. Excès des Constitutionnels et des Royalistes.	
CHAPITRE V. — La modération des Français	93
I. Exemples de modération.	
II. L'opposition aux mesures vexatoires de la police espagnole. — Mécontentement des Royalistes.	
III. Le mécontentement des Constitutionnels. — Attentats contre le Duc d'Angoulême.	

CHAPITRE VI. — L'ordonnance d'Andujar (8 août 1823).	107
I. Les causes de l'ordonnance. — L'affaire de Burgos.	
II. L'accueil fait à l'ordonnance par les autorités, les Royalistes, les Constitutionnels.	
III. « L'interprétation » de l'ordonnance (26 août). — Jugements sur l'ordonnance.	
CHAPITRE VII. — La fin de la Régence	129
I. Mesures officieuses et officielles de la Régence.	
II. Le fonctionnement de la Surintendance de Police.	
III. La haine des Espagnols pour les Français.	
CONCLUSION	144

